

**La répression dans le nord-est du Kenya aurait fait plus d'un millier de victimes**

LIRE PAGE 3 L'ARTICLE DE JACQUES DE BARRIN

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

**«Le Monde des arts et des spectacles»**  
Pages 11 à 18

• «Biquefarre», un film de Georges Rouquier  
• René Chateau parle de Jean-Paul Belmondo

## Succès de M. Mondale à New-York

La fin du «phénomène Hart» ?

La confortable victoire de M. Walter Mondale dans l'élection primaire de New-York n'est pas une surprise : depuis que le gouverneur de l'Etat, M. Mario Cuomo, un démocrate de gauche, et le maire plus modéré de la grande ville, M. Edward Koch, avaient décidé de lui apporter leur soutien, l'ancien vice-président de M. Carter pouvait être assuré de rallier la plus grande partie de l'électorat démocrate actif. Pas seulement les militants du parti et des syndicats, mais aussi les électeurs libéraux et juifs. Ce qui, dans la seule ville de New-York, fait beaucoup de monde.

La performance de M. Jackson n'est pas moins remarquable, car le pasteur paraît bien en passe de gagner son pari : faire retourner aux urnes une communauté noire qui, depuis que le droit de vote lui a été officiellement octroyé, boudait de plus en plus les scrutins.

Si l'espoir de former une «coalition arc-en-ciel» avec tous les laissés-pour-compte des grands courants de la vie politique et économique américaine paraît s'éloigner, M. Jackson n'en a pas moins gagné un nombre appréciable de suffrages dans la minorité hispanophone, dont les relations avec la communauté noire ne sont pourtant pas toujours idylliques, et son crédit politique s'en trouve encore renforcé.

L'échec de M. Gary Hart marque un coup d'arrêt sérieux à l'ascension fulgurante du sénateur du Colorado, que sa victoire, aussi spectaculaire qu'inattendue, dans la primaire du New-Hampshire - un Etat qui, dit-on, n'a jamais failli à donner le nom du candidat démocrate à la Maison Blanche - avait soudain transformé en vedette.

Mais la faveur d'un électoral jeune, à la recherche d'un candidat plus enthousiasmant que le très classique Walter Mondale ou le très passéiste Ronald Reagan, n'a apparemment pas suffi à conforter les succès initiaux de M. Hart.

Il faut plus qu'une bouffée de faveur populaire pour gagner l'épuisante course des primaires. Le sénateur du Colorado a sans doute commis des bévues, mais il a surtout manqué de souffle et, finalement, d'expérience devant un vieux routier comme M. Mondale, dont l'avance sera sans doute confirmée en Pennsylvanie et dans l'Ohio, deux de ces vieux Etats industriels où le poids des syndicats est déterminant.

L'Ouest et, surtout, la Californie peuvent, en juin, remettre M. Hart en selle, mais son échec de New-York risque de lui faire perdre un crédit - et des fonds - précieux.

La victoire de M. Mondale est plutôt une bonne nouvelle pour M. Reagan, qui s'apprête déjà à user contre lui des arguments qui lui avaient si bien réussi en 1980 contre M. Carter : la «faiblesse» de l'Amérique au temps des démocrates, de leurs programmes sociaux coûteux et inutiles, de leur pusillanimité devant l'Union soviétique. Il est vrai que les temps ne sont plus les mêmes et qu'il peut se passer beaucoup de choses d'ici au 6 novembre.

L'ancien vice-président a fait un pas décisif vers l'investiture démocrate

Correspondance

Washington. - M. Walter Mondale a remporté de haute lutte l'élection primaire de New-York, mardi 3 avril, dominant un coup d'arrêt sévère, sinon définitif, aux ambitions de son concurrent M. Gary Hart.

La «chevalerie» (selon la formule employée pour désigner un outsider) du Colorado est en effet nettement distancé dans l'Etat de New-York, ne bénéficiant que de 27 % environ des suffrages contre 45 % à M. Walter Mondale (1). Il est talonné par le pasteur Jesse Jackson qui fait un très bon score. Le candidat noir réunit en effet 25 % des voix, et surtout il a rallié plus de 80 % des électeurs noirs.

Avec la «grande loi» de New-York, deuxième Etat de l'Union par le nombre de ses habitants et de ses députés (252), l'ancien vice-président de M. Carter a accru son avance sur M. Hart. Etat donné le nombre des non-engagés et le fait que, à la Convention, les députés ne sont plus liés, du moins à partir du deuxième tour, par un mandat impératif, la course à l'investiture démocrate va changer d'aspect. Il s'agit en effet pour M. Mondale de s'assurer du soutien de ses délégués, que M. Hart va s'efforcer d'attirer dans son camp. Néanmoins, si l'ancien vice-président l'emporte dans les deux Etats industriels de Pennsylvanie le 10 avril, et, plus tard, dans l'Ohio, il aura une marge d'avance suffisante pour être à l'abri des tentatives de «débâchage». Il ne sera plus possible alors de le rattraper.

Prudemment, M. Mondale a déclaré après le scrutin de mardi qu'il ne considèrerait pas la partie comme jouée. Il refuse toujours d'être considéré comme le «coursier de tête», en ajoutant que l'humilité était la meilleure des attitudes.

M. Hart a souligné qu'il avait dû lutter tout seul contre l'établissement, qu'il n'avait pas eu assez de temps pour se faire connaître des électeurs de New-York et établir sa réputation, déplorant au passage que son concurrent ait mené contre lui une campagne de dénigrement.

La victoire de M. Mondale était attendue, mais elle a dépassé les prévisions dans cet Etat où il était vigoureusement soutenu, non seulement par l'appareil du parti et les syndicats, mais aussi par les principales personnalités démocrates, du gouverneur de l'Etat, M. Mario Cuomo, au sénateur Moynihan, en passant par le maire de la ville de New-York, M. Edward Koch. Pour M. Mondale, une victoire à New-York était une nécessité absolue.

HENRI PIERRE

(Lire la suite page 5.)

(1) Ces résultats portent sur 90 % des suffrages exprimés.

## LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A L'ÉPREUVE

### M. Mitterrand s'explique sur sa politique économique

En dépit des critiques du Parti communiste le chef de l'Etat entend persister dans la voie de la rigueur et de la modernisation industrielle

M. Mitterrand réunit, mercredi 4 avril, la troisième conférence de presse de son septennat. S'exprimant debout derrière un pupitre, le président de la République avait l'intention, dans son propos liminaire, de traiter le dossier de la sidérurgie puis de répondre aux questions sur sa politique économique et sociale.

A cette occasion, M. Mitterrand devait insister sur ce qui différencie, à ses yeux, une politique industrielle de «gauche» d'une politique industrielle de «droite». Le chef de l'Etat considère qu'il n'existe pas, pour la majorité, de politique de redressement et de soutien à l'industrie, mais des critiques personnelles dont il est l'objet de la part de M. Georges Marchais.

La France a-t-elle d'autres choix que les mutations industrielles, les restructurations, la modernisation de son appareil productif, l'adaptation aux technologies nouvelles, le tout fondé sur une politique d'assainissement en profondeur de l'économie ? Certes non, devait répondre, une nouvelle fois, le président de la République.

Ainsi, M. Mitterrand entend répéter que, depuis le 16 mai 1981, quel qu'il soit, le Président de la République a pour tâche de mener à bien le remodelage, décidé par le gouvernement, du secteur sidérurgique. Il maintient la ligne tracée de plan de rigueur en plan de restructuration et laisse au secrétaire général du PCF le soin de se débattre sur une politique qu'il cherche à infirmer, mais que son parti ne peut, malgré la pression qu'il exerce, espérer changer. M. Mitterrand persiste, à quels que soient les risques politiques.

Au-delà de la discussion sur le fond du dossier industriel, le chef de l'Etat peut être amené à considérer les propos de M. Marchais (l'ancien ministre de l'Industrie) qui s'est trompé comme une attaque personnelle, qui appelle une réponse personnelle.

Mais la contestation déborde le cadre du seul PC et atteint les socialistes. Il faut bien trouver un équilibre à la déception, aux inquiétudes, voire à la colère exprimée par certains députés socialistes. M. Pierre Mauroy en a fait les frais. Le premier ministre est accusé de n'avoir informé en rien les élus intéressés et de n'avoir tenu aucun compte de leurs analyses économiques et politiques.

M. Mauroy a répondu, il reste que l'arbitrage final a été rendu par M. Mitterrand lui-même au cours du conseil des ministres du 28 mars, et que le président de la République a regretté d'avoir à trancher personnellement des dossiers techniques - le «limonin universel» - auxquels il n'est pas particulièrement préparé. Cependant, M. Mauroy aurait-il pu informer les élus d'un dossier dont il savait qu'il ne faisait pas l'unanimité de son gouvernement (M. Fabius, ministre de l'Industrie, était en l'absence) ?

Sur le fond, les socialistes maintiennent tout de même leur solidarité avec le gouvernement. Sa politique est «courageuse», note M. Pierre Joxe. Les décisions prises étaient «indispensables», remarque M. Lionel Jospin. Encore faut-il qu'elles soient comprises et acceptées par les hommes qui les mettent en œuvre. Le président de la République considère qu'il lui revient de convaincre. Principal responsable des choix

économiques et politiques de la gauche, il doit admettre que, catalyseur des espoirs, des déceptions et des mécontentements, il ne peut guère partager ce rôle.

Convincer, cela veut dire faire passer dans l'opinion le message inverse de celui que délivre M. Georges Marchais : en temps de crise, il n'existe pas d'autre politique possible que celle mise en œuvre par le gouvernement, ministres communistes compris. Cette voie tracée et empruntée sans détour ni plus de retard, peu importe que le parti communiste s'engage sur une déviation.

M. Mitterrand connaît parfaitement la règle du jeu de l'alliance avec le PCF, puisqu'il l'avait lui-même fixée, premier secrétaire du parti socialiste, lorsqu'il militait pour la stratégie d'union de la gauche. Elle devait être conflictuelle. Elle l'est. Quant au fait que le PCF ne doit pas dépasser dans sa tactique de «participation-pression», sous peine de se placer hors de la majorité, il appartient au chef de l'Etat de la fixer. Il peut l'élever ou l'abaisser à loisir.

Ainsi peut-on interpréter comme il le faut le silence des ministres communistes lors de la séance de mardi. Quel est le message ? Sur la restructuration de la sidérurgie, ce silence valait-il approbation ou le contraire ? A moins qu'il ne traduise, comme l'ont perçu certains membres du gouvernement, le détachement d'hommes ne se sentant plus concernés par une politique qui ne serait plus la leur.

JEAN-YVES LHOMEAU.

## La Lorraine paralysée

La mobilisation des sidérurgistes est totale

De notre envoyé spécial

Metz. - Plusieurs milliers de manifestants avaient commencé à se rassembler, ce mercredi 4 avril en début d'après-midi, place de la gare à Metz, à l'appel de leurs unions interprofessionnelles régionales CGT, CFDT, FO, CFSC, CGC et FEN, pour cette grande journée, opération «Lorraine morte», mais aussi de l'union régionale d'associations des professions libérales, des chambres de commerce, des métiers et d'agriculture, de nombre d'organisations professionnelles, des boulangers aux pharmaciens. Il en était de même à Nancy (place Stanislas), Longwy, Bar-le-Duc et Nomexy, près d'Epinal.

Beaucoup avaient l'oreille collée au transistor, dans l'attente de la conférence de presse du président de la République, et tout ce qui compte de forces de l'ordre était mobilisé, mais restait discret. Malgré les multiples appels au calme, politiques et syndicaux, on redoutait des débordements et les sonneries de cloches d'église, à midi, dans de nombreuses agglomérations lorraines, autorisées par les évêques de Metz et de Nancy, n'étaient pas faites pour détendre les nerfs.

Le mot d'ordre de grève générale semblait largement suivi dans la sidérurgie : grève totale à Pompey, à Neufves-Maisons, à Pont-à-Mousson et à Longwy, selon la CGT, grève à 75 % à Florange, selon l'Etat-major de crise installé à la préfecture. Dans les bouilleries, un mineur sur deux seulement était présent à l'équipe du matin. La région avait lancé ce paradoxe : vouloir se couper de toute communication ou presque, quand son plus cher désir était d'être entendue, écoutée, de Paris.

MICHEL CASTAING.

(Lire la suite page 7.)

LIRE PAGE 2

### L'héritage

par PHILIPPE BOUCHER

### La deuxième gauche n'existe pas

par JACQUES ELLUL

### Les impasses de la diplomatie socialiste

par PIERRE BAS

P. FRANCHINI/J. PASQUALINI

## Les Diables de Papier

En 1950-1951, premières années de la jeune République Populaire de Chine, le «montage» d'un procès d'espionnage par les services de sécurité chinois, vu de l'intérieur et de l'extérieur.

Un roman qui a la force d'un document.

PRESSES DE LA CITÉ



## Un plan de restructuration à l'échelle de l'Europe

Tous les pays de la Communauté ont consenti à l'effort demandé par la Commission de Bruxelles

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). - La Commission européenne considère que Paris a pris les décisions courageuses et réalistes qu'il s'imposait, compte tenu de l'évolution défavorable du marché et de la charge financière considérable que représente la sidérurgie pour les finances du pays. La réduction de capacité de production, d'environ 5,3 millions de tonnes par rapport à la situation de 1980, qui résultera de l'exécution des orientations prises dans le cadre du plan acier 1982 et révisées la semaine passée, correspond à ce qu'elle avait jugé nécessaire. Elle attend d'être en possession du plan français pour se prononcer de façon plus complète.

La politique de restructuration, dont l'objectif est de rétablir la compétitivité de la sidérurgie européenne, qui a été établie en juin 1981 avec l'adoption, par les ministres de l'Industrie, d'un nouveau «code des aides», est sur le point d'atteindre son objectif. Les gouvernements membres qui, pour la réalisation de cette opération difficile, avaient confié à la Commission le double rôle de chef d'état-major et de gendarme, se sont ralliés à son diagnostic et ont tous consenti l'effort qui était demandé. En novembre 1982, au Danemark, à Elsenor, les ministres de l'Industrie des Dix estimaient que la réduction des capacités de production de produits laminés à chaud devait se situer entre 30 et 35 millions de tonnes. Le 29 juin 1983, la Commission considérait qu'une réduction de 27 millions de tonnes constituait un minimum. La Commission estime que le seuil de 30 millions de tonnes sera atteint et même dépassé le 31 décembre 1985, date à laquelle, selon le code des aides, toute subvention publique à la sidérurgie doit disparaître (1). Les entreprises

européennes devaient alors tourner autour de 70 % de leur capacité de production, ce qui laisse, on s'en rend compte, une sérieuse marge en cas de progression inattendue de la demande.

Le code des aides subordonne l'approbation des programmes de restructuration présentés par les Etats membres à deux conditions : des réductions de capacité de pro-

duction suffisantes et la viabilité des entreprises.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 8.)

(1) Quand l'évolution du plan de restructuration français sera-t-elle achevée ? Des déclarations contradictoires ont été faites à Paris, où l'on parle de 1987 ; la Commission constate que jusqu'ici aucun Etat membre n'a demandé le report du terme du 31 décembre 1985.

## UN RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

### La torture au pouvoir

«Le tortionnaire, comme avant lui le pirate et le traître d'esclaves, est devenu l'ennemi de l'humanité». Dans son rapport intitulé «La torture : instrument de pouvoir et fléau à combattre» (1), Amnesty International a encore recensé pour le début des années 80 au moins quatre-vingt-dix pays où la torture est pratiquée avec l'appui défilé ou le consentement implicite des gouvernants.

Pourtant, ici et là, ce sombre document contient une note d'espoir, comme ce jugement en appel prononcé en mai 1983 par une cour américaine contre un inspecteur général de la police paraguayenne, accusé d'avoir torturé à mort, en 1976, un de ses compatriotes âgé de dix-sept ans. Pour la première fois, semble-t-il, dans l'histoire du droit des gens, un tribunal a condamné un tortionnaire étranger à des dommages et intérêts pour un crime commis hors du territoire national contre le ressortissant d'une autre nation. Ce jugement constitue un précédent capital. Il traduit un pro-

grès évident de la prise de conscience par l'humanité que la torture est une monstruosité, aussi grave que le génocide, désormais universellement reconnu comme crime.

La torture est, en effet, un véritable acte de sauvagerie, usant de procédés de plus en plus scientifiques pour arracher des renseignements ou, comme le note le rapport d'Amnesty, pour semer la terreur, à titre préventif, pousser les victimes au reniement de leurs convictions politiques, nationales, religieuses.

La torture avilit jusqu'au bourreau et cause de ce fait dans le corps social une faille qui peut demeurer après une normalisation démocratique.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 5.)

(1) Ce rapport est disponible auprès d'Amnesty International, 18, rue Théodore-Deck, 75015 Paris ; 342 pages, 31,50 francs.



Le Monde

# idées

## L'héritage

### Doctrine et action politiques

M. Mitterrand fait le point de sa politique dans sa conférence de presse du 4 avril. Si elle s'éloigne d'une doctrine à laquelle demeurent attachés nombre de militants de gauche, c'est, explique Philippe Boucher, que la majorité n'est pas en situation de se comporter autrement qu'elle le fait. Jacques Ellul ne se demande pas s'il y a d'autre issue que les décisions prises dans des domaines variés. Il estime que la gauche a été pourrie par son entrée dans le jeu politique. Le pragmatisme, dont on félicite la gauche est une vertu de droite. Quant à Pierre Bas c'est à la diplomatie socialiste qu'il s'en prend, sous trois angles : Liban, Tchad, Europe.

Il n'est pas de gouvernement, dans quelque pays que ce soit, qui trouve plaisir ou intérêt à se rendre impopulaire. Pas plus qu'il n'en est pour rechercher durablement à se rendre odieux à l'égard de ses principaux soutiens. Le suicide n'est pas une pente naturelle du pouvoir.

Or que voit-on depuis tant de mois ? Une majorité sortie de gauche en 1981, demeurée à gauche depuis lors, les ministres communistes en portant le témoignage (quoiqu'on pense de l'identification gauche-ministres communistes), et qui ordonne sur le monde du travail des actes chirurgicaux dont on ne se rappelle pas qu'ils aient eu, dans les temps récents, des précédents à droite dans l'ordre de la sauvegarde.

La droite ne peut que se réjouir et fonder même d'être scandalisée, de voir la gauche, à l'égard des travailleurs, à l'égard de leur emploi qui est si souvent l'alpha et l'omega de la dignité, une politique qu'elle aurait vilipendée si elle était encore dans l'opposition et que la droite l'eût menée ?

Masochisme ? On écarte l'hypothèse qui cadre mal avec ce qu'on sait du monde politique. Pesantier qu'imposerait la droite, encore puis-je bien qu'éloignée du pouvoir ? Qui le prouvera ?

La gauche, pourtant, paraît s'être que réjouir, dans le vrai sens du mot, et se moquer que ces emplois, dont elle ordonne la suppression ou auxquels elle consent, soient autant de tragédies pour qui en est privé.

On ne saurait croire que le gouvernement veuille plaire au patronat, français ou international, ou se soumettre à la logique capitaliste, prise en tant que dogme. Car il s'agit d'un hoquet de l'histoire qui passerait tous les autres paradoxes qu'on lui connaît.

Le temps est déjà trop compté à cette majorité pour qu'on puisse imaginer qu'elle se sente assurée de recueillir - dans le court délai que lui fixent les institutions avant les

par PHILIPPE BOUCHER

prochaines échéances - le profit électoral de ses duretés présentes.

Si cette majorité agit de telle sorte que le premier consensus qu'elle ménage à son profit est celui de la critique, c'est qu'elle n'est pas en situation de se comporter autrement qu'elle le fait.

Ni au non, assurément, de son inertie électoral, ni en vertu de sa philosophie, ni en considération des intérêts patronaux, mais parce qu'il n'est pas d'autre issue que les décisions prises, et qui s'égarent, conseil après conseil ou presque, chaque mercredi qui montre les ministres réunis.

Deux causes peuvent être retenues qui se lient, les premières, au passé ; les secondes, au futur.

Pour les premières, il n'est que trop vraisemblable que la gauche se contraindrait à des mesures que ses prédecesseurs n'ont pas voulu prendre, reculant, eux, devant l'impopularité ; pas plus qu'ils n'ont pris en compte l'éventuelle peine des hommes. Les économistes diront, le jour venu, ce qui est imputable au défaut de courage politique et ce qui l'est aux insuffisances de l'esprit d'entreprise. Mais, pour l'heure, les éclaircissements apportés par l'histoire sont de peu de poids.

La gauche n'a voulu, à l'évidence, tant elle risque de le payer cher, ni de la lâcheté ni des illusions industrielles. Le débat sur le bien-fondé des nationalisations étant d'une autre nature. Car aurait-on procédé à la nationalisation de l'acier qu'on ne verrait pas la sidérurgie réclamer moins de licenciements.

### L'autre « état d'urgence »

Ces mesures impopulaires tiennent, avec la même ampleur, au futur, et, plus nettement, au sens de l'Etat, c'est-à-dire, aussi, au souci de transmettre un héritage qui ne serait pas composé d'absentéisme et d'aveuglement.

Or les évolutions industrielles, qui touchent à la vie du grand capital, mais aussi les avances techniques conduisent à penser que le moment viendra où il n'y aura plus de travail pour tous. Certes, il est loisible de remettre à d'autres la gestion et la préparation de cette certitude. Tel n'est pas le choix retenu.

La Constitution, qui réglemente l'état d'urgence, n'en prévoit la mise en œuvre que pour des périls venant de l'étranger et d'ordre politique. Elle n'a pas prévu que cet état d'urgence pouvait tout autant provenir, non pas de désordres intérieurs, non pas de hordes massées aux frontières, mais de motifs économiques menaçant le tissu social et économique, c'est-à-dire, au bout du compte, le tissu national lui-même.

Portée au pouvoir presque par surprise, alors qu'il en était plus d'un dans ses rangs pour avoir banni l'espoir, la gauche s'y est trouvée au carrefour de deux moments : liquider ce que le passé avait d'irréparable, préparer pour l'avenir ce qui le rendrait meilleur à terme. Ce ne sont donc pas les chiffres qu'elle a publiés qui peuvent dire d'ores et déjà si les décisions choisies sont opportunes ou fatales.

En quoi il est absurde de croire que la seule constatation qu'un pays ou un autre connaît des améliorations de croissance ou des diminutions de chômage démontre qu'il est sorti du tunnel. Les plus grands maux connaissent de ces rémissions qui n'annoncent pas toujours la voie de la guérison.

Le gouvernement de la France doit donc supporter et rendre tolérable une double mutation : celle qui est née de la rupture de la continuité politique par la substitution de la gauche à la droite ; celle qui, à peu de chose près, est la tradition industrielle, pour ne pas dire la routine, dans le monde ouvrier.

Dans les deux cas, elle se voit résignée. Politiquement : par son opposition qui ne refuse qu'avec peine son désir de la déclarer illégitime avant de la dire illégale. Économiquement : par le patronat qui condamne l'Etat, qui n'est plus un allié de principe ; par le monde ouvrier qui se dit trahi par ceux qu'il a délégués pour le défendre et le sauver tel qu'il veut demeurer.

Les deux langages sont à courtir vite, et, probablement, préjudiciables pour chacun : le monde ouvrier reculerait pour plus mal saster et il en est quelques-uns en son sein pour le savoir ; l'opposition, si elle revient aux affaires, sera contrainte, elle aussi, d'admettre, sans pouvoir dire que la gauche les a méconnues lorsqu'elle était au pouvoir.

La droite sera sage d'y penser dès maintenant, la gauche de l'expliquer mieux qu'elle ne le fait, dès maintenant aussi.

### Les impasses de la diplomatie socialiste

par PIERRE BAS (\*)

Il est fréquent de lire ou d'entendre le mot « consensus » à propos de la politique extérieure menée par le chef de l'Etat français et son gouvernement. A en croire la plupart des observateurs plus ou moins qualifiés, il existerait ainsi une convergence de vues entre la majorité et l'opposition sur les questions relatives aux affaires étrangères, et un terrain d'entente pourrait être trouvé aisément dans ce domaine, contrairement aux autres problèmes politiques qui provoquent, eux, on le sait, conflits, querelles et polémiques.

Un examen attentif et une réflexion approfondie conduisent, à mon avis, à une opinion bien différente. En politique étrangère comme ailleurs, l'action de la France me semble marquée par l'incohérence et la contradiction. Certains secteurs, plus brillants que d'autres, méritent en effet que l'on se pose quelques questions.

A toutes ces questions, une seule et même réponse s'impose malheureusement si l'on veut bien se donner la peine d'aller au fond des choses et si l'on ose regarder la vérité en face : dans pratiquement tous les domaines, le gouvernement socialiste s'est engagé dans des impasses.

Après le Liban, où le président de la République a cherché désespérément la préfecture d'un désengagement rapide, en contradiction avec toutes ses affirmations et toutes ses promesses, la politique africaine de la France conduit également à un échec.

Sans vouloir insister sur la dégradation évidente des relations que le général de Gaulle ou Georges Pompidou avaient su établir avec les grands Etats d'Afrique noire, il faut néanmoins poser le problème de l'intervention française au Tchad. Il faut commencer par remarquer qu'en espérant les critiques sont partagées entre la majorité et l'opposition : le Parti communiste français, par exemple, ne manque pas une occasion de se démarquer de la position prise par le gouvernement et de mettre en cause la présence de nos troupes au Tchad. Je crains pour ma part que la France ne s'enlise dans les sables d'un pays que je connais bien pour y avoir occupé des fonctions de haut administrateur de la France d'outre-mer.

Les étirements ont retardé l'engagement qui met désormais directement aux prises l'armée française et la puissance libyenne. Le risque est majeur, l'enjeu primordial. C'est la crédibilité de la politique française en Afrique qui se trouve mise en cause. Mais quel est, en fait, le but exact, l'objectif précis que l'on recherche ? L'on a déjà cédé à la Libye le Tchad du Nord. Aucune réponse satisfaisante ne peut être apportée par un gouvernement qui « navigue à vue » et qui n'agit que par impulsions mal maîtrisées. Il n'y a pas, selon moi, de solution militaire au problème tchadien. Il n'y a qu'une seule politique, tenant compte des divisions irréductibles d'un pays difficile et qui le sera toujours.

Autre impasse, l'Europe. Je n'accuse pas le pouvoir actuel de nous y avoir engagé, mais je lui reproche de ne pas avoir les moyens de nous en faire sortir. Quel est le problème ? A l'heure où la présidence de la Communauté européenne revient à la France, alors que le monde connaît une des crises économiques les plus graves qu'il ait jamais connues et que partout montent les périls, l'Europe apparaît plus divisée que jamais, plus paralysée que jamais. Les responsabilités d'une telle situation doivent être essentiellement recherchées du côté de la Grande-Bretagne, qui n'a jamais réellement

voulu appliquer les règles et l'esprit communautaire.

Le général de Gaulle l'avait bien compris et exprimé, avec ce génie incomparable qui était le sien : l'Angleterre n'a jamais rien voulu d'autre que de profiter d'une zone de libre-échange, aucune des obligations communautaires ne lui semblant supportable. Les intérêts de la Grande-Bretagne sont différents de ceux du continent européen, et les liens privilégiés qu'elle entretient depuis fort longtemps avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada et d'autres pays du Commonwealth, pour son approvisionnement en produits agricoles, n'ont jamais été rompus au profit de la préférence communautaire.

### La CEE au bord de la faillite

Depuis le 30 mai 1980, date du funeste « mandat » par lequel M. Thatcher a obtenu des autres chefs d'Etat et de gouvernement la reconnaissance d'une prétendue « situation particulière » de la Grande-Bretagne, en complète contradiction avec le traité de Rome, le fonctionnement de la Communauté est complètement bloqué. L'expérience de l'Angleterre revient à instaurer la notion d'un « juste retour », qui consiste de la part d'un pays à décider de ne pas payer plus à la Communauté qu'il ne reçoit. Cédant aux instances de M. Thatcher, les autres partenaires de la CEE ont accepté de rembourser la Grande-Bretagne, et l'ont même fait, au-delà de ce qui était nécessaire.

Aujourd'hui, les ressources propres de la Communauté étant devenues insuffisantes, la Communauté est au bord de la faillite. La Grande-Bretagne refuse toute négociation que le principe du remboursement n'aura pas été institutionnalisé et rendu permanent. Les prétentions de la « dame de fer » étant jugées inacceptables par ses partenaires, l'Europe est entrée dans la crise la plus grave de son histoire.

Quant aux autres questions essentielles que l'Europe doit régler dans les mois qui viennent, comme l'aménagement de la politique agricole, le choix de nouvelles politiques communautaires, l'élargissement ou le réformisme du système institutionnel, les propositions de la France brillent par leur absence. Dans ces conditions, les propos utopiques du président de la République sur une Europe de la paix relèvent plus des thèses de Cyrano de Bergerac que de celles d'un chef d'Etat réaliste, soucieux de faire sortir la CEE de l'impasse dans laquelle elle est actuellement bloquée.

Que l'on ne vienne pas nous dire, dans ces conditions, que la politique étrangère de François Mitterrand est la meilleure possible, voire la seule possible. Je m'inscris en faux contre ces affirmations qui ne sont que le fruit d'une habile propagande. Si les exemples que je viens d'analyser le démontrent parfaitement, j'aurais pu tout aussi bien souligner l'incohérence, la maladresse et l'inefficacité des actions du gouvernement à l'égard du tiers-monde, de la Pologne et de l'Afrique du Sud.

Il se forme autour des princes, dont Chateaubriand dans les Mémoires d'outre-tombe, une espèce de mirage qui les aliène en leur faisant voir des paysages chimériques. Je crois que c'est une grave erreur de s'entretenir ces mirages, et ce n'est sûrement pas rendre service au prince que d'entretenir des illusions.

(\*) Député RPR, maire du sixième arrondissement de Paris.

## La deuxième gauche n'existe pas

par JACQUES ELLUL (\*)

NON, elle n'existe pas dans la mesure où il n'y a pas de « première » gauche ! Je dois dire que ce débat autour de la deuxième gauche me paraît absurde ! Un petit souvenir : vers 1950, un politiste avait fait une sociologie politique du protestantisme. Et, se penchant sur mon cas, il avait trouvé cette formule admirable : « Du moment qu'Ellul a des tendances anarchisantes, on doit le classer à droite ». En effet, à ce moment, la liberté, la défense de la liberté, était une opinion de droite. Avec 1968, la liberté est revenue en force vers la gauche, et, de fait, pendant quelques années, il fut admis que le combat pour la liberté était l'apanage de la gauche. Maintenant, on revient à l'ancienne mode.

Je n'ai vu nulle part la liberté régnant pendant le septennat de M. Giscard d'Estaing. J'ai vu augmenter les contraintes administratives, profiter les interventions de

l'Etat, accroître les contrôles et effectifs de la police, multiplier les règlements de tous ordres, développer les administrations en mission extraordinaire, réduire les possibilités de contrôle et d'intervention par les citoyens.

Où est la liberté en tout cela ? Il paraît qu'il y avait une liberté de la concurrence, mais elle est précisément la seule dont on ne puisse pas dire qu'elle soit libérée. Elle est justement celle qui, selon la formule consacrée, permet au fort de manger le faible. Mais la sottise de la pseudo-gauche est d'ajouter : « Dans ce cas, c'est l'Etat qui sauve la liberté ! » Que cela plaise ou non, la gauche, le socialisme, ont un passé de doctrine et de pensée qui juge les expériences faites par de prétendus pouvoirs de gauche. Et c'est à ce passé que je me réfère, c'est cela que je me refuse à renier.

La gauche a toujours, dans sa vérité, été contre l'Etat, toute forme d'Etat, et toute bureaucratie, quelle que soit la forme de cet Etat. Et c'était les anarcho-syndicalistes, les syndicalistes révolutionnaires et l'Internationale en 1901 qui avaient raison quand ils déclaraient que lorsqu'un socialisme devient ministre il cesse d'être socialiste pour être tout simplement représentatif du pouvoir (à propos de l'affaire Millerand).

La gauche vraie a toujours été contre le nationalisme et contre l'armée. Elle avait parfaitement vu que le problème du capital et du patronat n'est qu'un des aspects de l'ensemble d'une société caractérisée par la puissance de l'argent et celle du pouvoir. Indissolubles. Est-ce que Marx visait autre chose que la disparition de l'Etat pour accéder à la liberté ? Est-ce que la seconde Internationale ne visait pas la disparition des nations ?

La gauche a été radicalement pour le pouvoir par son entrée dans le jeu politique. Elle n'a plus rien de la gauche. Qu'est-ce que c'est qu'un gouvernement qui renforce l'armée ? Qui accroît la centralisation (sous la couverture hypocrite d'une décentralisation : la réalité, c'est le TGV centralisateur, et non pas le changement de casquette des préfets) ? Qui équilibre sa balance du commerce par la vente des armes ? Et je pourrais continuer la litanie. Nous n'avons pas gagné un millimètre de liberté. Et l'absurde atteint son comble quand on pense que c'est par l'Etat que s'établira la justice sociale ! Mais, en même temps, l'on ose féliciter la « gauche » pour son pragmatisme (qui, jusqu'ici, avait été considéré comme une vertu de droite) !

On connaît le premier glorieux exemple du pragmatisme révolutionnaire : on a voté la Constitution la plus révolutionnaire qui puisse être, celle de l'an I, puis, une fois bien établie, on l'a enfermée dans un coffre en bois de cèdre, au pied de la Tribune, et on l'a « suspendue » pour cause de salut public !, pragmatisme oblige, et la Terreur a remplacé la Constitution. Ce qui est au pouvoir actuellement est certainement pragmatique, mais en rien de gauche ni socialiste. Une équipe d'Etat a remplacé une autre équipe d'Etat. Rien de plus. Demenaché à (\*) Ecrivain.

parfaitement raison, à la fois sur le plan théorique et sur le plan historique. Quand on a dit que l'Etat c'est M. Mitterrand, je suis d'accord, mais alors je ne vois pas de différence entre ce représentant de l'absolutisme et tel ou tel autre. Car si la « société civile » ne peut rien dire ni faire, c'est qu'elle est ligotée par le réseau prodigieux de la réglementation et par le secret des milliers de décisions quotidiennes.

J'évalue la gauche non à l'aune de partis qui ont l'histoire de tous les partis politiques ni aux étiquettes que l'on s'attribue et se reconnaît entre gens du même milieu, mais à sa visée fondamentale, qui remonte, mettons, à 1840, avec Proudhon. A partir de là, le débat droite-gauche est un faux débat, les consultations politiques sont biaisées et consistent, pour le bon peuple, à présenter seulement le choix entre les uns et les autres qui également l'exploiteront.

LU

### « 1988, LE GRAND RENDEZ-VOUS », de Michel Noir

## Détruire les bastilles

JEUNE député du Rhône depuis 1978, M. Michel Noir ne s'est pas fait remarquer pour son agitation sur les bancs du Palais-Bourbon comme certains des collègues de son groupe, le RPR. Assidu aux séances, intervenant fréquemment mais sans véhémence, celui qui espérait l'année dernière ravir la mairie de Lyon au caduc M. François Colcomb préfère réfléchir sur l'avenir.

Son horizon n'est pas le prochain scrutin législatif mais l'an 2000 qui commencera en fait avec les années 90, en somme dès l'élection présidentielle de 1988. A la différence de beaucoup d'élus, M. Noir ne se contente pas de bâtir le programme de son camp et de démolir celui de l'adversaire. Tout en souhaitant naturellement la fin du socialisme actuel, l'auteur affirme la nécessité d'une nouvelle éthique dont tous les hommes politiques, même ses amis, n'ont pas encore pris

conscience. Il décrit le « grand chambardement » dans lequel le monde commence à être plongé. Pour le maîtriser, trois bastilles devront être reconquises pour être transformées : l'éducation, l'entreprise et l'Europe.

Par exemple, pour l'entreprise, M. Noir souhaite voir l'actuel affrontement entre deux blocs y faire place à une collaboration entre quatre partenaires : le capital, le personnel, le consommateur et l'Etat. Sans indulgence pour les anciens gouvernements, sans tendresse aucune pour les nouveaux, l'auteur se fonde sur la mission de se contenter de gérer ou l'ambition de définir des normes du bonheur. Le rôle du pouvoir devrait se limiter à répondre à l'immense « bouleversement des valeurs » qu'il décèle, un peu comme s'il s'agissait d'une révolution culturelle spontanée.

La politique devrait donc rendre plus libre l'expression des différences et limiter au mini-

mum le consensus. Il ne faut plus chercher les places respectives de l'individu et de la société car cette relation est devenue entendue par l'idée de domination de l'un sur l'autre. Il faut aussi accepter l'idée que la capacité d'apprentissage de l'individu est quasi illimitée.

Cet ouvrage, dans lequel l'auteur s'essaye à une philosophie politique de son temps, n'appartient donc plus tout à fait à la littérature électorale. Comme le dit l'auteur, il faut d'abord mettre un terme à « la grève de l'imagination et au chômage de l'enthousiasme ». La leçon, par conséquent, que délivre M. Noir - et il ne la cache pas - est que, selon lui, a gâché ses chances, qu'il se soit adressé à la position s'il valait que leur victoire en 1988 ne soit pas éphémère.

ANDRÉ PASSERON.  
« 1988, le grand rendez-vous », J.-C. Lattès, éditeur. 263 pages, 70 F.

**Le Monde**  
5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4287-33 PARIS - Tél. MONDIPAR 695872 F  
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER	
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 7,80 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 35 c. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1.000 L. ; Liban, 375 P. ; Libye, 6.250 dr. ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 300 F CFA ; Suède, 275 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; Yougoslavie, 182 ml.	

ABONNEMENTS			
3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
<b>FRANCE</b>			
341 F	605 F	859 F	1090 F
<b>TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE</b>			
661 F	1.245 F	1.819 F	2.360 F
<b>ÉTRANGER (par messagerie)</b>			
<b>L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG</b>			
381 F	685 F	979 F	1.249 F
<b>IL - SUISSE, TUNISIE</b>			
454 F	830 F	1.197 F	1.530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.  
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.  
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.  
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-propos en espèces d'impression.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Faivre (1969-1982)  
Imprimerie : de « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX  
Régulation interdite de tous articles sauf accord avec l'administration  
Commission paritaire des journaux et publications périodiques  
ISSN : 0395-2037

مركز الأمل



AFRIQUE

Guinée

Les autorités déclarent vouloir œuvrer pour la « réconciliation » et le redressement de l'économie

Le coup d'État militaire qui a renversé, le mardi 3 avril, le régime civil guinéen, s'est déroulé, semble-t-il, sans effusion de sang et a été accueilli favorablement par la population. Selon plusieurs témoignages, aucune démonstration spectaculaire de la prise du pouvoir par les militaires n'est visible dans les rues de la capitale guinéenne, où des soldats armés ont simplement pris position aux principaux carrefours. Radio-Conakry a rendu publique une liste de dix-huit officiers qui composent le Comité militaire de redressement national (CMRN), dont le colonel Lansana Conté assure apparemment la présidence. Cet officier de l'armée de terre était commandant de la région de Boké (principale ville

nationale délabrée, et fait le serment d'entreprendre avec le peuple de Guinée les réformes de structures, d'orientation économique et de politique monétaire, nécessaires pour une exploitation rationnelle des ressources naturelles, dans le cadre de l'encouragement à la libre entreprise et en assurant l'intervention rapide, sûre et conséquente, aussi bien des nationaux que des partenaires étrangers.

On ignore l'orientation politique et idéologique des officiers qui composent le CMRN, au sein duquel ne figure aucun officier général. Selon certaines sources, le coup d'État aurait été conduit par de jeunes officiers (qui, pour la plupart, ont été

Dans une de ses premières décisions, le comité militaire a ordonné « la libération de tous les détenus politiques, arbitrairement privés de leur droit naturel à la liberté et à la justice sociale ». Aucune précision n'a été donnée concernant le nombre des personnes libérées, dont plusieurs ont témoigné à la radio nationale sur leurs conditions de détention.

Les auteurs du seul putsch qu'ait connu la Guinée depuis son indépendance, en 1958, ont fait part de leur volonté de « respecter les termes des accords passés (par la Guinée) avec tous les pays du monde » et ont manifesté leur « totale adhésion à la charte des Nations unies, à celle de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et aux principes du non-alignement ».

Il est ajouté qu'il souhaitait une « coopération amicale avec tous les pays du monde, et particulièrement fraternelle avec les pays africains ». Estimant n'« avoir fait que son devoir », le CMRN a indiqué vouloir instaurer « une véritable démocratie basée à l'avenir toute entière sur la personnalité ». Le nouvel organe dirigeant a, d'autre part, donné l'assurance que les biens des étrangers, ainsi que leurs personnes « sont et demeureront en sécurité sur le sol guinéen ».

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, a affirmé que les responsables du coup d'État ont manifesté leur intention de maintenir les « excellentes relations » existant entre la Guinée et les Etats-Unis. Alors que l'agence soviétique Tass a annoncé brièvement et sans commentaires le coup d'État, Cuba s'est félicité de l'intention manifestée par le CMRN de respecter les positions du président Sékou Touré en matière de politique étrangère.

Des potentialités immenses

La Guinée que laisse Ahmed Sékou Touré, offre le spectacle d'une économie délabrée dont les potentialités demeurent cependant immenses.

La Guinée, ce « scandale géologique », l'image est exacte compte tenu des très importantes ressources minières sur lesquelles peut compter le pays, même si, au regard de la norme en valeur de ce potentiel, on pourrait aussi dire que la Guinée est un « scandale économique », comparé au développement d'un pays pourtant bien moins riche en potentialités, comme la Côte-d'Ivoire.

La Guinée recèle près des deux tiers des réserves mondiales prouvées de bauxite, soit 18 milliards de tonnes sur environ 30 milliards. Avec une production annuelle moyenne de 13 millions de tonnes, la Guinée occupe le second rang mondial après l'Australie. Elle assure la majeure partie de l'approvisionnement de la France. Trois gisements principaux sont exploités : Fria-Kimbo, Boké-Sengaré et Kindia-Didié. Les exportations de bauxite et d'alumine assurent plus de 90 % des recettes d'exportation du pays.

Les réserves de minerai de fer (15 milliards de tonnes) demeurent encore inexploitées et sont presque aussi importantes que celles de bauxite. Elles sont concentrées dans les monts Simandou, au nord des monts Nimba, et la production annuelle de la mine pourrait s'élever, aux environs de 1988-1989, à 15 millions de tonnes.

Selon le ministère guinéen des mines et de la géologie, les réserves de diamant s'élevaient à 300 millions de carats, dont les deux tiers de qualité joaillière. Actuellement, la production officielle (environ 40 000 carats) est assurée par les six cents exploitants privés (les « mastas »), qui possèdent chacun un permis minier de 2 hectares et emploient environ trente et un mille personnes. La production industrielle devrait connaître un important développement avec les projets Aador et ADG.

formés en Union soviétique). Les membres du Comité militaire ont cependant fait part de leur volonté d'éviter toute vengeance, d'utiliser les compétences des Guinéens qui sont réfugiés à l'étranger et de travailler dans le sens de la « réconciliation ». Une délégation du CMRN a d'ores et déjà effectué une démarche auprès de l'ambassade de France manifestant la volonté des autorités de poursuivre et d'intensifier la coopération franco-guinéenne. La même démarche a été effectuée auprès de l'ambassade de l'Allemagne de l'Ouest.

Le Comité militaire de redressement national

Dakar (AFP). — Le Comité militaire de redressement national (CMRN), dirigé par le colonel Lansana Conté, comprend dix-huit membres.

En voici la liste telle qu'elle a été communiquée par la radio guinéenne : colonel Lansana Conté; colonel Diara Traoré; commandants Abdoulaye Kaba, Moussa Camara, Ousmane Sow, Tikhonov; capitaine Alboussery; capitaine Mohamed Lamine Sakho; commandant Bayo, Mamadou Balde, Lamine Kette, Patrice Barry, Facine Touré; lieutenant Abdoulaye Diallo; adjoint-chef Baghe Joseph Demba.

Le CMRN a désigné trois de ses membres à son secrétariat général : les capitaines Fode Mouna, Diara Traoré, Mohamed Oumar Kaba.

de l'ouest du pays, proche de la frontière avec la Guinée-Bissau). Il fait partie de l'ethnie soussou, l'une des plus importantes du pays.

Mercredi matin, les communications télé et téléphoniques internationales avaient été rétablies. On ignorait toujours le sort des anciens responsables civils, notamment celui du premier ministre et successeur du président Sékou Touré, le docteur Lansana Béavogui. Le CMRN a invité « les dignitaires de l'ancien régime à se présenter dans les plus brefs délais dans l'une des garnisons militaires » de Conakry et a appelé la population « à déjouer et à mettre à sa disposition tous ces citoyens ». Des cordons de soldats ont pris position aux abords des principales ambassades pour éviter que les anciens responsables civils ne demandent l'asile politique à ces ambassades. Les magasins, les administrations et les marchés avaient repris leurs activités mercredi matin et les enfants se sont rendus normalement à l'école. La circulation dans les rues de Conakry est normale. Les frontières terrestres et maritimes, ainsi que les aéroports, demeurent fermés jusqu'à nouvel ordre, et le couvre-feu décrété mardi dès l'annonce du putsch, de 23 heures à 6 heures du matin, est maintenu.

Dans un nouveau communiqué, le CMRN fait le serment que « nul ne sera plus jamais inquiété en Guinée pour ses idées » et propose au peuple de « prendre un nouveau départ ». Le CMRN se propose également de « redresser l'économie

Kenya

La répression dans le Nord-Est aurait fait plus d'un millier de victimes

De notre correspondant en Afrique orientale

bonnes volontés qui se manifestent pour tenter d'alléger leurs souffrances sont l'objet de tracasseries, voire de menaces.

Le sort d'un nombre indéterminé de disparus demeure très inquiétant. Selon des témoignages, ils auraient été rassemblés dans des camps aux alentours de Wajir, complètement nus en plein soleil, laissés sans nourriture et sans soins. Beaucoup moururent de déshydratation. Leurs cadavres sont, comme, dispersés dans le « bush » en petits tas auxquels on met le feu, comme le montrent des photos insouciables.

L'affaire de Wajir a été évoquée devant le Parlement. Les deux députés de la région n'ont pas hésité à interpeller le gouvernement à ce sujet. M. Julius Ole Tipis, ministre d'Etat attaché à la présidence de la République, responsable des questions de sécurité, s'est contenté de reconnaître la mort de cinquante-sept « suspects » au cours d'interrogatoires qui auraient tourné à l'épreuve de force. Il a accusé certaines autorités locales d'avoir, « pour des raisons politiques », envenimé les querelles tribales.

Un conflit de tribus

Ces querelles n'ont pas eu de conséquences très graves aussi longtemps que les adversaires réglaient leurs comptes à l'arme blanche. Elles ont pris une dimension nouvelle le jour où, pour s'en faire des alliés, la Somalie et l'Éthiopie, en état de guerre, ont armé les tribus au-delà du raisonnable.

A l'origine de l'affaire de Wajir : un conflit entre deux tribus d'ethnie somalie, l'une, les Ajurans, favorable à la Somalie et l'autre, les

Degodias, proche de l'Éthiopie. Selon la version officielle, les Degodias seraient contrainds, lors des élections législatives de septembre 1983, un candidat ajuran à se retirer de la compétition devant le leur. Ils auraient, depuis lors, ignoré les multiples appels qui leur avaient été lancés de rendre leurs armes. Au contraire, début février, ils auraient attaqué leurs adversaires, ce qui aurait finalement décidé le gouvernement à passer à l'action.

Il semble, en réalité, que la décision de « nettoyer » le Nord-Est ait été prise en décembre 1983 lorsque, M. Syarif Barre, chef de l'Etat somalien, avait rencontré, à Nairobi, M. Daniel Arap Moi, son homologue kenyan et que tous deux avaient signé un communiqué commun dans lequel ils s'engageaient à « réprimer sévèrement tous ceux qui trouble- raient la paix ». La Somalie appelait de ses vœux la mise au pas des Degodias, fortement armés par son cousin éthiopien, d'autant qu'ils « persécutaient » les Ajurans apparentés au Darod, le propre clan du président.

De son côté, le Kenya n'était pas mécontent, tout en rendant service à son voisin, de « frapper un grand coup » afin de dissuader quiconque de l'impulser, à l'avenir, dans des conflits qui ne le concernent pas. Cette opération d'« assainissement » a été conduite bien au-delà du supportable. Les forces de sécurité révélaient un peu d'encre avec les Degodias, une tribu renommée pour sa bravoure, dans le passé, leur avait donné beaucoup de fil à retordre.

Il reste à savoir si le pouvoir civil qui a donné l'ordre de tirer est, aujourd'hui, en mesure de contrôler l'action des militaires, et d'éviter que ces massacres ne se transforment en un véritable génocide.

JACQUES DE BARRIN.

République Sud-Africaine

Les autorités rejettent sur le Congrès national africain la responsabilité de l'attentat de Durban

De notre correspondant

L'opération effectuée le 25 mars dernier dans la capitale matabélène par la police, qui a procédé à des perquisitions dans plusieurs maisons occupées par des militants de l'ANC, et a interpellé quatre personnes pour complot d'assassinat. On ignore toujours si des armes ont été saisies.

Les autorités matabélènes ont voulu ainsi démontrer leur bonne volonté, en dépit des déclarations de soutien diplomatique à la cause de l'ANC. Elles ne sont pas les seules, puisque le Swaziland, minuscule Etat côtier entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, a lui aussi adopté une série de mesures visant à réduire les activités de membres de l'ANC sur son sol. Ces mesures visent notamment la détention illégale d'armes et de munitions.

Sept militants de l'ANC ont été arrêtés le 30 mars dernier dans cet Etat, ainsi que seize autres, mardi 3 avril, la police royale swazie estimant qu'il s'agissait de « criminels et de résidents illégaux ». L'Afrique du Sud et le Swaziland ont signé un

accord de sécurité mutuel le 17 février 1982, qui vise essentiellement à combattre les activités de l'ANC. Des négociations portant sur les problèmes de sécurité sont également en cours avec le Botswana et le Lesotho.

Cette offensive diplomatique « sous armée » lancée par Pretoria va de pair avec une dure répression. Récemment, M. Louis Le Grange indiquait que cent soixante-douze « terroristes » avaient été tués ou capturés au cours des huit dernières années. Ceux qui sont emprisonnés le sont le plus souvent sans jugement et pour une durée illimitée.

L'attentat de Durban, que le ministre de la loi et de l'ordre a qualifié de « lâche et de stupide », prouve que l'ANC peut encore agir au cœur même de l'Afrique du Sud, en dépit d'entraves croissantes. Il n'empêche que cette organisation, avec l'aide des pays de la ligne de front (Angola, Botswana, Zambie, Zimbabwe, Tanzanie, Mozambique), a échoué dans sa tentative d'isolement du pays de l'apartheid.

MICHEL BOLE-RICHARD.

NE RESTEZ PLUS BLOQUÉS DANS VOTRE ASCENSEUR

Etre enfermé dans l'obscurité... dans un ascenseur en panne... Chacun a vécu, ou vivra peut-être un jour, ce moment particulièrement angoissant.

Pourtant, une telle situation pourrait être évitée, si tous les ascenseurs étaient équipés du dispositif « EMATIC ».

EMATIC est un dispositif électronique autonome qui, en cas d'arrêt de la cabine entre deux paliers, ramène automatiquement celle-ci à l'étage, ouvre les portes et libère les passagers. Et ce, quelle que soit la cause de la panne, même en cas de coupure générale de courant.

EMATIC peut être adapté à la quasi-totalité des ascenseurs, déjà en fonctionnement ou en cours d'installation. De nombreux dispositifs EMATIC ont déjà été installés en France et à l'étranger.

Il est conforme aux normes en vigueur puisqu'il respecte le fonctionnement du circuit de sécurité de l'ascenseur, et il est agréé par des organismes de contrôle.

EMATIC est un système exigible par tout utilisateur d'un ascenseur (immeubles de particuliers, bureaux, etc.).

BUREAUX ET USINE :  
126-128, rue Alexandre-Fourmy,  
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE  
Tél. 862-21-62 - TÉLEX OTEPAR 231 178 F

ASIE

Inde

NOUVELLES ÉMEUTES AU PENDJAB (DOUZE MORTS)

(De notre correspondant.)

New-Delhi. — Après la vague d'assassinats au Pendjab, de violentes émeutes ont éclaté, mardi 3 avril, dans la ville sainte d'Amritsar, faisant, selon un bilan provisoire, douze morts.

Dans la journée de lundi, puis aux premières heures de mardi, des terroristes sikhs ont mis fin à la paix précaire des dernières semaines et à l'espoir d'une solution rapide en assassinant un dirigeant hindouiste, un député du parti du Congrès ainsi que plusieurs passants.

Dans un climat aussi tendu que celui qui règne actuellement à travers le Pendjab, une réaction violente de la population hindoue était inévitable. Mardi, les obèques de M. Ha Lal Khanna, le dirigeant de la droite hindouiste tué lundi dans une pharmacie, ont été suivies par plus de vingt mille personnes, dont la colère a tourné à l'exaspération (Le Monde du 4 avril).

La provocation était-elle aussi au rendez-vous ? Des coups de feu ont été tirés contre la foule, qui s'était détachée du cortège funèbre. Pendant deux longues heures, l'armée et la police ont été débordées. Selon des témoins, les policiers auraient finalement eu recours aux armes automatiques pour imposer, dans la soirée, un semblant d'ordre dans les rues d'Amritsar. Deux policiers figurent parmi les douze morts recensés mercredi matin, et l'on compte plusieurs dizaines de blessés graves.

Après une journée particulièrement tumultueuse au Parlement national, le gouvernement a annoncé qu'il se devait de pouvoirs spéciaux dans l'ensemble du Pendjab : les forces de l'ordre sont à l'abri de toute procédure judiciaire et ont la consigne de tirer à vue sur les fauteurs de troubles.

Pendant ce temps, un imposant dispositif policier a été installé dans la capitale, New-Delhi, en prévision de la journée d'action et de grève organisée, mercredi, par les partis d'opposition hindouiste. — (Ind- rim.)

● Japon : Attentats à Osaka. — Au moins neuf personnes ont été blessées mercredi matin 4 avril, à Osaka, à 450 kilomètres de Tokyo, par l'explosion de deux bombes déposées devant la préfecture et le centre technologique de la ville, à l'indiqué la police. Ces attentats, revendiqués par l'armée révolutionnaire du Kansai (Japon occidental), pourraient être liés au projet de construction d'un nouvel aéroport international à Osaka, estime-t-on de même source. — (AFP.)



# PROCHE-ORIENT

Israël

## La responsabilité du Front démocratique dans l'attentat de Jérusalem paraît établie

Commentant l'attentat perpétré à Jérusalem le mardi 2 avril, M. Yasser Arafat a déclaré mardi que l'opération était « un message du peuple palestinien, qui n'oubliera pas les massacres de Sabra et de Chatila ». Il paraît établi que les auteurs de l'attentat, qui a fait une cinquantaine de blessés, appartiennent au Front démocratique (FDLP) de M. Hayat Nawatneh.

Ce mouvement a annoncé mardi qu'un militaire israélien, Samir Assaad, un drone, qu'il a capturé dans le sud du Liban il y a un an, un serait restitué, qu'il s'agit d'un drone libéré par les forces armées libanaises. Selon le Centre international d'information sur les prisonniers, déportés et disparus Palestiniens et Libanais, au moins 131 personnes figurent sur la liste des détenus devant être échangés avec les mains de la police israélienne.

De notre correspondant

Jérusalem. — Au lendemain du spectaculaire attentat qui a fait une cinquantaine de blessés au centre de Jérusalem, Israël redécouvre avec inquiétude à quel point il reste vulnérable aux attaques terroristes.

Avec un bel ensemble, la presse souligne que la destruction de l'infrastructure militaire de l'OLP au Liban n'a pas privé ses cellules les plus radicales de leur capacité d'intervention jusqu'au cœur de la capitale. « L'OLP, note Haaretz, a été brisée en tant que force militaire mais pas en tant que force terroriste ».

Il est vrai que pour tirer sur la foule à Jérusalem, les commandos palestiniens n'ont pas besoin d'une véritable base opérationnelle. Il leur suffit d'un sanctuaire, le Liban du Sud, et d'un réseau de complicité à Jérusalem-Est — partie arabe de la ville — et dans les territoires occupés.

Selon l'enquête en cours, les auteurs de l'attentat de lundi avaient bénéficié de ce double atout. Venu de Sakhia, au Liban du Sud, ils étaient entrés en Israël le 30 mars au pont frontière de Rosh Hanikra en compagnie de deux autres complices, un Libanais et une femme étrangère. Ils logèrent dans deux hôtels de Jérusalem-Est et reçurent l'aide d'agents de liaison habitant la Cisjordanie. Les deux complices auraient réussi à quitter le pays la veille de l'attentat.

Celle-ci est, semble-t-il, l'œuvre d'un réseau du FDLP, déjà responsable de l'explosion, le 28 février, d'un colis piégé dans un magasin de la capitale. Les enquêteurs pensent écarter l'hypothèse d'une opération-suicide. Le commando avait sans doute planifié une prise d'otages dans un immeuble du centre-ville, mais n'a pu, pour une raison inconnue, mener à bien son entreprise. Cela expliquerait pourquoi le FDLP, dans ses communiqués, présente l'opération comme une prise d'otages.

La frontière israélo-libanaise a été presque totalement fermée mardi aux non-israéliens. L'armée a, en

outre, renforcé ses contrôles sur la rivière Awali, sa ligne de défense au Liban du Sud. Mais il n'est pas question de fermer les ponts, mesure qui ne ferait que braquer la population libanaise. Jusqu'à présent, tous les ressortissants libanais qui en faisaient la demande entraient librement en Israël au rythme de quatre mille à cinq mille par mois. Les impératifs de la lutte contre la contrebande et la découverte de plusieurs voitures piégées avaient cependant conduit les Israéliens à ne plus accepter qu'un minimum de véhicules.

Les terroristes ont, semble-t-il, été surpris lundi par la riposte rapide de plusieurs civils armés, notamment des commerçants, dont l'intervention a sans doute évité que l'attaque ne tourne à la tragédie. La police a récemment envisagé de distribuer des armes aux habitants de Jérusalem, mais le ministre de l'Intérieur a finalement repoussé cette suggestion. La presse met l'accent sur la nécessité de renforcer les réflexes d'auto-défense du public.

Fait notable : aucune voix ne s'est élevée, cette fois, parmi les responsables palestiniens des territoires occupés pour condamner l'attentat, alors que plusieurs personnalités avaient exprimé leur désapprobation après l'explosion qui tua cinq passagers d'un autobus en décembre dernier.

Cité israélienne, M. Shamir a qualifié, mardi, l'attentat de « centre de terrorisme international ». Lors d'une tournée d'inspection au Liban du Sud, le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, a déclaré, lui, qu'Israël « ne tolérerait pas une guerre d'usure » avec la Syrie. Enfin, l'armée israélienne a rappelé, mardi, que de 1963 à juin 1982, l'OLP avait tué sept cent dix-neuf personnes en Israël, civils et militaires, et blessé plus de trois mille sept cents autres. Depuis l'invasion du Liban, les attaques de l'OLP ont fait onze morts et cent cinquante blessés.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Liban

## FERMÉES DEPUIS PRÈS DE DEUX MOIS Plusieurs écoles de Beyrouth-Ouest ont rouvert leurs portes

Plusieurs obus sont tombés mardi 3 avril en fin d'après-midi sur les quartiers chrétiens de Beyrouth, faisant, selon un premier bilan, un tué. Selon la Voix de la Montagne, radio druze, les localités d'Aley, Mansouriet-Bhandoun et Ras-el-Jabal, ont, le même jour, été piégées pendant une heure, tandis que de violents duels d'artillerie avaient lieu sur le front de Souk-el-Gharb, tenu par l'armée et qui commande l'accès de Baabda, où se trouve le palais présidentiel. Les échanges de tirs ont baissé d'intensité après la conclusion, mardi soir, de deux cessez-le-feu. Cependant, plusieurs écoles privées de Beyrouth-Ouest avaient rouvert, mardi, leurs portes pour la première fois depuis cinquante-sept jours. A l'est de Beyrouth, dans les quartiers chrétiens, les cours des établissements scolaires publics et privés sont suspendus depuis plusieurs mois en raison des bombardements fréquents sur cette partie de la capitale.

Réuni mardi pour la première fois depuis le 6 mars dernier — date à laquelle il avait abrogé l'accord libano-israélien du 17 mai 1983 — le cabinet (démisionnaire) dirigé par M. Chafic Wazzan a décidé d'annuler le décret du 14 février

dernier autorisant le déploiement de l'armée dans tout Beyrouth. En attendant, le conseil des ministres a déjà fait un pas vers l'opposition en acceptant la démission du directeur de la Sureté générale, un chrétien, M. Zahi Boustani, que demandaient les opposants.

### Le successeur du commandant Haddad

Le général Antoine Lahad, à qui Israël vient de confier le commandement des milices pro-israéliennes dans le Liban du sud — groupées au sein de l'Armée du Liban-Sud — est un ex-officier libanais connu pour sa « poigne de fer » vis-à-vis des Palestiniens. Ce général de cinquante-quatre ans, de confession maronite, est originaire du village de Kfar-kartra (Chouf). En 1954, il a occupé la fonction d'adjoint au chef des services de renseignements et celle de vice-commandant de la région du Liban du sud. En 1975, il a été nommé commandant de la région de la Bekaa (centre du Liban). Il est généralement considéré comme très proche de M. Camille Chamoun, chef du Parti national libéral et du Front libanais (coalition des partis chrétiens).

La décision d'Israël de lui confier la succession du commandant Saad Haddad, décédé le 15 janvier 1984, n'a pas, pour le moment, suscité de réactions de la part du commandement de l'Armée libanaise. En revanche, M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, a renvoyé des ordres du général Lahad et la totalité de l'armée du Liban du sud. Selon M. Berri, « c'est une armée stipendiée, à la solde d'Israël, et tous ceux qui en font partie sont des agents d'Israël ». — (AFP)

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons écrit, dans le Monde du 31 mars, que l'attentat du lundi 26 mars contre un diplomate français avait eu lieu à Beyrouth-Est, alors qu'il s'est déroulé dans la partie ouest de la capitale libanaise.

## L'Irak dans le piège de la guerre

### II. — Le « rêve brisé » du président Saddam Hussein

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

Dans l'incapacité de gagner une guerre que les Irakiens s'acharnent à porter sur le territoire irakien, le régime de Bagdad semble décidé à utiliser tous les moyens, y compris les armes chimiques, pour internationaliser un conflit qui dure depuis près de quatre ans (le Monde du 4 avril).

Bagdad. — En l'espace de quatre ans, la capitale irakienne, qui, avant la guerre du Golfe, avait les allures d'une ville de province, est devenue une métropole moderne et bien agencée. Le président Saddam Hussein a perdu son pari de faire de Bagdad la capitale des non-alignés, mais la plupart des projets grandioses qui avaient été mis en chantier sur les bords du Tigre pour accueillir en septembre 1982 ses hôtes du tiers-monde, ont été achevés, transformant complètement la physionomie de la ville.

Le nouvel aéroport international, appelé le « Roissy irakien », est lié au centre de la capitale par une autoroute à quatre voies qui se prolonge dans Bagdad par une impressionnante rocade routière, où les embouteillages sont pratiquement inexistantes. Cependant, ça et là, dans l'immense agglomération de Bagdad, des chantiers désertés témoignent du « rêve brisé » du président Saddam Hussein, qui voulait faire de l'Irak le pays le plus prospère du Golfe. Après avoir mené de front pendant les deux premières années de la guerre les hostilités contre l'Iran et un développement économique rapide, les autorités irakiennes ont dû se plier aux dures réalités d'un conflit coûteux et instaurer une économie de guerre afin d'éviter la banqueroute de l'Etat, dont les réserves, estimées à 35 milliards de dollars en 1981, ont fondu comme neige au soleil.

La politique d'austérité a été payante, puisque l'Irak, qui se trouvait au cours des premiers mois de 1983 dans l'état d'une entreprise au bord de la cessation de paiement, a su maintenir son économie à flot. Il a fallu pour cela prendre des mesures drastiques : réduire de 50 % l'importation de certaines matières premières pourtant indispensables et des produits de luxe non essentiels ; stopper tout projet nouveau de développement et négocier avec les pays fournisseurs des crédits sous forme de reports d'échéances.

Grâce à cette sévère et douloureuse opération chirurgicale, les dirigeants de Bagdad ont gagné un répit au réajustement de l'économie du pays en interrompant ou différant tout ce qui n'était pas indispensable, tout en préservant l'essentiel. Le danger est pour le moment écarté jusqu'aux années 1985-1986, quand il faudra penser à payer les dettes. En attendant, de timides signes de reprise économique font leur apparition. Certains des chantiers arrêtés fin 1982 commencent à s'activer. Dans le quartier de Jedria, le long du Tigre, une soixantaine d'élegants immeubles solaires destinés en priorité aux militaires sont en train de s'élever face au palais présidentiel et un village qui abrite désormais les hôtes de marque de passage à Bagdad.

Les travaux de construction du grand hôtel Babylone-Oberoi ont repris. Mais tous leurs déboursés, les Irakiens n'ont pas réussi à faire de Bagdad la capitale du Golfe. Le projet de construction d'un métro, dont la réalisation coûterait au moins un milliard de dollars, n'a pas été classé, et son étude a été confiée à une firme américaine, au cas où... Pourtant, l'admirable réseau routier dont a été dotée la capitale irakienne par Saddam Hussein, fait apparaître le métro comme un luxe. La fluidité de la circulation est due autant à l'ordre parfait qui a été instauré dans la capitale qu'à une motricité relativement peu élevée des voitures qui y circulent.

La politique d'austérité, qui a restreint l'importation des produits de luxe non essentiels — inutile de chercher à Bagdad les innombrables gadgets électroniques dont regorgent les magasins des autres pays pétroliers — contribue à alimenter la grogne d'une population déjà éprouvée par les cruelles pertes de la guerre, qui ne semble avoir épargné aucune famille. Les millions d'Irakiens, les représentants des classes aisées et les cadres supérieurs qui ne font pas partie de l'établissement basiste, se plaignent amèrement du marasme économique et des sévères mesures de restriction qui font de Bagdad une ville triste. Et d'une législation draconienne qui interdit tout voyage « non autorisé » à l'étranger.

Les préoccupations populaires sont de tout ordre. Elles tiennent essentiellement à la pénurie de certaines denrées alimentaires de base, dont le lait, les œufs, le poulet et les légumes, pénurie qui provoque souvent de longues files d'attente devant les magasins d'Etat. En automne 1983, le président Saddam Hussein a menacé « d'utiliser l'épée » contre les responsables de ces défaillances. Depuis, une certaine amélioration a été notée dans les circuits de distribution, qui ont été réorganisés sous le contrôle personnel de M. Taha Yassine Ramadan, le premier vice-président du conseil irakien.

Malgré tous leurs déboursés, les Irakiens n'ont pas réussi à faire de Bagdad la capitale du Golfe. Le projet de construction d'un métro, dont la réalisation coûterait au moins un milliard de dollars, n'a pas été classé, et son étude a été confiée à une firme américaine, au cas où... Pourtant, l'admirable réseau routier dont a été dotée la capitale irakienne par Saddam Hussein, fait apparaître le métro comme un luxe. La fluidité de la circulation est due autant à l'ordre parfait qui a été instauré dans la capitale qu'à une motricité relativement peu élevée des voitures qui y circulent.

En fait, les raisons de la « mésentente cordiale » entre M. Massoud Radjavi, qui anime le CNR, et M. Bani Sadr, qui en était le porte-

Chargé des relations avec la France et l'Europe, ce dernier, outre ses fonctions de chef de l'armée populaire qui lui ont aliéné la population, assume la lourde responsabilité de toutes les questions relevant du développement économique du pays. Des fonds ont été aussitôt débloqués en vue d'importer d'importantes quantités de viande et de produits congelés d'Uruguay et du Brésil.

Autre sujet de mécontentement populaire : la hausse constante du coût de la vie — l'inflation était estimée en 1983 à environ 30 % — et des loyers, qui contraignent les Irakiens à se livrer à des activités lucratives supplémentaires en vue d'arrondir leurs fins de mois. C'est ainsi que nous avons été surpris d'apprendre que la bouche d'un chauffeur de taxi qu'il occupait dans la matinée un poste relativement élevé au ministère de la santé. L'inflation est entretenue, d'autre part, par le florissant marché noir en devises étrangères dû aux restrictions que le gouvernement a imposées sur le rapatriement des gains réalisés en Irak par les travailleurs étrangers — pour la plupart Égyptiens — dont le nombre dépasserait, selon certaines estimations, les deux millions.

### La « féminisation » de la société

Les travailleurs étrangers en Irak contribuent à combler en partie le vide que le départ des Irakiens pour le front a créé dans l'économie du pays. On estime que celle-ci occupe d'une manière ou une autre près d'un million d'hommes, soit le tiers de la population active. Les stages militaires périodiques de trois semaines qu'effectuent les quatre cent cinquante mille « volontaires » de l'Armée populaire entraînent une perte de productivité non négligeable. Cette perte est cependant compensée par les surprofits d'une main-d'œuvre pléthorique qui caractérise la plupart des pays sous-développés, et par la « féminisation » de la société irakienne.

Les femmes, depuis l'avènement en Irak du Baas, qui, contrairement aux religions de l'Islam, ne nourrit aucune prévention à l'égard du sexe féminin, ont un rôle plus important dans l'économie du pays. Cette évolution a été accélérée par la guerre. Dans les différentes administrations et postes supérieurs de l'Etat, on rencontre de plus en plus de cadres féminins, qui forcent l'admiration par leur efficacité et leur savoir-faire.

Les responsables de l'économie affichent pourtant un optimisme de commande à propos de l'avenir. Pour pallier les difficultés de trésorerie, qu'ils estiment provisoires, ils comptent essentiellement sur l'augmentation des revenus pétroliers. Pour le moment, les capacités d'ex-

portation de l'or noir se limitent au seul oléoduc Kirkouk-Dortyol, dont le débit, grâce à l'utilisation de lubrifiants chimiques, a été récemment porté à 750 000 barils par jour. Il devrait atteindre et même dépasser, au cours de l'été, le seuil des 1 000 000 de barils par jour. Ce qui représente une recette supplémentaire de 2 à 3 milliards de dollars de plus par an, à laquelle il faudrait ajouter les 2 à 3 autres milliards rapportés par l'exportation de produits raffinés par les ports turcs de Mersine et d'Iskenderun.

Ces recettes sont cependant insuffisantes, puisque les dépenses incompressibles courantes sont estimées à environ 9 milliards de dollars par an, et le coût de la guerre à près de 5 milliards. L'aide arabe, approximativement 5 milliards de dollars par an, ne sert à couvrir qu'une partie des dépenses militaires, et a tendance à baisser. Les pays frères du Golfe considèrent en effet qu'ils ont suffisamment payé, que la situation financière de l'Irak n'est pas aussi mauvaise que dans le passé, et ils ajoutent qu'ils ont eux-mêmes des problèmes de trésorerie.

Les dirigeants irakiens ont donc placé tous leurs espoirs dans la construction d'un nouvel oléoduc qui relierait les champs pétroliers de Kirkouk au port jordanien d'Aqaba, en suivant, dans une grande partie de sa trajectoire, le tracé de l'ancien oléoduc Kirkouk-Haifa. L'Irak compte sur les États-Unis pour le financement de ce projet qui assurerait l'écoulement d'au moins 1 million de barils par jour. Cependant, la réalisation de ce projet, ainsi que celle d'un autre tout aussi grandiose qui permettrait de relier Kirkouk à un port saoudien, n'est pas pour demain, et dépend de nombreux facteurs politiques dont le plus délicat a trait aux rapports entre Bagdad et Washington, qui semblent s'être gravement détériorés à la suite de l'affaire des gaz chimiques.

Mais même si le projet jordanien est réalisé, ce sera encore loin des 3,25 millions de barils par jour que l'Irak exportait avant le début de la guerre. Le « rêve brisé » du président Saddam Hussein, qui, s'appuyant sur les richesses naturelles du pays, souhaitait faire de l'Irak le nouveau gendarme du Golfe, a coûté cher au peuple. En toute logique, cet échec aurait dû compromettre la position du chef de l'Etat, personnellement responsable du déclenchement de la guerre avec l'Iran. Paradoxalement, il n'en est rien, et le président Saddam Hussein n'a jamais été aussi puissant dans son pays que depuis que ses troupes ont été chassées du territoire iranien.

Prochain article :

### UN ÉPOUVANTAIL NOMMÉ KHOMEINY

Iran

## La rupture entre l'ancien président Bani Sadr et M. Massoud Radjavi

### Les raisons d'une « mésentente cordiale »

« Nous sommes arrivés à un point où il est préférable que chacun s'en aille sans se quereller sur son propre chemin et jouisse d'une entière liberté d'action. » C'est par cette phrase sibylline que l'ancien président iranien, M. Bani Sadr, nous a expliqué sa rupture avec M. Massoud Radjavi, le président du Conseil national de la résistance (CNR), l'un des groupes d'opposition au régime de Téhéran et le chef des Moudjahidin Khalki.

La rupture avait été rendue publique samedi dernier par un communiqué tout aussi laconique du CNR, qui, tout en faisant l'éloge des « deux ans et huit mois de coopération entre les deux dirigeants iraniens », estimait que, « dans les conditions actuelles, la collaboration entre M. Bani Sadr et le CNR semble pratiquement impossible, et il a été convenu de mettre fin à leur coalition politique dans sa forme actuelle ».

Nous recevons dans son modeste logement de Cachan, où il réside depuis deux semaines, après avoir quitté Auvers-sur-Oise, où il partageait le pavillon de M. Massoud Radjavi, M. Bani Sadr s'est refusé à en dire davantage. « Certes, a-t-il admis, il existe des divergences entre nous, mais nous sommes tombés d'accord pour ne pas en parler publiquement afin de préserver les chances futures. Nos objectifs, en tous les cas, demeurent identiques : nous voulons que l'Iran retrouve son indépendance et sa démocratie ».

En fait, les raisons de la « mésentente cordiale » entre M. Massoud Radjavi, qui anime le CNR, et M. Bani Sadr, qui en était le porte-

drapeau, sont essentiellement liées au problème délicat des relations du Conseil avec le régime irakien. M. Radjavi avait rencontré en janvier 1983 M. Tareq Aziz, vice-premier ministre irakien, alors de passage à Paris. Ce dernier avait, à cette occasion, affirmé qu'il serait heureux de voir son « cher ami » Massoud Radjavi « comme prochain premier ministre ou président d'Iran ».

Ces propos, pour le moins inopportuns, avaient profondément choqué M. Bani Sadr, qui a toujours eu une attitude réservée à l'égard d'une coopération avec un Etat en guerre contre son propre pays et n'a pas oublié qu'il a, pendant deux ans, mené cette guerre en sa qualité de commandant en chef de l'Armée iranienne. Les déclarations de M. Tareq Aziz avaient d'ailleurs été interprétées à l'époque comme un dévouement de M. Bani Sadr, qui, aux termes de la charte du CNR, doit en principe assumer la présidence provisoire de la République qui serait éventuellement installée à Téhéran après la chute du régime de l'imam Khomeiny.

Cette différence d'appréciation sur l'opportunité d'une collaboration avec Bagdad semble avoir depuis pesé lourdement sur les relations entre les deux dirigeants iraniens. L'affaire des armes chimiques apparemment utilisées par l'Irak à d'ailleurs contribué à mettre en relief ces divergences. Le CNR s'est en effet contenté dans une communication vague de souhaiter de dénoncer l'utilisation des armes chimiques par les parties en conflit, sans mettre en cause nommément l'Irak.

Pour M. Bani Sadr, en revanche, qui a fait parvenir vendredi une lettre de protestation au secrétaire général de l'ONU, il n'y a pas de doute : Bagdad a bel et bien utilisé des armes chimiques contre les soldats iraniens. « J'estime, nous a-t-il déclaré à ce propos, que les preuves sont accablantes. Lorsque les dirigeants militaires irakiens parlent d'exterminer les « insectes nuisibles », ils trahissent sans le vouloir le fait qu'ils ont déjà eu recours à des armes chimiques. D'ailleurs, Bagdad a toujours affirmé qu'il était en possession d'une redoutable arme secrète. Nous savons maintenant de quoi il s'agit. C'est très grave, car cela crée un précédent dangereux qui pourrait se répéter avec les mollahs, qui sont plus cruels que Saddam Hussein, pour utiliser à leur tour cette arme dangereuse ».

Quoi qu'il en soit, le départ à l'amiable de M. Bani Sadr contribuera à radicaliser davantage le CNR. Certains groupements de l'opposition, tels les fedayia minoritaires, les maoïstes, le Komaleh (une organisation kurde d'inspiration marxiste-léniniste), avaient été depuis longtemps sollicités pour faire partie du Conseil. Ils avaient refusé en invoquant notamment la présence de M. Bani Sadr, considéré par eux comme un modéré qui longtemps collabora avec le régime de Téhéran. Le départ de l'ancien président de la République islamique semble désormais leur ouvrir la porte du CNR.

J. G.

مكتبة الأمل



# politique

## LE PLAN DE RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE

### Les socialistes réclament des mesures d'accompagnement industriel

Les responsables socialistes sont sortis, mardi 3 avril, du silence qu'ils avaient observé jusqu'à la prise des décisions de restructuration de la sidérurgie. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a souligné qu'il s'agit de décisions « économiquement inévitables » et « socialement accompagnées », mais qui doivent être « industriellement prolongées ».

M. Jospin, qui, en compagnie de M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a rencontré le premier ministre mardi après-midi, estime que le gouvernement doit faire, compte tenu des efforts accomplis par la France, des aides du Fonds européen de développement régional et du Fonds social européen. Le premier secrétaire du PS souhaite qu'outre cette solidarité européenne il se crée, « autour de la région Lorraine » un véritable sentiment de solidarité nationale.

Il faut, selon M. Jospin, que la coopération entre Usinor et Sacilor pour les produits longs et

les aciers spéciaux soit « beaucoup plus poussée qu'elle ne l'est », que le contrat de plan entre l'Etat et la Lorraine soit révisé et qu'un « volontarisme » s'exerce, « d'abord au travers des entreprises nationales », qui doivent prendre des « engagements précis » d'implantation d'unités nouvelles.

« Il ne suffit pas d'avoir raison : il faut aussi être compris », a déclaré M. Jospin. M. Joxe, qui a refusé la démission des trois députés socialistes de la Moselle qui avaient décidé de se mettre « en congé » de leur groupe, a indiqué qu'il comprend sans l'approuver l'attitude de ces trois députés. M. Joxe a critiqué « les conditions dans lesquelles les décisions ont été annoncées », et il a demandé au premier ministre de recroquer, le 5 avril, les élus socialistes lorrains. M. Pierre Mauroy a indiqué qu'il les rencontrera avant la fin de la semaine.

Les députés socialistes, exceptionnellement nombreux, mardi, à la réunion de leur groupe, ont exprimé, eux aussi, le souhait que, par un prolongement industriel au plan du 29 mars, le gouverne-

ment donne à la Lorraine « des raisons d'espérer ». Ils ont écarté l'un des trois « démissionnaires » du groupe, mais, aussi, M. Jean-Paul Durieux, élu de la circonscription de Longwy (Meurthe-et-Moselle), très applaudi lorsqu'il a plaidé pour la fermeté face aux réactions dont le PS est la cible en raison de la politique du gouvernement.

M<sup>me</sup> Véronique Neiertz, porte-parole du groupe socialiste de l'Assemblée, a indiqué mercredi matin, 4 avril, que les trois députés lorrains démissionnaires veulent être reçus par MM. Joxe et Mauroy, et qu'ils avaient maintenu leur intention de quitter le groupe et de siéger à l'Assemblée nationale comme députés non inscrits. Un communiqué émanant de la présidence de l'Assemblée confirme que les trois députés ont tenu officiellement, mercredi matin, leur démission du groupe socialiste.

M<sup>me</sup> Neiertz a précisé que, enregistré officiellement, cette démission « regarde le Parti socialiste, plus le groupe ». M. Laurent Fabius, ministre de l'Industrie et de la recherche, a expliqué, mardi soir, au cours du journal d'Automne 2, les décisions

du gouvernement, en soulignant qu'il n'y aura pas de licenciements « dans la sidérurgie » - les suppressions d'emploi étant converties soit par la conversion sociale de la sidérurgie, soit par les projets de conversion - et que, « dès lors qu'un poste est donné, les moyens, nous sommes capables sur deux ans de recréer vraiment un plan de diversification économique » des régions touchées par la restructuration. M. Fabius a souligné, aussi, que « de toutes les manières un plan rigoureux était nécessaire » et que « sur les choix on pouvait discuter, on a discuté [mais] les choix ont été faits ».

Interrogé sur les déclarations faites le 2 avril à la télévision par M. Georges Marchais, M. Fabius a déclaré : « On ne peut pas être, éternellement, à la fois dehors et dedans ». M. Jospin avait indiqué, pour sa part, que le même jour, que les propos du secrétaire général du PCF n'étaient pas « un défi à François Mitterrand » et que « c'est à un défi lancé à lui-même par les sociétés modernes que doit répondre le PCF ».

P. J.

### M. Jospin : il ne suffit pas d'avoir raison il faut aussi être compris !

M. Lionel Jospin a déclaré, mardi 3 avril, que les décisions prises par le gouvernement dans la sidérurgie, « économiquement inévitables, socialement accompagnées, doivent être industriellement prolongées ». Elles sont fondées, selon le premier secrétaire du PS, « sur des réalités économiques incontournables ».

M. Jospin « comprend » les élus qui défendent les installations de leur région, mais estime que cette discussion « n'est pas au cœur du problème ».

Le plan du gouvernement, selon lui, « opère des modernisations » mais ne remet pas en cause « de façon brutale » la capacité de production. Le gouvernement, a-t-il dit, devra être « très attentif » aux manifestations sociales : « Il ne suffit pas d'avoir raison, il faut aussi être compris ».

M. Jospin estime que l'on pourrait reprocher ses décisions au gouvernement si, dans les deux ans, des implantations industrielles et des emplois nouveaux n'avaient pas été créés. « On aurait pu souhaiter que les emplois soient là avant que les entreprises disparaissent », a-t-il dit.

Le premier secrétaire, qui a rencontré, ainsi que M. Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le premier ministre, mardi soir, avait l'intention de lui proposer une démarche auprès de la Commission européenne afin que la France obtienne des aides. Il considère que la coopération économique, industrielle et commerciale entre Usinor

et Sacilor doit être « beaucoup plus poussée », notamment pour les produits longs et les aciers spéciaux. L'implantation d'entreprises en Lorraine doit passer, estime-t-il, par « un volontarisme qui doit s'exprimer d'abord au travers des entreprises nationales ».

A propos des déclarations de M. Georges Marchais, M. Jospin pense que, si le secrétaire général du PCF a fait un calcul « électoraliste », c'est « un calcul à courte vue ». La prise de position du secrétaire général du PCF n'est pas, à ses yeux, un défi lancé au président de la République, mais « un défi lancé au Parti communiste lui-même par la société moderne ». C'est à ce défi que doit, selon lui, répondre M. Marchais.

M. Jospin estime que l'on pourrait reprocher ses décisions au gouverne-

ment si, dans les deux ans, des implantations industrielles et des emplois nouveaux n'avaient pas été créés. « On aurait pu souhaiter que les emplois soient là avant que les entreprises disparaissent », a-t-il dit.

Le premier secrétaire, qui a rencontré, ainsi que M. Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le premier ministre, mardi soir, avait l'intention de lui proposer une démarche auprès de la Commission européenne afin que la France obtienne des aides. Il considère que la coopération économique, industrielle et commerciale entre Usinor

et Sacilor doit être « beaucoup plus poussée », notamment pour les produits longs et les aciers spéciaux. L'implantation d'entreprises en Lorraine doit passer, estime-t-il, par « un volontarisme qui doit s'exprimer d'abord au travers des entreprises nationales ».

A propos des déclarations de M. Georges Marchais, M. Jospin pense que, si le secrétaire général du PCF a fait un calcul « électoraliste », c'est « un calcul à courte vue ». La prise de position du secrétaire général du PCF n'est pas, à ses yeux, un défi lancé au président de la République, mais « un défi lancé au Parti communiste lui-même par la société moderne ». C'est à ce défi que doit, selon lui, répondre M. Marchais.

M. Jospin estime que l'on pourrait reprocher ses décisions au gouverne- ment si, dans les deux ans, des implantations industrielles et des emplois nouveaux n'avaient pas été créés. « On aurait pu souhaiter que les emplois soient là avant que les entreprises disparaissent », a-t-il dit.

Le premier secrétaire, qui a rencontré, ainsi que M. Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, le premier ministre, mardi soir, avait l'intention de lui proposer une démarche auprès de la Commission européenne afin que la France obtienne des aides. Il considère que la coopération économique, industrielle et commerciale entre Usinor et Sacilor doit être « beaucoup plus poussée », notamment pour les produits longs et les aciers spéciaux. L'implantation d'entreprises en Lorraine doit passer, estime-t-il, par « un volontarisme qui doit s'exprimer d'abord au travers des entreprises nationales ».

A propos des déclarations de M. Georges Marchais, M. Jospin pense que, si le secrétaire général du PCF a fait un calcul « électoraliste », c'est « un calcul à courte vue ». La prise de position du secrétaire général du PCF n'est pas, à ses yeux, un défi lancé au président de la République, mais « un défi lancé au Parti communiste lui-même par la société moderne ». C'est à ce défi que doit, selon lui, répondre M. Marchais.

M. Jospin estime que l'on pourrait reprocher ses décisions au gouverne- ment si, dans les deux ans, des implantations industrielles et des emplois nouveaux n'avaient pas été créés. « On aurait pu souhaiter que les emplois soient là avant que les entreprises disparaissent », a-t-il dit.

### DANS LES COULOIRS DE L'ASSEMBLÉE

#### Dur, dur...

« Dur pour la Lorraine, dur pour les travailleurs, dur pour les socialistes ». Cette appréciation d'un député du CERES, mardi 3 avril, à l'issue de la réunion hebdomadaire du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, résume assez fidèlement le sentiment des parlementaires du PS face aux conséquences du plan gouvernemental de restructuration de la sidérurgie.

D'autant plus dur, indique M<sup>me</sup> Véronique Neiertz (Seine-Saint-Denis), porte-parole du groupe et proche de M. Pierre Joxe, que les élus du PS les plus directement concernés par le plan, les députés lorrains, n'avaient pu obtenir de M. Pierre Mauroy, premier

ministre, qu'il les reçoit, en temps utile, pour leur expliquer ce qui se préparait. D'autant plus dur, affirme encore M<sup>me</sup> Neiertz, citant M. Joxe, que rien de ces mesures n'avait été évoqué par le premier ministre lors des journées parlementaires du groupe socialiste, à la fin du mois de mars. M. Joxe a mis en cause, aussi, à l'indignité M<sup>me</sup> Neiertz, « les conditions dans lesquelles ces mesures ont été annoncées ».

D'autant plus dur, déclare M. René Drouin, l'un des trois députés socialistes « démissionnaires » du groupe, que, face au PCF et à la CGT, qui voulaient, au départ, « qu'on garde tout et qu'on modernise l'industrie », les socialistes avaient obtenu, au bout de deux ans, un consensus autour de la construction - attendue - du « train universel » de Gendrange.

D'autant plus dur, aussi, raconte M. Drouin à ses camarades députés, d'une voix étranglée par l'émotion, quand on a été élu avec 70 % des voix et que, sur son passage, on voit des ouvriers qui lèvent le poing.

D'autant plus dur, enfin, que ce plan ne laisse aux travailleurs lorrains « que les murs noirs de leurs usines ». « C'était poignante », commente un député breton, qui, néanmoins, habitude aux « pressions » sous forme de manifestations violentes, relativise, comme la plupart des députés socialistes, la portée du geste des élus « démissionnaires ».

M. Pierre Joxe, qui les a reçus le mardi matin, leur a expliqué, dit-il, qu'il comprend leur émotion et leur inquiétude, mais ne saurait

accepter, en aucune façon, leur démission. M<sup>me</sup> Neiertz, pour sa part, fait valoir qu'avant d'être élus, les trois députés ont été investis par le parti et que seule une démission du PS serait juridiquement fondée, démission qui n'est pas à l'ordre du jour.

M. Drouin lui-même, au demeurant, n'a-t-il pas fait remarquer devant le groupe - rapporte M<sup>me</sup> Neiertz - que son geste et celui de ses collègues n'est dirigé ni contre le parti ni contre le groupe, mais constitue une tentative « pour se faire entendre » ? M. Nicolas Schiffler, tout en maintenant sa décision, ne prend-il pas le refus de M. Joxe comme « un geste d'amitié » ?

M. Drouin n'explique-t-il pas que si la marche sur Paris du 13 avril se transforme en marche sur l'Elisée, il recadrera, évidemment, sa participation ? M. Jean-Paul Durieux, autre élu lorrain (Meurthe-et-Moselle), non « démissionnaire », n'a-t-il pas affirmé, selon M<sup>me</sup> Neiertz, que « les conditions de vie et de combat des élus lorrains sont comparables à celles des élus d'autres régions, elles aussi confrontées aux restructurations industrielles » ?

Aucun parlementaire socialiste, d'ailleurs, ne demande que le gouvernement revienne en arrière, même si un membre du CERES fait remarquer que les difficultés de la politique industrielle confirment le bien-fondé des remarques émises par les amis de M. Jean-Pierre Chevènement sur les carences de la démarche du gouvernement en matière de planification. Tous, en revanche, sont d'accord avec leurs collègues de l'EPR pour souligner la solidarité nationale se manifeste massivement à l'égard de la Lor-

raine. M. Yves Tavernier (Essonne), rocardien, très sévère pour le gouvernement, affirme qu'il faut que « ce qu'a été notre démarche vis-à-vis du pays soit respecté ».

Certains mettent l'accent sur le « volet social » des restructurations : d'autres, tel M. André Billardon (Seine-et-Marne), élu, lui aussi, d'un « pôle de conversion », demandent que l'effort porte réellement sur l'implantation d'entreprises nouvelles en Lorraine. Comme d'autres députés, M. Billardon, d'accord, en cela, avec M. Marchais - se demande si la voie du renouveau, pour la Lorraine, ne passe pas obligatoirement par la définition d'une politique plus « volontariste », mettant à contribution les entreprises publiques. Les députés socialistes souhaitent, en tout état de cause, qu'avant le 13 avril, le gouvernement annonce des mesures qui pourraient correspondre, pour les Lorrains, « à des raisons d'espérer ».

Reste que la solidarité manifestée, en faveur de la Lorraine, par le groupe socialiste ne suffit pas à dissiper les suspicions de favoritisme régional suscitées par l'annonce du plan. A preuve, l'interrogation exprimée, pendant la réunion du groupe, sur les préférences régionales de tel ou tel ministre et leur rôle dans la décision finale. C'est oublier qu'un arbitrage en faveur de la Lorraine aurait déclenché, avec la même bonne foi, des réactions symétriques dans le Nord. Certains dirigeants socialistes du Pas-de-Calais craignent, il y a quelques semaines, que M. Mauroy, pour éviter l'acception de « régionalisme », n'ait voulu à déléguer systématiquement sa région d'origine.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

### La Lorraine paralysée

(Suite de la première page.)

Une manière désespérée, un peu puérile aussi, de dire : « Essayez donc, pour voir, de vous passer de nous ».

Voyager par la route, le train ou l'avion, il n'était pas question d'y songer, ce 4 avril, au moins jusqu'à midi : tout était bloqué. Barrages sur les routes, dès l'aube, et notamment autour de Longwy, Metz, Pont-à-Mousson, Pompey, Thionville, mais aussi près de Lunéville et même de Verdun, aux postes frontières franco-luxembourgeoises. Trains bloqués dans les gares, ou, pour ceux à destination de la Lorraine, arrêtés par la SNCF elle-même à Vitry-la-Française, trafic vers Strasbourg détourné via Chaumont et Belfort : la veille encore, on avait ici et là déchargé des rails au chalumeau. Les administrations, les maires et les services publics étaient fermés. Seul ce mercredi, le minimum vital de sécurité (urgences médicales notamment), les médecins devant fermer leur cabinet (après-midi) était assuré, et l'état-major de crise installé à la préfecture de Metz, ne garantissant pas qu'il n'y aurait pas de « bavures ».

Aussi, si salariés, patrons et commerçants étaient appelés à manifester

ter côte à côte, dans l'« union sacrée » pour la Lorraine, le « consensus », qui s'est artificiellement dégaîlé des extrémistes de Lorraine, était très, ce mercredi, de réflexes de peur. Un grand nombre de commerçants, messins, nançois, longoviciens, ont baissé leurs rideaux de fer, certains par solidarité mais d'autres aussi par crainte toute simple de voir leurs vitrines brisées. « En soutien envers les sidérurgistes, notre établissement sera fermé... » Ce républicain nous a notifié, mardi, son affiche toute prête.

Appel au calme et à la dignité, actions symboliques sidérurgistes mardi : autodafé, à Mondelange, de la photocopie des plans du train universel de Gendrange ; incendie simulé (un feu de paille dans la

coor) du château des de Wendel, à Jœuf (Meurthe-et-Moselle), et, mercredi, plusieurs tonnes de minerais déversés devant les bureaux (Moselle). Ce n'était pas bien méchant.

Chacun essaie, effectivement, de garder son sang-froid. Mais, à lire les dizaines, voire les centaines de communiqués publiés ces derniers temps dans la presse locale, sous des titres de cataclysme, on se demande où est la part du courroux et celle de la provocation.

Communication encore, communication toujours : la grève des ouvriers du Livre locaux a entraîné, ce mercredi, la non-parution du *Journal lorrain*. Jeudi, ce sera le tour de l'*Est républicain*.

MICHEL CASTANG.

### Les syndicats lorrains : pire qu'avant

Au cours de leur conférence de presse commune du mardi 3 avril, à Metz, les unions régionales CGT, FO, CFTC, CGC, CFDT et FEN ont attaqué très vivement le plan gouvernemental. La CGT a estimé qu'en 1979, l'heure n'était pas aussi grave car il y avait l'idée qu'on pouvait changer les choses si la gauche arrivait au pouvoir. Maintenant, elle est au pouvoir et en fait autant sinon plus que les gouvernements précédents. Pour la CGT, les syndicats forment un « véritable conseil régional de la résistance ».

« Résistance » aussi pour FO, qui se prépare à entrer dans la lutte à n'importe quel prix. La CFTC, par la voix de son président régional, M. Edouard Simon, est allée encore plus loin en affirmant que « les décisions gouvernementales n'ont d'équivalent que l'abandon de l'Alsace et de la Lorraine en 1871 ». Plus techniques, la CGC et la FEN ont insisté sur les conséquences en chaîne des suppressions d'emplois dans la sidérurgie, la CFDT reprochant au gouvernement de procéder

à un « partage » de produits sidérurgiques avec la RFA.

A Paris, la FEN a lancé un appel « aux responsables gouvernementaux pour que le plan acier soit aménagé et que les engagements pris envers les Lorrains soient tenus ». Pour la FEN, « les décisions publiques compromettent gravement dans leur aspect actuel l'activité de toute la Lorraine ». « Si la rénovation de l'appareil productif est à ses yeux un impératif prioritaire », la politique retenue « doit être appréciée non pas uniquement en termes de rentabilité financière, mais en termes de rentabilité sociale ». Pour M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie CGT, interrogé ce mercredi sur RMC, « l'intérêt commande de réviser entièrement les décisions prises la semaine dernière... ». La CGT est décidée « à agir fort s'il le faut pour que les orientations économiques et sociales aillent dans le sens du progrès ».

● **ERRATUM**. — Un incident technique a fait, dans nos dernières éditions, disparaître trois lignes d'un article d'Alain Verhulst. « La gauche s'est-elle trompée ? » (*Le Monde* du 4 avril, page 1). Il fallait lire, à la fin du texte de la page une : « Quelle erreur ! M. Mitterrand oublie alors la tentative de relance de M. Chirac en 1975. Qui obtint un certain succès, mais provoqua des déséquilibres graves de nos paiements extérieurs ».

● **Oubli doublement réparable**. — d'une part, la droite n'est pas contre la croissance.

PATRICK JARREAU.



## POLITIQUE

## LE PLAN DE RESTRUCTURATION DE LA SIDÉRURGIE

## A l'échelle de l'Europe

(Suite de la première page.)

Compte tenu des prévisions sur l'évolution du marché, qui continue à être plutôt sombre, les services bruxellois s'apprêtent à étudier avec beaucoup de soin, entreprise par entreprise, si les rationalisations prévues peuvent effectivement assurer le retour à la rentabilité. Que se passera-t-il si les conclusions sont négatives ? Compte tenu des vérifications déjà faites, on assure à Bruxelles qu'il n'y aura pas de deuxième vague de restructuration. Mais des problèmes ponctuels peuvent se poser avec, alors, comme conséquence pour les entreprises concernées, des demandes de réduction supplémentaire.

Le coût social de la remise à flot de la sidérurgie européenne est important. La réduction des effectifs au cours des années précédentes a déjà été considérable. On estime à Bruxelles qu'au cours des deux années à venir, entre quatre-vingt-dix mille et cent mille emplois devront encore être supprimés : entre vingt et vingt-cinq mille en France, neuf à dix mille en Belgique, environ vingt-cinq mille en Italie et autant en RFA, quatre mille cinq cents au Luxembourg, deux mille aux Pays-Bas et le reste au Royaume-Uni en fonction des décisions qui y restent à prendre.

● FRANCE. - Les choix du gouvernement français sont, répétés, approuvés à Bruxelles, où l'on considère que la surcapacité de l'outil de production par rapport à la demande est une évidence et que l'objectif d'une production de vingt-quatre millions de tonnes

d'acier, initialement retenu par les pouvoirs publics, était parfaitement irréaliste. L'hypothèse d'un certain isolement du marché français, afin de limiter les importations en provenance des autres États membres, était jugée utopiste. On fait remarquer au passage que le système de contingentement obligatoire de la production appliqué depuis 1980, qui a empêché une concurrence sauvage au sein de la Communauté, devient particulièrement favorable à la France, au moment où la reprise s'accroît chez plusieurs de ses voisins. Le système des quotas permet ainsi aux entreprises françaises de bénéficier de la progression de la demande en RFA : s'il n'existait pas, cette demande revivifiée se dirigerait tout naturellement vers les usines allemandes. Quelle sera la viabilité des entreprises ainsi restructurées ? Celle d'Usinor ne fait aucun doute. Les commentateurs sont plus prudents s'agissant de Sacilor.

On refuse fermement toute conclusion négative. Mais on veut vérifier, regarder de près, évaluer aussi les effets bénéfiques des dispositions concernant la spécialisation des productions qui vont être prises par Usinor et Sacilor, ainsi que ceux pouvant résulter de la mise en commun de la mise en commercialisation. Il y a cependant des évidences : la Lorraine a des handicaps ; une sidérurgie intérieure est toujours moins à l'aise qu'une sidérurgie du littoral. Bref, l'examen de la viabilité du nouvel ensemble Sacilor, tel qu'il résulterait du programme adopté, apparaît malheureusement comme une affaire à suivre.

● ITALIE. - Ce n'est pas la seule, tant s'en faut. Les experts bruxellois n'ont pas encore en main le plan italien. La Commission avait demandé une réduction de capacité de 5,8 millions de tonnes, dont 1 million de tonnes pour l'industrie privée et 4,8 millions de tonnes pour la sidérurgie publique. Le gouvernement s'engage à imposer une réduction de 2 millions de tonnes de la productivité privée et de 3,8 millions de tonnes de celle de l'industrie publique. Cette dernière impliquerait la fermeture du train à larges bandes de Cornigliano, près de Gênes. La Commission veut acquiescer à la certitude que la réduction de capacité des 2 millions de tonnes de la sidérurgie privée sera effective. Celle aussi que le train à larges bandes de Bagnoli, près de Naples, sera ouvert comme prévu, avec une capacité de production limitée à 1 million de tonnes. Ce n'est pas évident, puisque Bagnoli a été conçu (c'est un outil qui n'a jamais démarré) pour une capacité de production de 2 millions de tonnes. Les réductions imposées à l'industrie sont considérables, de l'ordre de 23 % à 24 %. Le problème de viabilité de l'entreprise publique italienne, malgré l'ampleur de l'opération chirurgicale, reste posé.

● GRANDE-BRETAGNE. - Le cas britannique est hautement sensible. La Commission avait demandé une réduction de capacité de 4,5 millions de tonnes. Les sidérurgistes britanniques ont réduit leur production de 4 250 000 tonnes. Restent un écart de 250 000 tonnes, à trouver, et le problème de la viabilité de British Steel, compte tenu de

taux d'utilisation de ses installations. Tout le monde est d'accord, l'entreprise, les pouvoirs publics, la Commission : la sidérurgie britannique compte encore un train à large bande en trop. Il est nécessaire de fermer l'un des quatre existants. Mais fermer un train signifie en l'occurrence fermer un site, et cela, soit en Ecosse, soit au Pays de Galles, deux régions déjà affectées par la mutation industrielle. M. Thatcher, une fois n'est pas coutume, hésite. C'est dire la gravité de l'affaire. Cette surcapacité étant très coûteuse, on s'attend à Bruxelles que la décision, pour douloureuse qu'elle soit, intervienne avant l'été.

● BELGIQUE. - Le programme belge est en cours de vérification, mais le préjugé quant à la viabilité de Cockerill Sambre, la grande entreprise wallonne restructurée, semble très favorable. Les Belges et les Luxembourgeois se sont restructurés de compagnie en suivant les recommandations des plans de M. Gandolfi, l'ancien PDG de Sacilor, choisi comme consultant par les deux pays. Le taux de fermeture au Luxembourg atteindra 25 %, plus que ce qui était demandé, l'Arbed « prêtant » à la Belgique une partie de ses quotas, c'est-à-dire de ses droits à produire. Le groupe grand-ducal se concentrant sur les produits longs, Cockerill Sambre héritera des produits plats. La réduction de capacité opérée par la Belgique portera principalement sur les produits longs, ce qui se traduit par la condamnation, sur le site de Seraing, près de Liège, d'abord de

Valeil, un train à fil qui a à peine dix ans, puis plus tard de l'acierie.

● PAYS-BAS. - Le plan néerlandais est jugé exemplaire. Hoogovens, l'une des entreprises les plus performantes de la Communauté, une de celles qui prévoient le moins d'aides publiques, fermant un train à larges bandes sur deux, si bien que la réduction de capacité aux Pays-Bas sera sensiblement supérieure à ce qui était réclamé par la Commission : 1,3 millions de tonnes au lieu de 900 000 tonnes.

● RFA. - L'Allemagne de l'Ouest diminuera ses capacités de 7 millions de tonnes (la société Klockner comprise), conformément à ce qui était demandé. Les experts bruxellois vérifient actuellement la viabilité des entreprises allemandes après restructuration. Le travail a déjà été fait pour Hoesch et Thyssen : la réponse est positive. Le programme allemand ne prévoit pas la fermeture d'un train à large bande, contrairement à ce qu'avaient proposé les « modérateurs » désignés par le gouvernement fédéral pour conseiller comment opérer la restructuration. Il subsistera donc outre-Rhin une surcapacité de production. Mais la Commission devra s'en accommoder.

si, comme tout porte à le croire, malgré cette surcapacité, la rentabilité des entreprises allemandes est assurée. Elle devra d'autant plus s'en accommoder que la sidérurgie allemande est peu aidée : les subventions publiques y sont inférieures à la moitié de celles accordées par le gouvernement français ! Il est conforme à la lettre et à l'esprit du code des aides que les pays qui subventionnent le moins leur industrie soient ceux qui aient le moins à réduire leurs capacités de production. Celles-ci, en Allemagne, seront diminuées de l'ordre de 13 %. En France, au Royaume-Uni, en Belgique, au Luxembourg et aux Pays-Bas, la réduction des diminutions de capacité se situera sensiblement au même niveau, soit légèrement en dessous de 20 %.

Une fois cette politique de restructuration menée à son terme, la sidérurgie européenne devrait se retrouver dans des eaux plus calmes. Il lui faudra cependant maintenir ses débouchés extérieurs, qui se situent entre 12 et 15 millions de tonnes de sa production. L'autre incertitude concerne l'évolution de la consommation d'acier.

PHILIPPE LEMAITRE.

## La difficile comptabilisation des emplois créés

Lorsque l'on cherche à savoir, à partir de statistiques fiables, combien d'emplois ont été supprimés sur une période donnée dans une région et combien de nouveaux postes de travail y sont escomptés, on plonge dans la bouteille à l'encre. La réponse est encore plus difficile à chercher, lorsque, de façon plus fine, on veut entrer dans le détail des zones les plus touchées par le chômage, apparemment ou véritablement. La tâche est quasiment impossible si l'on prétend connaître - et pourrir les contributeurs - le droit de savoir - de quelles aides (et la panoplie est abondante) ont bénéficié les industriels qui installent de nouvelles usines.

La DATAR (1), qui, au niveau national, centralise les informations et les procédures, vient d'indiquer que, de juillet 1982 à la fin décembre 1983, la création de quelque 7 100 emplois, en Lorraine, a fait l'objet de procédures d'aides et de primes de la part de l'Etat, de la région ou des sociétés de conversion, filiales des groupes sidérurgiques Sacilor et Usinor. Mais la création de ces emplois s'étale sur trois ans, ce qui rend délicat l'ajustement quantitatif entre les emplois périmés et supprimés et les emplois modernes créés. De plus, on ajoute les emplois vraiment nouveaux et les emplois maintenus, grâce à la reprise d'une entreprise défaillante par une autre.

Sur ce total de 7 100, 4 710 emplois ont bénéficié d'une prime d'aménagement du territoire (PAT), attribuée soit par l'Etat, soit par le président du conseil régional, prime qui peut atteindre au maximum 25 % du montant total de l'investissement ou 50 000 francs par emploi. Ces plafonds d'aide qui ont été instaurés pour ne pas déroger aux règles de la CEE (et la Commission de Bruxelles est attentive à toute distorsion de concurrence) sont dans la pratique fréquemment dépassés, le dispositif français des aides régionales (sans être aussi avantageux que le système irlandais) permettant, par sa complexité, de jouer sur plusieurs leviers, officiels ou occultes.

La DATAR indique en outre que, sur ce total de 7 100 emplois (dont 520 relevant du secteur tertiaire et 793 imputables aux sociétés de conversion Soldeco et Sodilor), il faut en compter 1 120 qui sont déjà décidés par des groupes nationalisés tels OGE-Alstom et Thomson mais qui n'ont pas encore bénéficié d'une prime d'aménagement du territoire ou qui n'ont pas encore fait la demande.

La reconversion industrielle de la Lorraine est une tâche considérable par les problèmes d'échelle qu'elle pose. Les emplois supprimés se comptabilisent par centaines, voire de milliers et les emplois créés par dizaines, au mieux par quelques centaines. L'ère des grandes implantations est révolue. Une de nos dernières « bonnes affaires » est l'annonce d'une implantation de Thomson à Longwy pour des magnétoscopes, avec 300 emplois à la clé, nous a déclaré M. Jacques Gory, commissaire à l'industrialisation de la Lorraine.

Le stock d'emplois nouveaux disponibles est très faible. Nous devons faire chaque jour un travail de fourmi auprès des entreprises qui nourrissent des projets. Outre le bassin de Longwy, le point le plus chaud est la vallée de l'Orne avec les installations de Sacilor. En

amont et en aval de Gaudrange, ce sont 10 000 emplois qui sont menacés par une sorte de jeu de dominos.

M. Gory ajoute : « Il faut d'abord essayer de jouer à fond sur les possibilités de développement des entreprises régionales. C'est la voie la plus prometteuse mais l'ampleur des problèmes exige des décisions et des impulsions nationales, venant de Paris. Le dispositif actuel d'aides financières et de subventions est suffisamment attractif. Ce ne sont pas les aides qui manquent mais les projets de créations d'usines. »

7 sur 280

La crise de la sidérurgie pose aussi des problèmes « qualitatifs ». On ne « décrète » pas la conversion d'un métal. Ainsi, en 1983, deux cent quatre-vingt emplois de substitution ont été créés à Longwy, mais sept seulement ont été occupés par d'anciens sidérurgistes.

« Au-delà des questions purement industrielles, nous devons aussi prévoir, à moyen terme, une mutation du système salarial et social qui accorde aux ouvriers de l'acier des garanties spécifiques. Une PME de l'agro-alimentaire par exemple hésitera à engager des sidérurgistes si elle est contrainte de s'aligner peu ou prou sur le statut de la sidérurgie, et si cela doit la pénaliser au plan réglementaire, social et économique. »

Deux motifs d'optimisme, toutefois, pour le commissaire à l'industrialisation : « une très bonne entente » entre tous les services de l'Etat (ministère de l'Industrie, trésorier payeur général, commissaire de la République, ministre de la DATAR) et la conjonction de « deux éléments objectivement favorables, la situation géographique de la Lorraine au cœur du Marché commun, et une « batterie » d'aides publiques au plus haut niveau. »

FRANÇOIS GROSGRICHARD.

(1) Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

## L'évolution sur huit ans

Selon la Direction régionale de l'INSEE à Nancy, les effectifs salariés occupés dans l'industrie et le commerce en Lorraine ont chuté de 753 000 à 723 000 entre 1974 et fin 1982 (dernières statistiques connues). Dans la sidérurgie, on est passé de 79 000 à 39 000, dans les mines de fer de 9 100 à 3 300, dans le textile et l'habillement de 41 000 à 25 000, dans le bâtiment et les travaux publics de 66 800 à 53 400, dans le verre et le cristal de 5 400 à 4 500. Le secteur du bois et de l'ameublement est stable (18 600). L'extraction du charbon est en hausse (de 22 200 à 23 200).

Les branches où des emplois ont été créés sont les télécommunications et les postes (de 11 700 à 15 100), l'automobile (de 10 000 à 15 300) et, d'une façon générale, l'ensemble du secteur tertiaire (de 352 000 à 410 000).

HORS SÉRIE

# Le Monde

## VOYAGES

### 30 VILLES AUTOUR DU GLOBE

A tous ceux qui aiment voyager les yeux ouverts, le Monde propose de découvrir ou de redécouvrir trente villes, trente capitales, parmi les plus belles, les plus riches, les plus anciennes ou les plus nouvelles.

Trente villes autour du globe que l'on croit connaître, mais dont le Monde, ses journalistes spécialisés, ses correspondants à l'étranger, voudraient donner une image plus complète, plus actuelle. Au-delà des clichés, la réalité.

Ces villes-étapes peuvent être aussi des bases de départ pour aller à la rencontre du pays qui les entoure. Pour chacune est suggérée une excursion hors les murs.

Dernière question, qui n'est pas la moins souvent posée : comment atteindre au meilleur prix ces villes parfois lointaines ? Nous avons passé au crible les catalogues des transporteurs et des agents de voyage et donnons notre choix.



EN VENTE  
CHEZ LES MARCHANDS  
DE JOURNAUX 32 F - ET AU MONDE

POUR  
UG  
FOS

ne usine ultra

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

ne-Acière regroupe  
fos un ensemble  
utis très performants

مكتبة العالم



# Pourquoi fermer UGINE-ACIERS FOS-SUR-MER ?

*Une usine ultra-performante sur le marché mondial de l'acier*

**Ugine-Aciers regroupe sur le site de Fos un ensemble unique d'outils très performants :**

- Un four électrique qui rivalise avec les meilleurs au niveau mondial ;
- Une unité de dégazage de l'acier liquide de très haut niveau ;
- Le laminoir à barres le plus puissant de France : l'égal des Japonais ;
- Une installation de flammage automatique unique sur le plan national ;
- Un train à fils spécialement conçu pour les aciers alliés ;
- Une tréfilerie complète pour des spécialités difficiles.

**La compétitivité de ses produits fait de ce site industriel un leader mondial de l'acier.**

- Une production de plus de 180 000 tonnes destinée :
  - Pour un tiers à la consommation nationale ;
  - Un tiers à la Communauté européenne ;
  - Un tiers à la grande exportation.
- 600 millions de francs de chiffre d'affaires en 1983, dont plus de la moitié à l'exportation.

- Un plan de charge 1984 qui dépasse toutes les prévisions.

**Le savoir-faire de son personnel permet à Ugine-Aciers Fos d'être le seul spécialiste français des aciers pour roulements à billes.**

- 1 250 personnes hautement spécialisées avec une expérience déterminante de l'acier à roulements (95 % de la production française).
- Une renommée mondiale dans le domaine du traitement de l'acier et notamment dans la pratique du laminage.

**Construite il y a à peine dix ans, dernière-née des aciéries françaises, c'est une usine d'avenir.**

- Une pratique très poussée de l'automatisation et de l'informatisation.
- Des options techniques de développement qui répondent aux exigences du marché de l'acier des prochaines décennies.
- Des possibilités de création sur place d'unités de transformation de la production.

**Le plan acier fera-t-il disparaître cet outil leader de l'économie régionale en Provence - Alpes - Côte d'Azur ?**

**Fermer Ugine-Aciers à Fos-sur-Mer, cela veut dire :**

- Augmenter de 400 millions de francs le déficit de la balance commerciale ;
- Priver notre pays de l'unité d'élaboration des aciers spéciaux la plus récente ;
- Abandonner la production des aciers à roulements ;
- Compromettre à moyen terme l'emploi dans les entreprises de cette filière ;
- Annoncer le déclin de la zone industrielle portuaire de Fos-sur-Mer ;
- Entraîner le gaspillage inutile d'un outil d'une valeur de 4 milliards de francs ;
- Faire disparaître à terme près de deux mille emplois dans une région déjà très fortement touchée par le chômage.

## L'Intersyndicale de l'usine de Fos

*Intersyndicale Ugine-Aciers  
BP 30, 13771 Fos-sur-Mer*



## AMÉRIQUES

## DIPLOMATIE

### Brésil Les Indiens sur le pied de guerre... à Brasilia

Brasilia (AFP). — Plus de trois cents chefs indiens sont réunis à Brasilia pour le deuxième Rencontre nationale des nations indiennes. Ils réclament la démission du président de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), organisme chargé de la « protection » des tribus.

A 800 km de la capitale, dans la réserve du Xingu (Mato Grosso), le chef de la tribu Tucumã, Rani, la lèvre inférieure écorchée par un large plateau, a réuni ses guerriers pour exiger, les armes à la main, une bande de terre de 60 km de long et de 15 km de large le long du fleuve Xingu, l'un des affluents de l'Amazonie. Il a fait bloquer une route nationale et confisqué un bac. Toutes les négociations tentées jusqu'ici n'ont pas abouti. En 1980, la tribu de Rani avait tué onze travailleurs agricoles qui avaient envahi sa réserve.

A Brasilia, les discours des chefs indiens sont durs et parfois violents. Certains caciques portent leur coiffure de guerre et ont peint leur visage. Dans les couloirs du Congrès, ils gardent arc et flèches à la main.

### Etats-Unis Succès de M. Mondale à New-York

(Suite de la première page.)

Il y a d'ailleurs fait campagne pendant cinquante-trois jours, alors que M. Hart n'avait passé que dix-sept jours dans l'Etat.

D'autre part, à la différence de l'Illinois, les électeurs indépendants et républicains ne sont pas autorisés à voter dans la « primaire » démocrate. Cette règle a évidemment favorisé le sénateur du Colorado, qui tire justement sa force de cette catégorie d'électeurs. Enfin, un certain nombre de maladroites et de gaffes commises par les jeunes responsables de sa campagne, ont sensiblement gêné M. Hart, qui, à plusieurs reprises, a dû réfuter les déclarations inexactes de son entourage et parfois même corriger ses propres erreurs. Mais surtout la « nouveauté » des idées et des arguments du sénateur, s'est affirmée au fur et à mesure que la campagne progressait.

Les fautes de M. Hart ne suffisent pas à expliquer le succès de M. Walter Mondale qui recueille les fruits de sa persévérance et de son application. Les premières analyses de scrutin indiquent, en effet, qu'il a emporté auprès de toutes les catégories d'électeurs, sans considération d'âge, démontrant sa popularité aussi bien chez les « yupies » (les jeunes professionnels des villes), que chez les syndiqués. Enfin, la majorité de l'électorat juif, particulièrement important à New-York, l'a soutenu.

Le pasteur Jackson a fait un score exceptionnel auprès de l'électorat noir et a aussi progressé chez les hispanophones. Néanmoins, sa coalition, dite « de l'arc-en-ciel », qui veut réunir les minorités ethniques et les catégories les plus défavorisées de l'électorat, tout en prenant une certaine consistance, ne saurait encore avoir un impact important sur la vie publique. A moins que M. Mondale ne l'emporte par K.O. en Pennsylvanie et dans l'Ohio, M. Jackson pourrait être appelé à jouer un rôle important à la Convention en négociant ses délégués avec l'un ou l'autre des candidats.

HENRI PIERRE.

Les ventes d'armes au Pakistan. — La commission des affaires étrangères du Sénat a retiré, mardi 3 avril, un amendement visant à interdire toute vente d'armes américaines au Pakistan si le président Reagan ne pouvait certifier que ce pays n'était pas en train de fabriquer une bombe atomique. Elle a proposé à la place un amendement demandant au président de certifier que « le Pakistan ne possède pas de bombe nucléaire et que le programme d'aide militaire américaine réduira de manière significative le risque que le Pakistan entre en possession d'une bombe nucléaire ». — (AFP.)

### La torture au pouvoir

(Suite de la première page.)

S'il est prouvé que la torture attise des esprits dérangés, elle n'est véritablement un « fléau » que parce qu'elle est un « instrument de pouvoir ». Pour un grand nombre de gouvernements du tiers-monde, du camp socialiste et parfois même, on a la tristesse de le lire dans le rapport d'Amnesty, dans quelques pays occidentaux, elle est « l'un des rouages d'une machine contrôlée par l'Etat et destinée à éliminer la dissidence ». Aussi constate-t-on que l'on procède ici et là à une sélection et à une formation méthodique des bourreaux. C'est dire combien il importe de ne laisser aucune chance à une argumentation parfois entendue : la torture se justifierait par l'obligation où seraient les autorités de combattre des terroristes mettant en péril l'Etat, garant de la société civile et protecteur des vies innocentes. Car une machine aussi bien formée à torturer ne s'encombre généralement pas de détails : le rapport d'Amnesty rappelle opportunément que lorsque les bourreaux sont au travail ils broient pile-mêle guérilleros endurcis et passants malchanceux, puis, comme en Uruguay, continuent sur leur lancée une fois achevée l'éradication de la subversion. « L'usage de la torture sera presque inévitablement étendu à une partie de plus en plus large du corps politique et civil ».

Un peu plus de la moitié du rapport est consacrée à l'étude des institutions nationales. Environ cent pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, orientale et occidentale, du Proche-Orient et d'Afrique du Nord sont, ainsi, passés en revue. On ne saurait tous les citer ! Et sans doute ne le doit-on pas : car il y aurait grand risque de mettre sur le même banc d'accusation des Etats où tel cas isolé de torture est aussitôt connu en raison de la transparence du système politique, et d'autres où la torture, pour tout dire, n'est l'objet que d'une publicité tardive et fragmentaire en raison de l'existence d'une opinion publique organisée. Le rapport d'Amnesty laisse à chacun le soin de faire la part des choses. Provisions de même écart attendu qu'il ne saurait y avoir, au cas par cas, de tortionnaires plus défendables qu'un autre ni de victimes moins dignes de compassion.

JEAN-PIERRE CLERC.

Un entretien de M. Chrysos avec une délégation du Congrès juif mondial. — Le ministre des relations extérieures a informé mardi 3 avril une délégation du Congrès juif mondial (CJM) composée de représentants des communautés des pays de la CEE des « efforts déployés par les pays européens » pour inciter l'Espagne à établir des relations diplomatiques avec Israël. Evénement d'autre part l'établissement d'une réglementation communautaire face aux effets du boycott arabe contre des entreprises des pays membres de la CEE, le ministre, ajoute le communiqué du CJM, s'est déclaré « favorable à la mise en place de directives visant à harmoniser les législations anti-boycotts déjà adoptées par quatre pays européens : la France, la Hollande, la Belgique et le Luxembourg, dans le cadre des dispositions prévues par le traité de Rome ».

M. Dumas devant la commission des affaires étrangères. — Le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a été entendu, mardi 3 avril, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Selon le président de la commission, M. Claude Estier, il s'est montré optimiste sur les chances de parvenir à un accord lors du prochain sommet européen, en juin à Fontainebleau. La commission a, par ailleurs, renouvelé son bureau et accueilli M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée.

Accord franco-portugais. — Un accord, conclu mardi 3 avril, a prolongé pour une durée de douze ans la location par la France de la station de télécommunications de l'archipel des Açores pour un montant annuel de 500 millions d'escudos (1 escudo vaut environ 6 centimes français). La France, qui loue cette station au Portugal depuis 1964, l'utilise pour vérifier la trajectoire des engins balistiques qu'elle tire depuis les Landes. — (AFP.)

## EUROPE

### Chili Déclarée « persona non grata »

#### M. LE GRAND, VICE-CONSUL DE FRANCE, EST EN INSTANCE DE DÉPART

Le ministre chilien des affaires étrangères, M. Jaime del Valle, a annoncé, le mardi 3 avril, que M. Yvonne Le Grand, vice-consul de France à Santiago, quitterait le Chili samedi. La veille, le gouvernement du général Pinochet avait déclaré « persona non grata » le diplomate français, à la suite de la publication dans le *Figaro-Magazine*, huit jours plus tôt, de photographies de télégrammes de M. Le Grand avait aidé des membres du MIR (Mouvement de gauche révolutionnaire) à quitter le Chili pour fuir la détention et les tortures dont ils étaient menacés.

M. del Valle a indiqué que le départ de M. Le Grand lui avait été annoncé par l'ambassadeur de France, M. Léon Bouvier. Les informations publiées à Paris ont donné lieu à une campagne de presse à Santiago contre la diplomatie. Lundi, une trentaine de personnes, venues des quartiers élégants de la capitale, ont manifesté devant l'ambassade de France, criant des slogans hostiles à la France, à son gouvernement et à M. Le Grand.

Au Quai d'Orsay, on affirme que la mesure frappant M. Le Grand est « injuste », car le diplomate s'était « acquitté de ses fonctions », mais on ajoute qu'elle avait, de toute façon, terminé son séjour de trois ans dans la capitale chilienne, et qu'elle était en instance de départ.

### Argentine LA PREMIÈRE JUNTE MILITAIRE POURSUIVIE POUR « RÉBELLION »

Buenos-Aires (AFP). — Les trois membres de la junte militaire qui, en mars 1976, a renversé le gouvernement constitutionnel de M. Isabel Peron, seront poursuivis pour « délit de rébellion ». Ainsi en a décidé la justice fédérale argentine, selon des informations de source judiciaire données le mardi 3 avril. Les poursuites visent le général Jorge Videla, l'amiral Emilio Massera et le général d'aviation Orlando Agosti. Les trois hommes risquent une peine maximum de dix ans de prison.

Cette procédure s'ajoute à celle engagée par le tribunal suprême des forces armées contre les membres des trois junte militaires qui se sont succédé à Buenos-Aires et qui sont poursuivis pour violations des droits de l'homme et usurpation de pouvoir. Quatre ont déjà été mis aux arrêts de rigueur : l'amiral Massera pour dissimulation de preuves dans l'enquête sur la disparition d'un industriel argentin, les généraux Galtieri et Lami Dozo, ainsi que l'amiral Anaya pour leurs responsabilités dans la guerre des Malouines.

D'autre part, le général en retraite Suarez Mason a été cité à comparaître devant le conseil suprême des forces armées, pour violations des droits de l'homme du temps où il commandait le premier corps d'armée (basé près de la capitale), de 1976 à 1979.

### RFA Les Verts remercient les dirigeants de leur groupe parlementaire

Correspondance

Bonn. — Un an après leur entrée au Bundestag, les Verts ont, mardi 3 avril, deux de leurs vedettes, M. Petra Kelly et M. Otto Schilly, à se retirer de la direction du groupe parlementaire. A la suite de la décision de M. Marion Beck-Oberdorf de ne pas se représenter dans ces conditions, une direction entièrement nouvelle a été élue. Elle est constituée exclusivement de femmes. M. Antje Vollmer, Waltraud Schoppe (députés) et Anne-Marie Borgmann (suppléante).

Cette solution traduit l'incapacité des Verts à résoudre le conflit que se livrent depuis des mois « fondamentalistes » et « réformistes » sous couvert du respect du principe de rotation. Dès le début de la réunion du groupe parlementaire qui s'est prolongée tard dans la nuit, il était clair en effet qu'aucun des deux camps ne pouvait l'emporter. Faute de mieux, on s'est donc contenté d'un pied de nez. Accusé par ses adversaires de vouloir régir le groupe parlementaire comme une « chancellerie » et

de trop flirter avec le parti social-démocrate, M. Schilly avait finalement renoncé à maintenir sa candidature.

Depuis des mois, les Verts sont divisés aussi bien au niveau régional que national sur la manière de concevoir leur travail au sein des différentes Assemblées où ils sont représentés. Au Bade-Wurtemberg, les Verts locaux s'étaient payés le luxe, avant l'élection régionale du 25 mars dernier, de renvoyer leurs principaux dirigeants dans leurs foyers. Démocratie oblige. Ce qui ne les avait pas empêchés, il est vrai, de passer de 5 % à 8 % des voix.

A Bonn toutefois, les dirigeants déçus restent membres du groupe parlementaire et continueront d'y jouer, personne n'en doute, un rôle de premier plan : plutôt que de choisir, comme le général Bastian, un affrontement inutile, tout semble indiquer qu'ils ont préféré s'incliner pour le moment en attendant la revanche.

H. de B.

### Pologne M. ANNA WALENTYNOWICZ RISQUE TROIS ANS DE PRISON

Varsovie (AFP). — M. Anna Walentynowicz, cinquante-cinq ans, l'une des premières camarades de lutte de M. Lech Walesa à Gdansk, devait comparaître, ce mercredi 4 avril, devant le tribunal de Katowice pour avoir tenté d'apposer une plaque à la mémoire des mineurs tués par la milice trois jours après l'instauration de l'état de siège en décembre 1981.

Aux côtés de M. Walentynowicz comparaitront M. Kazimierz Switon, cinquante-trois ans, fondateur des syndicats libres en Pologne, et M. Ewa Tomaszewska, une psychologue âgée d'une trentaine d'années. Tous trois sont passibles de trois ans de prison pour « organisation d'une protestation illégale de nature à semer le trouble ». M. Switon accusé, en outre, de « brutalités sur la personne de huit militaires » encourt une peine de huit ans.

M. Walentynowicz a déjà été condamnée à quinze mois de prison avec sursis en mars 1983 pour avoir, selon les autorités, participé à l'organisation d'une grève aux chantiers navals de Gdansk au lendemain de l'instauration de l'état de siège. Le procès, prévu pour trois jours, pourrait toutefois être reporté dès son ouverture, les trois accusés étant malades.

D'autre part, un militant de l'opposition à Czesochowa, M. Zbigniew Muchowicz (trente ans), a été condamné, mardi, à deux ans de prison ferme pour avoir organisé, sous l'état de siège, « des structures clandestines illégales » et appelé à des « grèves et manifestations de rue », a annoncé l'agence officielle PAP.

### Italie Le parquet de Milan demande une nouvelle enquête sur Mgr Marcinkus

De notre correspondant

Rome. — Un nouveau contentieux risque de s'ouvrir entre l'ICER (l'institut pour les œuvres de religion, la banque du Saint-Siège) et la magistrature italienne. Le parquet de Milan a, en effet, à la fin de la semaine dernière, trois communications judiciaires à l'encontre de Mgr Paul Marcinkus, président de l'ICER et de deux autres dirigeants de cette banque, MM. Luigi Mennini et Pellegrino De Siroel.

Déjà, en 1982, les dirigeants de la banque vaticane avaient fait l'objet de la même procédure à propos de leurs éventuelles responsabilités dans la faillite frauduleuse du Banco Ambrosiano de Roberto Calvi. Mais le Saint-Siège avait refusé d'en prendre connaissance, estimant que les documents n'avaient pas été communiqués par la voie diplomatique.

Ces nouvelles communications judiciaires se réfèrent à une affaire financière remontant à 1972. L'ICOR avait consenti à l'Ital Mobilitare, holding financier du groupe industriel de M. Carlo Pesenti, un prêt de 50 milliards de lire (250 millions de francs).

Au cours d'une assemblée des actionnaires de l'Ital Mobilitare, le 30 juillet 1979, M. Pesenti annonça que la société devait rembourser à un institut bancaire, dont il refusait de dire le nom, 160 milliards de lire. Le prêt de 1972 avait été indexé sur le franc suisse. En outre, il n'y avait pas trace de ce prêt dans les bilans de la société.

L'un des actionnaires, M. Inzana, décida de porter plainte. Selon ses avocats, l'indexation sur le franc suisse n'était pas prévue dans le contrat original, cette clause ayant été rajoutée ultérieurement. Pour-

### Grèce NOUVEL ATTENTAT CONTRE UN RESSORTISSANT AMÉRICAIN

Athènes (AFP, AP). — Un sous-officier de l'armée de l'air américaine, M. Robert Judd, a été blessé de deux coups de feu, mardi 3 avril, près de la base américaine d'Hellenikon (sud-est d'Athènes), a indiqué un porte-parole de l'ambassade américaine en Grèce, qui a précisé que les jours de M. Judd n'étaient pas en danger.

Selon la police, deux inconnus à moto ont tiré à cinq reprises sur la voiture du sous-officier américain, qui était arrêté à un feu rouge.

L'attentat, qui n'avait pas été revendiqué, intervient après une visite de deux jours en Grèce du secrétaire américain à la défense, M. Casper Weinberger.

C'est le deuxième attentat contre un étranger en moins d'une semaine. Le 28 mars, un diplomate britannique avait été tué dans le centre de la capitale. L'organisation révolutionnaire des musulmans socialistes avait revendiqué l'attentat. En novembre dernier, un diplomate américain, le capitaine de vaisseau George Tsantes, avait été abattu à Athènes par deux inconnus à moto, appartenant à un groupe extrémiste grec.

H. de B.

qu'il M. Pesenti avait-il accepté des conditions aussi défavorables pour un prêt, et pourquoi avoir attendu sept ans pour le rembourser ? Quelle était la destination réelle des 160 milliards de lire ? Toutes ces questions ont incité la magistrature à entendre les dirigeants de la banque vaticane.

(Interim.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Afghanistan

LE PAKISTAN ET LES NÉGOCIATIONS. — Interrogé sur les chances de succès de la nouvelle navette diplomatique entre Téhéran, Kaboul et Islamabad

que le représentant de l'ONU sur la question afghane, M. Diego Cordovez, entreprend cette semaine, le général Zia a déclaré le 2 avril que cette mission « a de raisonnables chances de succès ». Cependant, selon les sources proches du représentant de l'ONU, aucun élément nouveau ne permet d'espérer un prochain déblocage de la question afghane. Le général Zia a d'autre part exclu toute négociation directe avec Kaboul. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS  
M. LESLIE KLEIN, trentenaire, un Canadien d'origine tchécoslovaque, a été arrêté lundi 2 avril à Miami (Floride). Il est accusé, avec six autres personnes,

d'avoir expédié des ordinateurs et divers accessoires fabriqués par Hewlett-Packard et Digital Electronics au Canada et en Suisse, d'où ils ont été réexportés vers l'URSS. Deux Européens, MM. Dieter Enderlein, cinquante-quatre ans, et Fred Constance (RFA), et Fred Schiavo, de Kreuzlingen (Suisse), copropriétaires d'une entreprise basée en Suisse, Elmont Ag, sont impliqués dans cette affaire. — (AFP.)

### Japon

MORT DE M. SONODA. — M. Susuo Sonoda, ancien ministre japonais des affaires étrangères, est mort le lundi 2 avril, à Tokyo, des suites d'une maladie rénale. Il était âgé de soixante-dix ans. — (AFP.)

**TENNIS**  
PARIS  
STAGES LONGUE DURÉE  
10-14 ans : 2 semaines, 4 mois  
15-18 ans : 3 semaines, 6 mois  
Tous les niveaux, tous les styles  
Sous la direction de M. J. L. FORTIN  
734-36-36 ACTION  
Equipe ph. DENON

مكتبة القرآن الكريم

Paris



## POLITIQUE

## LE PROJET DE LOI SUR LE FONCIER AGRICOLE

## Faut-il empêcher les grandes fermes de s'agrandir encore ?

La discussion aurait pu être tranquille, permettant même un de ces débats législatifs où chacun s'efforce simplement d'améliorer un texte, dont tout le monde accepte le principe. Après tout, en proposant son projet de loi « relatif au contrôle des structures agricoles et au statut des fermes », M. Michel Rocard ne cherchait qu'à améliorer, à rendre applicables et à simplifier les grandes lois sur le foncier agricole de 1962 et de 1980, et à combler quelques brèches apparues dans le statut que le législateur de 1946 avait donné aux fermiers (le Monde du 12 janvier).

De telles révisions étaient, d'ailleurs, souhaitées par l'ensemble de la profession ; ses principales composantes, comme le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) et la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), avaient reconnu, devant la commission de la production à l'Assemblée nationale, que le projet du ministre de l'Agriculture était « globalement positif », « équilibré ».

Si contestation il devait y avoir, M. Rocard aurait pu l'attendre de la majorité. Car on est bien loin des offices fonciers agricoles et de la suppression du métayage dont la gauche avait, un temps, rêvé ! Effectivement, lors du début de la discussion de ce projet, le mardi 3 avril à l'Assemblée nationale, quelques regrets sont apparus — à tort ou à raison — dans certaines interventions des députés de la majorité. M. Henri Prat (PS, Pyrénées-Atlantiques) : « Ce projet décevra, peut-être, certains qui attendaient plus. » M. Maurice Briand (PS, Côte-d'Or) : « Ce projet ne va pas régler l'abandon du projet relatif aux offices fonciers, mais celui-ci relève d'une logique différente et suppose des moyens financiers qu'il n'est pas possible de mobiliser en cette période de récession économique. » M. André Soury (PC, Charente) : « Lui, regrette que l'on ne profite pas de l'occasion pour « démocratiser » les SAFER. »

Pour autant, la majorité a apprécié la démarche du ministre de l'Agriculture : « Elle ne constitue pas une révolution », a dit M. Briand. « Ce n'est pas une nouvelle loi d'orientation agricole, marquant une rupture avec le passé, mais elle s'inscrit plus traditionnellement dans la continuité de l'ordre juridique existant », a souligné M. Claude Michel (PS, Eure), rapporteur de la commission de la production.

Tout juste la majorité a-t-elle souhaité que « ce texte soit un début (...), un premier pas important, qui devra être suivi de quelques autres », pour reprendre l'expression de M. Prat. M. Robert Cabé (PS, Landes) évoquant « le financement du foncier et la redéfinition des modalités d'intervention des SAFER, voire leur démocratisation ».

## « Une égratignure aux libertés »

M. Rocard avait souligné, à l'attention de l'opposition : « Toutes les intentions du projet étaient, déjà, dans vos propres textes (...). Nous ne créons aucune instance nouvelle. » Cette modération n'a pourtant pas été appréciée à droite, où l'on a senti, pour l'occasion, tout l'éventail des accusations les plus graves. M. Michel Colinat (RPR, Ille-et-Vilaine) : « Ce texte inflige une nouvelle égratignure à ce bien précieux qu'est la liberté. » M. Pierre Micaux (UDF, Aube) : « Les commissions cantonales (qui seront consultées sur les opérations de cumul soumises à la commission départementale) ne tarderont pas à folâtrer avec les offices fonciers (...). Ce texte s'en prend à la propriété et au droit de propriété. » M. Jean-Louis Gossault (RPR, Finistère) : « La dérogation prime sur le réalisme. » M. Jean Pricol (UDF, Haute-Loire) : « Les commissions cantonales ne vont-elles pas devenir des soviets fonciers ? » La modération de M. René André (UDF, Orne) : « Je ne dirais pas que ce texte atteigne aux libertés, ce

serait excessif ; mon reproche est qu'il est adapté aux nécessités actuelles et à venir de l'agriculture » — paraissait presque incongrue.

En fait, l'opposition ne pouvait pas dire qu'elle refusait tout contrôle des agrandissements d'exploitations agricoles — contrôlé mis en place par elle-même quand elle était la majorité — mais elle n'en acceptait plus le principe maintenant que, du bout des lèvres, et, tout au long de la discussion des articles, elle s'est efforcée de limiter ce contrôle et, en tout cas, de maintenir les exceptions qu'elle avait introduites en 1980 et que l'actuel projet veut supprimer. M. Colinat, qui fut ministre de l'Agriculture, en a clairement expliqué les raisons : « Les dispositions de la politique des structures revêtent un caractère temporaire et doivent disparaître lorsque l'ensemble des fermes françaises auront atteint leur point d'équilibre. » Or, d'après lui, cela n'est pas encore le cas dans dix-sept départements. Et, comme il convient d'accroître la compétitivité des exploitations, il faut les laisser s'agrandir librement.

La majorité est en total désaccord avec cette analyse. M. Michel expliquant qu'il faut, au contraire, lutter contre la tendance naturelle à l'agrandissement des fermes et à la diminution du nombre d'agriculteurs. M. Rocard a justifié ce choix : « Dans la situation actuelle de l'emploi et des marchés, la recherche d'une meilleure productivité ne peut pas passer systématiquement par la croissance des unités de production. Il n'est pas possible, aujourd'hui, de laisser certaines exploitations concurrencer à leur profit des moyennes supplémentaires, des unités qui ont des conditions de production et des niveaux de revenus satisfaisants. C'est économiquement inefficace et socialement injustifiable. » Il s'agit donc, pour lui, d'aider les petites et moyennes exploitations à s'agrandir, mais d'empêcher les plus importantes de le faire.

Ce sont bien deux conceptions de la politique agricole qui s'affrontent. THIERRY BRÉHER.

## M. MARCHAIS, LE CONSEIL D'ÉTAT ET DAMMARIE-LES-LYS

Répondant, le 2 avril, à « L'heure de vérité » d'Antenne 2, à une question relative à la fraude électorale, M. Georges Marchais avait mis en doute le sérieux de certaines décisions d'annulation du Conseil d'État consécutives aux dernières élections municipales. Prenant comme exemple la commune de Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), le secrétaire général du PCF a notamment reproché à la haute juridiction administrative d'avoir déclaré élus huit conseillers socialistes en lieu et place de quatre représentants du PS et de quatre représentants du PC élus au second tour de scrutin, le 13 mars 1983.

Le Conseil d'État a dans cette ville invalidé l'élection de M. Jean-Claude Mignon (RPR), tête de la liste d'opposition, qui n'était ni électeur de la commune ni inscrit au rôle des contributions directes, n'était pas éligible. Il a, en revanche, validé l'élection de ses vingt-quatre collègues et proclamé élus, pour le remplacer, la candidate qui figurait à la vingt-sixième place sur la liste d'opposition.

Mais, s'agissant de la proclamation des huit élus de la majorité, le Conseil d'État a commis une erreur qu'il s'explique par le fait que si la gauche était unie pour le second tour, le PS et le PC avaient présenté chacun une liste au premier. Et le Conseil d'État a déclaré élus les huit premiers candidats de la liste socialiste du premier tour, au lieu des huit premiers candidats de la liste d'union du second tour. Cette erreur matérielle va être rectifiée incessamment, et l'élection des quatre conseillers communistes définitivement validée. M. Marchais devra chercher un autre exemple.

(Le 13 mars 1983, la liste d'opposition conduite par M. Mignon, élu général, avait obtenu 3 875 voix (51,95 % des suffrages) et vingt-cinq élus ; la liste d'union de la gauche, conduite par M. Hénault (PS), 3 583 voix (48,04 %) et huit élus. Au premier tour, la liste d'opposition avait recueilli 3 487 voix (48,40 %), mais le PS, 1 945 (26,41 %) et le PC, conduit par M. Prat, 1 814 (25,18 %). Le tribunal administratif de Versailles avait, en première instance, conclu à l'annulation des scrutins.)

## Propos et débats

## M. Mermaz : maintenir la trajectoire

M. Louis Mermaz, commentant l'intervention de M. Marchais à la télévision, a déclaré mardi 3 avril : « Je n'ai pas, les socialistes n'ont pas, la même analyse que lui, mais il n'a pas manqué, dans l'expression, de sincérité. » Le président de l'Assemblée nationale a souhaité que « l'unité et la cohésion de la majorité l'emportent », se plaignant de souligner que M. Marchais avait fait part de son accord avec la politique étrangère menée par le gouvernement et qu'il avait reconnu qu'il y avait eu des changements. Il a ajouté : « L'union de la gauche est un mouvement de grande ampleur, il ne faut pas le juger sur un instantané, mais il faut maintenir la trajectoire. On se penchera des dissonances mais elles ne mettent pas en cause la stratégie globale. Il faut toutefois éviter que ces dissonances s'entendent plus que les accords. »

## M. Létard (PR) :

## trois conditions pour gagner

M. François Létard qui avait récemment déclaré de « se mettre en place » et d'observer « un silence radio total » (le Monde du 31 mars) a cependant déclaré mardi après-midi à Lyon, après avoir rencontré le maire de la ville, M. Françoise Collomb : « Mis à part les élections européennes dont nous parlerons au cours du comité directeur (du PR) le 7 avril au Sénat, et qui sont iniques à l'égard de Lyon qui ne sera pas représentée comme elle devrait l'être, je pense que l'opposition fait bien son travail. » Selon le secrétaire général du PR, « l'opposition doit remplir trois conditions pour remporter une vraie victoire en 1986 : l'UDF doit être aussi forte que le RPR ; il doit y avoir entre ces deux formations un pacte pour établir des rapports loyaux qui ont fait défaut en 1981. Enfin, il faut établir la démocratie dans les partis. »

M. Létard a précisé que le PR ne pouvait souhaiter « la victoire illusoire d'une opposition à bout de souffle sur un pouvoir discrédité ». Il a annoncé qu'il proposerait dans le courant de l'année une réforme de l'UDF afin que le CDS, les radicaux et le PR ne constituent pas seulement une coalition mais deviennent un grand parti fédéral. « Si cela n'est pas réalisé, le PR quittera l'UDF », a-t-il précisé.

## M. Labbé (RPR) : un désaccord de façade

M. Claude Labbé, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale a déclaré mercredi 4 avril : « Le désaccord entre communistes et socialistes est tactique. C'est un désaccord de façade qui arrange les uns et les autres. Le RPR est opposé au plan de reconstruction de la sécurité qui est en fait un plan de démolition. On essaie de faire croire que nos menues légères sorte des décisions courageuses du premier ministre et du président de la République. Mais il n'y a pas un quelconque courage à prendre des mesures qui ne font même pas face à la situation présente et qui n'avisent pas du tout l'avenir. »

## AU SÉNAT

## L'hypermarché de Montbéliard

Les sénateurs s'occupent... A l'ordre du jour de la séance publique du 3 avril : une question orale « avec débat » de M. Louis Souvet (ratt. adm. au RPR, Doubs) sur l'ouverture d'une grande surface à Montbéliard. Une question et une seule, ce qui n'a pas empêché que la séance durât quelque quarante-cinq minutes, pour prendre note, d'abord, de la demande de M. Robert Lacomme (PS, Haute-Vienne), qui souhaitait que le délai de dépôt des amendements au projet de loi relatif à l'accès à la propriété immobilière, venant en discussion le jeudi, soit repoussé au mardi 10, 12 heures, au mardi 10, 18 heures.

Ce sujet capital était suivi d'un autre, qui ne l'était pas moins : désignation de représentants de la Haute Assemblée à trois organismes extra-parlementaires. Puis vint la question qui permit à M. Souvet de dresser un tableau, pour le moins catastrophique, de la situation économique et sociale de son département. M. Souvet a observé que l'installation d'un nouvel hypermarché allait entraîner des fermetures de petits magasins.

L'opposition, majoritaire à la Haute Assemblée, ne pouvait rester muette. Un élu centriste du Maine-et-Loire, M. Jean Huchon, est intervenu pour estimer que « le commerce de détail est victime de la politique d'austérité menée par le gouvernement ». M. Michel Crépeau, ministre du commerce et de l'artisanat, a observé que l'intervention du sénateur de Doubs venait trop tard, la décision du ministre ayant été prise et l'affaire étant devant le tribunal administratif.

De leur côté, les membres de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur la presse ont entendu M. Carpentier, de la

Fédération du livre Forcés ouvriers, qui juge le projet « inutile et dangereux ». M. Jacques Piot, à la tête d'une délégation de la Fédération du livre CGT, s'est « félicité de l'élaboration d'un projet destiné à lutter contre la concentration, qui nuit au pluralisme », mais il a « regretté que ce texte ne s'applique pas à la presse quotidienne régionale, caractérisée par des situations généralement monopolistiques ». M. Piot regrette, aussi, l'absence de volet financier dans le texte du gouvernement.

## ANNE CHAUSSEBOURG.

« Des suppléments pour les conseillers généraux. » M. Gaston Daffre n'estime pas « opportune » l'institution de suppléments généraux suggérée par M. Jean-Louis Masson, député RPR de Moselle. Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation explique dans sa réponse à la question écrite du parlementaire, publiée récemment au Journal officiel, que « la justification constitutionnelle du supplément (système introduit dans la Constitution de 1958) disparaît dès lors qu'il s'agit d'administrer un département ou une commune et non de « l'exercice de la souveraineté nationale qui doit respecter la séparation des pouvoirs ». Après avoir observé que « l'institution d'un supplément peut porter atteinte à la relation privilégiée » existait entre le conseiller général et la population qu'il représente, M. Daffre ajoute : « le recours à des élections partielles en cas de vacance d'un siège de conseiller général est indubitablement la solution la plus démocratique, qui permet d'éviter de « figer » la représentation d'un canton à la date de chaque renouvellement général. »

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

## Le PSU et M. Fiszbin présentent une liste commune

Le Parti socialiste unifié (PSU) et les communistes démocrates et unitaires (CDU) ont décidé de présenter aux élections européennes une liste commune, afin d'« additionner leurs forces » pour couvrir les frais électoraux et tenter de dépasser le seuil de 5 % des suffrages exprimés nécessaire pour obtenir des sièges et être remboursés des dépenses électorales.

MM. Henri Fiszbin, président de Reconquêtes communistes, qui avait annoncé la présentation d'une liste des CDU, et Serge Depaquit, secrétaire national, porte-parole du PSU, qui avait fait de même pour son propre parti, ont indiqué, mardi 3 avril, au cours d'une conférence de presse, que les conversations qu'ils avaient engagées les 18 mars dernier avaient abouti à un accord.

La liste commune aura la particularité d'associer ses deux composantes sans les confondre, chacune conservant son autonomie. « Aucune plate-forme de compromis n'a été élaborée », a souligné M. Fiszbin. L'accord sur le point du second, commun au PSU et au CDU, d'affirmer le pluralisme de la gauche au sein de la majorité, dont les deux courants se réclament (le PSU est, lui, représenté au gouvernement par son ancien secrétaire national, M. Hugues Bouchard, secrétaire d'État chargé de l'environnement et de la qualité de la vie).

La liste commune, dont la composition doit être connue dans le cours du mois d'avril, sera conduite, à parité, par MM. Fiszbin et Depaquit. Cette égalité est marquée dans l'intitulé : liste Henri Fiszbin-Serge Depaquit, où le nom de M. Fiszbin figure en premier, tandis que M. Depaquit sera le premier candidat sur la liste.

La décision prise par le PSU et les CDU ne fait pas l'unanimité au sein du comité de soutien pour une liste de la « gauche différente », dont le PSU était partie prenante (le Monde du 10 mars). MM. Depaquit et Fiszbin ont souligné leur volonté d'ouvrir leur liste à des personnalités et à des courants qui ne se reconnaissent ni dans le PSU, ni dans les CDU (M. Simone Iff, ancienne présidente du planning familial, a déjà donné son accord) ; mais M. Guy Bès, de la Convention communiste, qui était l'un des principaux animateurs du comité « gauche différente », a condamné la démarche du PSU. Les membres du comité de soutien sont invités par M. Claude Bourdet, autre animateur de ce rassemblement, à se réunir le 6 avril, pour arrêter leur position vis-à-vis de la liste Fiszbin-Depaquit.

« Liste commune de l'UDCA et du CID-UNATI pour les élections européennes. » M. Pierre Poujade, président de l'Union de défense des commerçants et artisans, a annoncé officiellement, mardi 3 avril à Clermont-Ferrand, que son mouvement fera liste commune avec le CID-UNATI qu'anime M. Gérard Nicoud. M. Poujade a précisé qu'il occuperait sur cette liste la quatrième-unième place « afin que l'on ne croie pas que je désire prendre la vedette ». « Nicoud et moi pouvons peser un million de suffrages », a estimé le président de l'UDCA, qui espère trouver avant la fin de la campagne « un certain nombre de voix complémentaires qui nous permettront de franchir la barre des 5 % ». De ce fait, a-t-il ajouté, une élection à la proportionnelle est une chance pour nous. »

## Le PCI (trotskiste) présentera une liste « ouvrière et paysanne »

Le Parti communiste internationaliste (PCI, trotskiste) a annoncé mardi 3 avril la constitution d'une liste « ouvrière et paysanne pour une partie des travailleurs », aux prochaines élections européennes. Le PCI avait fait connaître il y a quelques semaines son intention de présenter une liste « et la majorité PS-PC ne rompt pas avec la politique de subordination aux intérêts capitalistes » (le Monde du 16 février 1984).

Au cours d'une conférence de presse, M. Marc Gansgelle, membre du comité central du PCI, a annoncé que plus de 100 000 « travailleurs » avaient signé une lettre ouverte aux dirigeants du PS et du PCF à l'initiative du PCI en relation avec les élections européennes. Le PCI a donc décidé de convoquer une « conférence nationale » qui réunira le 29 avril à Paris les délégués des signataires. Le programme et la composition de la liste seront décidés à cette occasion.

## Cette semaine dans le Monde Informatique, relevez :

## LE DEFI INFORMATIQUE

lancé aux professionnels de l'informatique par 6 leaders de l'informatique.

Répondez à leurs questions et gagnez :

1<sup>er</sup> prix : un séjour de 9 nuits pour 2 personnes à l'hôtel HAMAK SAINT-FRANÇOIS en GUADELOUPE.

2<sup>e</sup> prix : un micro-ordinateur Macintosh d'Apple.

3<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> prix : un micro-ordinateur Tandy TRS 80 modèle 100.

... ou l'un des 85 autres prix.

NE MANQUEZ PAS UN SEUL NUMERO

LE MONDE INFORMATIQUE

chez votre marchand de journaux habituel

TWA vers et à travers les USA

Paris-Boston 3.550 F\*

Liaison quotidienne de Paris CDG1 au prix le plus bas. Seul TWA dessert Boston sans escale du mercredi au dimanche.

Vous plaire nous plaît.

\*Tarif Super Apex de 14 à 60 jours.

277 210 150







# Le Monde

## ARTS ET SPECTACLES

### «BIQUEFARRE», UN FILM DE GEORGES ROUQUIER

Campagne du Rouergue, trente-sept ans après



#### Le beau miroir

L'ORSQU'AU siècle passé, Emile Zola publia *la Terre*, il fit scandale dans le monde paysan, qui se déchaîna contre le miroir qu'on lui tendait. Quand finit le vingtième siècle, le cinéaste Georges Rouquier rapporta, sur les lieux mêmes où il fut tourné, son film *Biquefarre*, et il y gagna une ovation, alors que ce qu'il montre n'est au fond guère différent de ce que, avec des mots, peignit Zola. Mais là où l'homme des Rougon-Macquart regardait la vie rurale de son oeil de citadin, donc soupçonnable bien qu'il fût bonnet, Georges Rouquier met, aujourd'hui, sa propre famille en scène.

Avant Paris, et avant New-York (qui attendra le 11 avril), c'est, en effet, le gros bourg aveyronnais de Rignac qui a eu, lundi 26 mars, dans une salle bondée, le privilège de cette « première » de *Biquefarre*, après le triomphe du festival de Venise qui, en septembre dernier, lui accorda son Grand Prix spécial du jury (*le Monde* des 1<sup>er</sup> et 10 septembre 1983).

Rignac, pour siège de cette première, ce n'était que justice. N'est-ce pas la deuxième fois, maintenant avec *Biquefarre*, jadis juste après la guerre avec *Farrabique*, que cette région, rude et vulgaire à la fois, paie son tribut au cinématographe ? Car le succès officiel de Venise en septembre dernier est venu rappeler le succès différé du premier film de Georges Rouquier, en 1945-1946, où, à paradoxe pour cette célébration du Rouergue, non aux Français mais à l'enthousiasme d'une firme de distribution américaine. Ce concours s'est doublement renouvelé, près de quarante ans après, grâce au soutien de trois universités américaines, combiné à l'appui

du Crédit agricole de l'Aveyron, cependant que, le 26 mars, l'ambassade des Etats-Unis avait dépêché à Rignac son conseiller culturel, M. Catherman.

Entre *Farrabique* et *Biquefarre*, il est passé plus que le temps d'une génération, ce temps qui compte si fort pour Georges Rouquier, qui peint comme personne, et qui s'est gardé, d'un film à l'autre, du piège de la couleur — en quoi il ne voit qu'une « précision » et non, peut-on supposer, un artifice de la beauté.

Noir et blanc ou couleur, ce sont, dans les deux cas, d'identiques acteurs qui jouent : les uns vieillies, les autres déboussés, mais tous sortis de la même souche, acteurs authentiques qui, au point faux — selon les critères ordinaires du genre — composent un film vrai, et mieux, une histoire vraie.

Les quelque huit cents spectateurs de Rignac ont encoeuré Georges Rouquier, et l'on ne pourra révoquer leur jugement sur ce beau miroir, que le citadin ne s'interdit pas d'approcher. Pourtant, *Biquefarre*, dit son auteur condamnait la comparaison, est aussi une continuation de *la Terre*. La vie est, ou du moins le semble, moins rude qu'il y a cent ans, mais les mêmes traits s'y retrouvent, vaguement mieux présentés : la férocité autrefois saillante est gommée, mais la volonté n'a pas cédé d'un pouce. La propriété, et davantage encore la terre, résume toute vie, tout projet humain. Et l'on se demande si, soit dit hors de tout réalisme, cette volonté-là n'a pas une part dans la survie de l'espèce, ruraux et citadins mêlés.

PHILIPPE BOUCHER.

#### Aléas d'une méthode

*BIQUEFARRE* a d'abord la même, trente-huit ans après *Farrabique*, de nous reconduire en des lieux et auprès de personnages peints à la postérité. Un court préambule nous montre l'ancienne ferme de Farrabique, le puits abandonné, le four qui ne cult plus de pain, et la nouvelle maison, bien plus rustique, mais spacieuse. Le vieux Roch a passé la main à son fils Raymond, mais continue à superviser le bon fonctionnement de l'entreprise familiale. Son frère cadet Henri, le vrai héros de *Biquefarre*, le seul par qui le film acquiert son authenticité, un Rouquier comme Roch, et donc cousin du réalisateur, est d'innommable surprise de Raoul Pradal, propriétaire de Biquefarre, la ferme voisine de Farrabique, et qui veut vendre pour partir à la ville.

Georges Rouquier a déjà mis en scène en place, prêt à déployer sa petite fiction qui verra Henri négocier pour le compte de Roch l'achat de Biquefarre auprès de Raoul, partisan convaincu du remembrement des terres et ennemi de toute spéculation. Aux dernières images, Henri, avec un des siens, s'incruste sur la tombe du grand-père Rouquier, aujourd'hui dédicé : l'image du vieux s'inscrit, telle une invocation vidéo, sur la pierre tombale. Mission accomplie, la dernière se perpétuera : « L'aléas, poussa... L'aléas... » (Je l'ai fait papa, je l'ai fait), confie-t-il à l'aléas.

Comme le cinéma, passant du noir et blanc à la couleur, en moins de quatre décennies, ce petit coin de l'Aveyron, immédiatement au nord-est de Rodez, a vécu des transformations fabuleuses à l'image de la France. Le travail, s'est largement mécanisé, il a fallu s'endormir après du Crédit agricole. La chimie joue un rôle croissant dans les cultures. La vie moderne a tout balayé sur son passage. Henri Rouquier, sans trop d'illusions, et pour combien de temps (lui ou son successeur), montera la garde. Le romantisme révolutionnaire cher à l'ancien cinéma soviétique du muet tant admiré de Georges Rouquier a fait place aux luttes quotidiennes, parfois violentes, pour la

simple survie. Une suite à *Farrabique* et à *Biquefarre* semble inconcevable.

Georges Rouquier fait jouer tout son monde comme de vrais acteurs, c'est-à-dire des gens en représentation dont c'est le métier de donner le meilleur d'eux-mêmes pour enrichir la faible comédie, et les cousins, parents et amis divers de Georges ont effectivement donné le meilleur d'eux-mêmes. Cela ne va pas sans gaucherie, sans quelque gêne, que l'homme de cinéma rattrape au montage — il s'en explique dans la dernière livraison de films consacrée à *Biquefarre*.

#### Mettre en scène la réalité

Le moins étonnant n'est pas d'apprendre que Raoul, le vendeur de Biquefarre (rôle tenu par Roger Malet, un voisin), a dû pour les besoins du rôle s'acheter une mouquette afin de couvrir un chef diplômé. Raoul tient le seul discours progressiste du film, et le metteur en scène s'est un peu fait la porte-parole de ses idées.

Nous bûtons ici sur les aléas de la méthode Rouquier (Georges). Le cinéaste a décidé une fois pour toutes de tourner les deux techniques modernes de prise de vues réelles au début des années 80 et où caméra, son, lumière, s'effacent complètement derrière le sujet traité et ses protagonistes. Héritier de Robert Flaherty dont il se réclame, il exige de mettre en scène lui-même la réalité, de la cadrer ou plutôt de la recadrer.

Le cas Rouquier prend une ampleur encore plus significative si on sait qu'après avoir vu *Pour le suite du monde* (1982) de Michel Brault et Pierre Perrault, Georges Rouquier arriva à un moment de demander à Pierre Perrault, écrivain, de lui inventer une belle histoire qu'il mettrait ensuite en scène comme l'épique le bon cinéma. Nous touchons aux limites de l'absurde et comprenons mieux notre malaise profond devant un travail plus qu'estimable, épuisé.

vent parfois, comme *Biquefarre*. *Farrabique*, appartenant encore à l'époque Flaherty, pourrait susciter d'intéressants rapprochements avec *Louisiana Story* (1947), par sa façon de montrer un monde à part, comme préservé de l'usage du temps, même si la vie y était souvent très rude, l'argent pénible à gagner, la campagne loin des clichés perpétués par les amateurs d'épologues. *Biquefarre* rejette presque tout de l'ancien mode de vie, et aussi bien cet hommage à la nature qu'avait tant aimé Jean Renoir, documentariste de l'indivisible.

Dernière le coup de chapeau à Flaherty comme à Dovzhenko, à ces sombres du lyrisme cinématographique transfiguré que furent *Nanook d'Esquimaux* et *le Temps*, ne reste plus qu'un adieu attristé à une époque révolue dont Georges Rouquier nous promet un jour d'écrire la véritable histoire, plume à la main : *Farrabique* et *Biquefarre* sans « cinéma », sans mouquette, sans texte appris par cœur.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films suivants.

COMÉDIE-FRANÇAISE  
296.10.20

AVRIL 1984  
en alternance

EST-IL  
BON ?  
EST-IL  
MÉCHANT ?

Diderot  
mise en scène  
Jean DAUTREMY

CINNA

Corneille  
mise en scène  
Jean-Marie VILLÉGER

LA MORT  
DE  
SÉNÈQUE

Tristan l'Hermite  
mise en scène  
Jean-Marie VILLÉGER

Nouveau...  
les soirées ouvertes  
trois fois par mois  
location facilitée

COMÉDIE-FRANÇAISE  
1680

### UN ENTRETIEN AVEC RENÉ CHATEAU

#### La vraie raison du succès de Belmondo

Associé à Jean-Paul Belmondo pour la distribution des films dont celui-ci est la vedette, René Chateau en assure la promotion, la publicité, avec des méthodes qui font toujours mouche. Par ailleurs exploitant des trois salles du *Hollywood Boulevard*, où il recrée une forme de cinéphilie populaire en révélant Bruce Lee au moment de la vogue des films de karaté, René Chateau a commencé, en 1980, l'exploitation de vidéo-cassettes avec des films d'épouvante alors interdits par la censure (tel *Massacre à la tronçonneuse*). Ce secteur s'est aujourd'hui largement étendu avec le slogan « René Chateau vidéo, la vidéo des stars ».

Pour lutter contre la piraterie des cassettes qui se répand de plus en plus, l'éditeur est passé outre au décret du ministre de la culture, qui impose un délai d'un an entre la sortie d'un film en salle et sa mise en place sur le marché vidéo. D'où la saisie du *Marginal* en cassette (*le Monde* du 18 janvier). René Chateau poursuit son combat contre le « décret Lang ».

Dans le cinéma français, il fait figure de franc-tireur et de fonceur. Comme il gagne de l'argent, on a aussi tendance à voir en lui un commerçant menant son jeu personnel. Aux Etats-Unis, où le self-made-man est toujours respecté, on saluerait sa réussite. Ici, il gêne un peu. L'entretien qui suit le montre différent de sa légende : sincère et passionné dans tout ce qu'il a entrepris pour en arriver là où il est. — J.S.

« J'ÉTAIS ouvrier du bâtiment, dit René Chateau. Je fréquentais les cinéclubs, le Cinéma-thèque. En 1959, j'ai créé, sans moyens, une petite revue de cinéma, *la Méthode*. Et puis, j'ai refait mes débuts au magazine *Lui*, où j'écrivais des lettres de lecteurs imaginaires avant d'être responsable des interviews concernant le cinéma. Ensuite, j'ai travaillé à la filiale parisienne de Warner. J'ai relancé les films de James Dean au Napoléon, une salle fréquentée par les cinéphiles des années 50-60. Elle appartenait alors à Pierre Edeline, le frère de Jean-Charles Edeline.

« Cela a donné de bons résultats. Un jour, chez Warner, on m'a offert de choisir dans la production 1967, un film qui me plaisait. En fait, on me proposait *Reflets dans un œil d'or* de John Huston. Je n'en ai pas voulu. J'avais regardé un « petit film » qui était en tournage aux Etats-Unis et que personne n'était chand pour sortir : *Boony and*

*Clyde*, d'Arthur Penn. J'ai insisté, je voulais celui-là. J'ai conclu un accord avec les gens de Warner. Cela a été mon premier grand lancement, un succès.

« Après, j'ai décidé de travailler pour Jean-Paul Belmondo comme attaché de presse sur *Ho I*, réalisé par Robert Enrico, d'après un roman de José Giovanni. Belmondo, il y avait longtemps que je l'admirais. Dans le n° 1 de *la Méthode*, j'avais écrit un article sur *A bout de souffle*, que j'avais vu avant sa sortie.

« J'ai rencontré Jean-Paul grâce à Godard, pendant le tournage de *Pierrot le fou*. J'étais alors chargé de convaincre de jeunes actrices de poser pour *Est*, et c'était bien plus difficile qu'aujourd'hui, mais il paraît que j'étais très doué ! Vous vous souvenez peut-être d'une séquence de *Pierrot le fou* où Samuel Fuller, dans une scène montaine, joue son propre rôle, entouré de jeunes filles. Eh bien, c'est moi qui

les avait trouvées ! Bertrand Tavernier était attaché de presse du film. Alors, j'ai pu faire une interview de Belmondo publiée dans *Lui*, qui a été vendue dans quatorze pays.

« Mais cela n'avait rien à voir avec le fait que je sois devenu son attaché de presse, trois ans plus tard, avec un film de Robert Enrico. Et, dès le début, j'ai butté sur une mission de simple attaché de presse. J'ai réalisé moi-même l'affiche de *Ho I*, avec Jean-Marie Périer. J'avais déjà des idées précises là-dessus. Je suis donc, une fois ce pas franchi, resté plusieurs années l'attaché de presse de Belmondo.

« Après de lui, j'ai appris beaucoup de choses. C'est un personnage méconnu, extrêmement brillant. Il a une sensibilité artistique très développée. Il a étudié le cinéma, il va beaucoup au cinéma. Il se tient au courant. C'est très agréable de travailler avec lui.

JACQUES SCHIER.  
(Lire la suite page 12.)



UN FILM

«L'HABILLEUR», de Peter Yates  
L'homme des coulisses

La guerre. Dans leur le bombardier, les Anglais tiennent bon. Dans le sang et les larmes la vie continue, une histoire pleine de bruit et de fureur, racontée par un idiot... La démesure shakespearienne est aux dimensions de la réalité. Les théâtres font salle comble, mais les hommes jeunes sont engeçés sur une autre scène où les morts ne se relèvent pas. Les troupes sont constituées d'éclopés, de vieillards qui, pour jouer les fringants chevaliers, reçoivent leurs joues fanées avec du rose. Dans ces années-là, le grimage fait partie d'une convention qui exige d'Othello noirci au fard gris, un roi Lear ridé, en perdue de vieillards. La première image du film de Peter Yates, *L'habilleur*, est un plateau de maquillage au métal terni, un trophée sur lequel est gravée une phrase pour remercier le « merveilleux Hamlet », et une date, 1829.

Avant les représentations, un petit orchestre de femmes joue du Sibelius. Les loges sont froides, les chemises sans feu. Les costumes sont usés jusqu'à la trame, les décors brûlent. Mais il y a Shakespeare, et Sir, vieux cabot géral - entre Laurence Olivier et John Gielgud - un de ces monstres qui s'élevaient au-dessus de toutes les frontières, y compris celles du ridicule. Sir est très vieux, il est au bout du rouleau. Pendant trop d'années, ce noble fabuleusement égoïste a tout donné, trop donné, et les gens en valent encore, toujours plus. Dans une défilé de lucidité, il braille qu'il veut vivre sa dernière nuit seul, en adulte.

En fait, Sir est un vieil enfant, mégalo-parano, l'hyper-acteur couvri par sa femme Mollie et son assistant. Plus son habilleur, l'homme de l'ombre et des confidences, nouou du despotisme, fou du roi de carton-pâte. On devine qu'il a été amoureux de l'acteur, au point de quitter pour lui ses amis. Et d'ailleurs, il se vit mieux parmi les gens de théâtre en perpétuel changement d'identité que dehors. A présent, il l'aime, comme Sganarelle aime Don Juan, comme une mère qui pousse son enfant sur des roues. Son dévouement personnel est destructeur, il a besoin de voir l'acteur, soir après soir, transfigurer la planche possédée, les arbres creux, les orages fabriqués à la main. Il a besoin de la respiration de ce public qu'il n'a jamais osé affronter directement. Il vit par procuration, avec sa flasque de cognac pour supporter le reste.

La mémoire de l'acteur se perd, son esprit se brouille. Le bombardement du Plymouth Theatre, où il avait fait ses débuts, le fait craquer.

Mais, soutenu par l'habilleur, il joue le Roi Lear comme jamais. Le film, c'est l'affrontement du royal vieillard crispé sur le dernier rôle de son génie, et de l'habilleur, l'homme des coulisses. Duel de fientes et de passions entre deux êtres qui se connaissent trop. L'acteur gagne: il meurt d'un coup, paisible, ayant achevé la dédicace de son autobiographie, dans laquelle il cite tout le monde, excepté l'habilleur, brusquement jeté, sans masque, sans le secours du jeu, seul dans la glaciale réalité.

C'est une histoire simple, un mélo tragique, comme toutes les histoires de théâtre. Le film est plus violent que la pièce dont il est tiré (1), parce qu'il peut montrer ce monde fermé du dedans et du dehors. Peter Yates a vécu la vie des tournées, il la raconte sans nostalgie, avec une tendresse à vif, toujours présente. Il montre l'extérieur comme un décor, une reconstitution moderne. Les personnages, leur comportement, leur façon de jouer, paraissent d'autant plus anachroniques, et en même temps, ils ont une telle force que ça dit la permanence du théâtre au-delà des modes.

La distribution est parfaite, du moindre rôle à Edward Fox, le raté avec, à Zane Wiksten-Meady, à Ellen Astaire, l'assistante. L'acteur, c'est Albert Finney, l'habilleur, Tom Courtenay, qui a d'ailleurs créé le rôle sur scène. La confrontation des deux seules loups du cinéma anglais en colère, ça arrache! Les comédiens se surpassent toujours dans les histoires de théâtre, parce qu'ils expriment des angoisses indicibles. C'est Dustin Hoffman dans *Larry*, Bette Midler dans *The Rose*. Albert Finney et Tom Courtenay étoient la puissance mythique de leur fonction. Ils sont compacts, bourrés de violence, outranciers, outrageusement authentiques dans la grandiloquence, crédibles.

Albert Finney a été primé au Festival de Berlin, Tom Courtenay a reçu un Golden Globe Award. Tous les deux, Peter Yates et le film ont été sélectionnés pour les Oscars. Les acteurs, le metteur en scène, le film méritent ce qu'il y a derrière la folie des salons théâtraux, quelques choses d'indivisibles, qui vous traversent. Une sorte d'évidence rassurante et fuyante, fragile, qui vous accroche, et ça dure depuis des millénaires.

COLETTE GODARD.

\* Voir les films suivants:  
(1) Elle a été présentée à la Michodière avec Jean-Pierre Marielle et Jacques Frappe.

UN LIVRE

«LA COMÉDIE GALANTE»  
de Jacques Jaubert  
Les alcôves de la Clairon

La Clairon est morte le 31 janvier 1803. Elle était âgée de 42 ans. Elle avait été une des plus brillantes actrices du siècle des Lumières, les convulsions de la république naissante, les extravagances du Directoire. La Clairon était une star, un sex-symbol avant la lettre, elle était la comédienne la plus célèbre de son temps et une sacrée gaillardie.

Quand la jeune fille cède à sa vocation théâtrale, elle sait que sa vertu devra céder à de multiples sollicitations, à un système de subventions qui passe par l'alcôve. Ce sont les habitudes de l'époque, personne ne s'en offusque. Et si l'Eglise excommuniée les comédiens, c'est pour des motifs plus obscurs que ce délit de la chasteté. Peut-être pour cet étrange pouvoir de traverser le miroir, de rendre sensible le monde de l'invisible.

Dans le domaine de la vertu, la Clairon ne se tourmente pas. Elle n'a pas été dévot dans la rigueur morale. Elle n'a pas de phé. Sa mère s'invente des amours contrariées dans le style des romans lacrymogènes à la mode. En fait, elle ne donne pas à sa fille un grand exemple de modestie. De toute façon, la Clairon aime le plaisir et sait le trouver, sur scène d'abord. Sa seule passion permanente est le théâtre. Elle profite pour glaner de la joie avec ceux qui tournent autour, fascinés: les payeurs, les protecteurs et les autres. Mais comme elle est sincèrement catholique, elle lutte beaucoup pour le droit des comédiens à un enterrement religieux. Comme elle a le sens de l'économie, elle lutte beaucoup pour le droit à des conditions de travail décentes. En somme,

elle est la première vedette syndicaliste.

C'est ainsi qu'elle apparaît dans le roman de Jacques Jaubert, autobiographie apocryphe écrite dans le style du temps, un exercice de virtuosité, un modèle de précision, avec des expressions, des tournures archaïques soigneusement annotées. La Clairon devient un personnage authentique, qui nous montre, par son regard, un quotidien finalement éloigné du nôtre.

Les rapports des comédiens à leur métier n'ont pas changé, mais la conception du travail, son rythme, son organisation, ses contraintes et ses enjeux. Ils étaient plus forts qu'aujourd'hui, parce que le théâtre dépendait plus étroitement, d'une manière plus personnelle, de ceux qui détenaient le pouvoir politique. Donc, il les influençait davantage.

Jacques Jaubert nous entraîne dans un voyage extraordinaire, plein de détails exotiques: le XVIII<sup>e</sup> siècle vu par le petit bout de la lorgnette. On peut bien imaginer que la Clairon voyait et vivait les choses comme ça, qu'elle ne prenait pas de distance vis-à-vis de Voltaire ou de Diderot: à n'y a pas de grand homme pour une comédienne qui en attend les faveurs et les pibices. La Clairon n'était pas une théoricienne, Jacques Jaubert ne prend pas sa place: par moments, ça devient décevant.

A noter que, en dehors des classiques, Racine et Molière, elle n'a joué que des pièces tombées dans l'oubli, et qui pourtant provoquaient des polémiques, des bagarres, des haines. Rien n'a tellement changé.

C. G.

\* La Comédie galante, de Jacques Jaubert, Editions Sylve Messinger, 450 p., 84 F.

UN ENTRETIEN AVEC RENÉ CHATEAU

La vraie raison du succès de Belmondo

(Suite de la page 11.)

« Moi qui avais toujours rêvé d'Hollywood, j'étais heureux de me retrouver aux côtés de la plus grande star masculine française, qui est devenue la plus grande star européenne. J'ai toujours gardé ce plaisir, c'est ce qui m'a permis de m'exprimer en tant que publicitaire et distributeur.

« Le publicitaire est le responsable de la fabrication et de la mise en place de la publicité. Attaché de presse, je me sentais frustré de créer et de réunir un matériel dont quelque'un d'autre disposait. Je voulais aller jusqu'au bout du travail. Et puis, j'ai compris l'importance du rôle du distributeur avec mon expérience du Hollywood Boulevard. Ce métier, s'il est mal fait, relève simplement de la prestation de services. Mais je me suis rendu compte très vite que, si on le faisait bien, en s'y donnant à fond, le distributeur était, pour la carrière des films, aussi essentiel que le producteur et le metteur en scène.

« L'histoire du Hollywood Boulevard est une sorte de roman. En 1963, je ne gagnais pas grand-chose à *L'habilleur* Montreuil et je n'avais qu'une veste en madras, que je portais tout le temps. On prenait cela pour de l'originalité. J'étais fauché, simplement. Alors, j'ai cherché un moyen de pouvoir m'habiller

Jean-Paul Belmondo, Cérto, pour la distribution de ses films, à partir de *Flic ou voyou*. En somme, j'ai fait, en y mettant beaucoup d'énergie, par utiliser toutes mes possibilités. Vu de l'extérieur, cela paraît une ascension d'homme d'affaires, avec le goût du pouvoir. Je sais, moi, que c'est le résultat de ma passion pour le cinéma, associée à mon admiration pour Jean-Paul.

« Mais on n'est jamais sûr du succès, ce serait trop simple. Il n'y a pas de méthodes infallibles. A chaque nouveau lancement, on éprouve

décide, nous on propose seulement. La seule chose que nous pouvons faire c'est de mettre tous les atouts de notre côté, selon nos propres convictions, dès la préparation.

« Quand Gérard Oury nous apporte *L'As des as* ou Henri Verneuil *Les Morfalous*, c'est professionnellement solide: pas besoin d'intervenir sur le scénario. En d'autres cas, il faut chercher. Belmondo, comme tous les acteurs, est tributaire du cinéma français existant. C'était la même chose pour Gabin. Si on oublie cela, on se comprend rien au cinéma.

« Le cinéma français produit deux cents films par an. Chaque année, nous faisons avec Jean-Paul un bilan pour voir s'il a mangé un ou plusieurs rôles qui auraient pu lui convenir. Eh bien, le problème est là: on ne trouve pas grand-chose qu'il ait raté. Cette année, Belmondo a tourné deux films coup sur coup. Après *Le Marginal* il a enchaîné sur *Les Morfalous*. Le scénario était si bon qu'il a demandé à Verneuil de l'attendre. Sinon, le plaisir du temps, le choix est restreint. Jean-Paul a gardé le plaisir de jouer, c'est une des raisons de son succès. C'est sa vie. Et comme Gabin, sur un tournage, il a le sens du ridicule de certaines situations créées par les scénarios, et qui ne correspondent ni à ce qu'il est ni à ce qu'il peut donner. Avant de commencer un film, il discute beaucoup, sur le scénario, les dialogues, le choix de ses partenaires, la production. Mais, quand il est sur le tournage, il ne se mêle jamais du travail du metteur en scène. Il agit, même, comme s'il n'était pas producteur. Il redonne complètement, uniquement, acteur.

la même inquiétude. En 1979, *Flic ou voyou*, de Lantier, a été le premier film de Belmondo à dépasser un million d'entrées à Paris. En 1980, *Le Guepardo* s'en est totalisé 753 000. C'était un succès commercial formidable, mais, quand nous les tournions à Venise, nous pensions qu'il atteindrait le chiffre de *Flic ou voyou*. C'est toujours le public qui

Si on lui proposait des films

« Après sa révélation grâce à Godard et à la nouvelle vague, Jean-Paul pouvait tourner quatre ou cinq films par an, correspondant à son personnage, à ce qu'il apportait au public. Mais le cinéma français a changé. La plupart des metteurs en scène veulent être aussi scénaristes. Et la source des projets convenant à un acteur, à une vedette comme Belmondo, s'est appauvrie. Depuis dix ans, quand Jean-Paul refuse un script, de toute façon le film ne se fait pas avec quelqu'un d'autre.

« Le public sent bien que Belmondo s'adresse directement à lui. C'est ce que j'essaie d'expliquer à travers mes affiches, dont la conception tranche son image populaire. Belmondo est une grande vedette du cinéma de divertissement, et le cinéma de divertissement d'aujourd'hui est, à mon sens, la culture cinématographique de demain. Voilà la vraie raison de son succès et non le « matriquage » qu'on nous reproche souvent.

« Croyez-moi, si on lui proposait des films dignes de la *Grande Illusion* ou de *Pépé le Moko*, par exemple, il ne les laisserait pas passer.

« Autre chose: nos rapports avec les critiques de cinéma ne sont pas antagonistes comme on veut bien le dire. Si nous ne faisons pas de projections privées avant la sortie des films, nous ne méprisons pas la presse, et nous ne prétendons pas n'avoir nul besoin d'elle. Mais nous pensons que les meilleures condi-

tions pour juger ce genre de film sont de les voir dans une grande salle, avec le public.

« Pour la sortie des *Morfalous*, Jean-Paul m'a demandé de m'occuper des membres de sa famille, de les placer dans une séance publique. Ce n'est pas insultant pour les critiques de cinéma d'être traité comme la famille de Belmondo. Je sais que les journaux doivent compter avec les exigences de l'actualité, et qu'il y a des délais différents pour la composition des mensuels, des hebdomadaires et des quotidiens. Mais les projections privées réservées aux

spectateurs de force dans les salles désignées d'un peu partout. Il faut préserver le cinéma d'auteur, trouver d'autres conditions d'exploitation, mais ses défenseurs ne doivent pas nier le cinéma de divertissement, et vice versa. Il est stupide de penser qu'un film, quel qu'il soit, ne marchera pas s'il ne dispose pas d'autant de salles qu'un « Belmondo » à sa sortie nationale.

« Il y a, en France, quatre mille et quelques cinémas. Ils veulent nous sortir les *Morfalous*. J'ai choisi quatre cents salles, ce qui est sans précédent. Un film s'exploite, hélas, de plus en plus vite. C'est pourquoi nous sortons dès le premier jour dans les plus petits villages. Mais il faut savoir jusqu'où on peut aller trop loin. Ce qui compte, c'est de remplir les salles.

« Pour remplir les salles - car aucun producteur, aucun distributeur, aucun exploitant, aucun metteur en scène, n'a envie que les films passent devant des fauteuils vides, - il faut savoir évaluer à chaque film les possibilités de fréquentation, de succès. C'est le rôle du métier de distributeur. Mais il ne faut pas croire que tout est acquis, que nous nous frottons les mains. Avant chaque sortie, c'est l'angoisse. Le public

a-t-il décidé ou non de venir? Mêmes Oury, Lantier, Decsy, Verneuil, ont peur.

« Actuellement, les conditions d'exploitation sont telles qu'on peut prévoir le succès ou l'insuccès - ce n'est pas une légende, je vous assure - au chiffre de fréquentation de la première séance du mercredi.

« C'est chaque fois une bataille à gagner, et je ne pratique pas la politique du rouleau compresseur. Je présente toujours un film au public par l'intermédiaire de mon travail, que j'aime énormément. Et c'est toujours le public qui décide.

Propos recueillis par JACQUES SICLER.

(1) Michel Fabre est devenu le distributeur généraliste exclusif (Hollywood Boulevard Diffusion) du secteur vidéo-cassettes de René Chateau.

LA GALERIE LA HUNE  
à Saint-Germain-des-Près avait présenté récemment les œuvres originales de POLIGNON et de MILTON GLASER pour illustrer les œuvres d'Apollinaire, éditées en quatre tomes par André Sautet. Le tome I était sorti il y a quelques semaines. Le tome II, qui est consacré à la poésie, sera édité en mai, et le tome III, qui est consacré à la prose, en juin. Les tomes IV et V, qui sont consacrés à la poésie et à la prose, seront édités en 1985.

M. Robert SCHMIT  
396, rue Saint-Honoré  
75001 PARIS - 260.36.36

Prépare  
le catalogue complet  
de l'œuvre de  
STANISLAS LEPINE  
(1835-1892)

serait reconnaissant  
à toute personne possédant  
ou ayant des renseignements  
sur les œuvres de ce  
Maître de se faire connaître.

MUSÉE RODIN  
77, rue de Varenne (7<sup>e</sup>) - M<sup>e</sup> Varenne  
Camille CLAUDEL  
Tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h 45  
DU 15 FÉVRIER AU 11 JUIN

GALARTÉ  
13, rue Mazarine - 75006 PARIS - Tél. 325.90.84  
ZORKO  
sculptures de Marbre, Bois, Métal  
du 1<sup>er</sup> MARS au 7 AVRIL

du 15 mars au 7 mai 1984  
La Maison de la Lithographie  
JACQUES LALANDE  
Lithographies - Aquarelles - Peintures - Dessins  
110, boulevard de Courcelles - 75017 PARIS  
Tél.: 227.26.16 - télex: 70600  
Ouvert du lundi au samedi de 11 h à 19 h sans interruption.



Portrait of Jean-Paul Belmondo.

tions pour juger ce genre de film sont de les voir dans une grande salle, avec le public.

« Pour la sortie des *Morfalous*, Jean-Paul m'a demandé de m'occuper des membres de sa famille, de les placer dans une séance publique. Ce n'est pas insultant pour les critiques de cinéma d'être traité comme la famille de Belmondo. Je sais que les journaux doivent compter avec les exigences de l'actualité, et qu'il y a des délais différents pour la composition des mensuels, des hebdomadaires et des quotidiens. Mais les projections privées réservées aux

صلى الله عليه وسلم







## SELECTION

### CINÉMA

#### « Fraulein Berlin » de Lothar Lambert

Aventures et mésaventures d'une femme à la recherche du grand amour mais, et ça paraît incompatible, qui appartient à l'underground berlinois. Un milieu que Lothar Lambert connaît parfaitement. Son film est un pur produit, et le montre tel qu'en lui-même, drôle, émouvant, à peine amusé.

#### « Tendres passions » de James L. Brooks

La vie comme un feuilleton télévisé, avec des sagas familiales. Un retour au mélodrame sans doute, avec des moments de vérité crue, dominés par Shirley MacLaine, et une révélation, *Debra Winger*.

ET AUSSI : *Sans timon*, de Nikita Mikhalokov (un homme et une femme), *Mauvaise conduite*, de Nestor Almendros et Orlando Jimenez Leal (Prix des droits de l'homme à Strasbourg), *L'assaut*, de Serge Le Péron (poèmes, vos papiers).

### THÉÂTRE

#### « La Mort de Sénèque » à la Comédie-Française

La tragédie d'une conspiration contre Néron, dont l'empereur sort vainqueur. Le langage est superbe, plus proche de Shakespeare que de Corneille. Dans des costumes colorés, serrés, dans un décor grandiose et simple, des lumières chaudes ou livides, la mise en scène de Jean-Marie Viéville est magistrale de souplesse et d'intelligence. Les acteurs sont merveilleux, Richard Fontana est né pour jouer Néron.

### MUSIQUE

#### De « Werther » à « Robert le Diable »

Superbe distribution pour la reprise de *Werther* de Massenet à l'Opéra, avec notamment le grand Alfredo Kraus et Lucia Valentini-Terrani, sous la direction de Georges Prêtre. On espérait que Pierluigi Damiani s'en serait inspiré pour les décors que dans *Butterfly* (les 6, 10, 13, 16, 20).

Ne manquez pas de venir écouter « le meilleur orchestre français actuel ». Nos amis Canadiens seraient bien inspirés d'oublier cette définition de l'Orchestre de Montréal empruntée à *The Gramophone* pour nous annoncer la venue à Paris de cet excellent ensemble, dirigé par Charles Dutoit, qu'on retrouvera avec plaisir dans la *Symphonie fantastique*, le *Saure du printemps* et le *Triptyque* de Pierre Mercure, compositeur canadien, mort prématurément en 1966 (Champs-Élysées, le 9 avril).

En province, saluons la naissance du Festival musical d'Epinal, qui présente un programme très original. Ouverture le 7 avril, avec les *Sextets pour piano et cordes* de Brahms et Schumann (Gérard Caussé, M. Maïsky, J.-F. Heisser, etc.), puis l'Intermezzo-Banquet de Londres, l'Aérochore de Strasbourg, les saurs Labèque, P. Badura-Skoda, etc. (du 7 avril au 1<sup>er</sup> juin : renseignements : Office du tourisme, tél. : (29) 82-53-32).

On ira aussi à Rennes voir *Robert le Diable*, non pas celui de Meyerbeer, mais une création d'Ahmed Essaid, avec des comédiens-chanteurs zairais et l'Atelier lyrique du Rhin, dans une mise en scène de Pierre Barrat (Maison de la culture, les 11, 12 et 13 avril).

#### Mélopées califales à Nanterre

Le sommet des Journées de musiques arabes organisées jusqu'au 8 avril au théâtre des Amandiers (7, avenue Picasso, Nanterre, tél. : (1) 721-18-81) sera sans doute le concert unique de *maluf* du vendredi 6 avril, à 20 h 30, donné par la Rachidia de Tunis. Cet ensemble « andalou » de quarante musiciens et chanteurs, fondé il y a cinquante ans, est considéré comme l'héritier le plus fidèle de cette musique « *chirante pour l'âme* » qui berçait califes et émirs de l'Espagne arabe.

ET AUSSI : *Ostia arabe* (création d'I. Malle et le Chœur de Barbe-Bleue de Bartok, par l'O.N., dir. Z. Pesko (Champs-

### VARIÉTÉS/ROCK

#### Léo Ferré

Trois récents de Léo Ferré au Théâtre des Champs-Élysées. Trois heures sans entracte où le chanteur reprend ceux-uns de ses plus beaux titres : *Vingt ans, Madame la Mère*, *Thank you Satan*, *Pépé*, la *Nostalgie*, *Rueben*, *Ostende*, la *Vie moderne*, *Yen a marre* (6 avril à 20 h 30, 7 avril à 16 heures et 20 h 30).

#### Printemps de Bourges

La huitième édition du Printemps de Bourges marque une nouvelle étape dans une fête annuelle de la chanson enfin reconnue de tous. Au programme : Jacques Higelin (le 4), Linton Kwesi Johnson et le Dennis Bowell Duo Band, Echo and the Bunnymen, Bernard Haller (le 5), Valérie Lagrange, Eddy Louiss, Riou Pouchain, Claude Nougaro et Pierre Akendengué (le 6), Riou Pouchain, Simple Minds, Pierre Desproges (le 7), Pierre Desproges, Catherine Ribeiro et Michel Hermoin, Nina Hagen (le 8).

ET AUSSI : reprise de *Hair* au Casino de Paris; Jean Lapointe à Bobino; Dread Broadcast Corporation au Phil'One (le 4); la Compagnie Handicap Theatre au Palais des Glaces; Re-flex au Bains-Douches (le 6); à Lyon (Westside le 7); David Gilmour à Nancy (le 8); à Strasbourg le 9, à Paris (Zenith) le 11, à Lyon, Bourse du travail (le 12).

### DANSE

#### Le théâtre chorégraphique de Rennes à l'Espace Cardin

L'Espace Cardin va bien à Gigi Casaleanu, jeune homme pressé, excellent danseur, chorégraphe un peu brouillon mais drôle et inventif. Il y présente ses récentes créations. *A fleur de peau* (évocation de l'univers de Coteau) et *Passage*.

#### « International Connection » à La Forge

Il faut y aller à l'aventure et sans garanties mais on peut y avoir de bonnes surprises. Promotion de jeunes chorégraphes de divers pays (Aby dance trio, Marjorie Gamso, 6-7 avril, Kinsou, la Cie Multitude 8 et 9, Edo 10 et 11...).

ET AUSSI : Ko Murobuchi à la Maison des cultures du monde (un buto nietzschéen), Momix au Théâtre de la Ville (une moitié de Pilobolus), le Ballet Moisseiev au Palais des Congrès (le folklore russe à la conquête du Mont Chauve), *From Harlem to Broadway* au Théâtre du Ranelagh (la fascination du mythe américain).

### EXPOSITIONS

#### Dessins italiens du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle à l'Institut néerlandais

L'Institut néerlandais célèbre le centenaire de la naissance de Frits Lugt, son fondateur, avec une exposition de dessins de maîtres italiens de Florence, de Rome, de Siennese et d'Ombrie, ayant appartenu au célèbre collectionneur. Parmi ces pièces de toute première qualité, des études gouachées de draperie de Léonard et de Lorenzo di Credi, des têtes d'Andrea del Sarto, des œuvres de Raphael, Philippius Liippi, Bocciafumi, Carlo Maratti.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

## EXPOSITIONS

### Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 22 h; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

**MNAM**  
Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h; le samedi, à 11 h, mardi du musée (rue de la Harpe) et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

**PIERRE BONNARD**, jusqu'au 21 mai.  
UN SIÈCLE DE PHOTOGRAPHIES D'ARCHITECTURE, 1839-1939, jusqu'au 21 mai.

**OTMAR THORMANN**, jusqu'au 16 avril.  
ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. De Baski à Matisse, jusqu'au 30 juillet.

**CEI**  
IMAGES ET IMAGINAIRES D'ARCHITECTURE, jusqu'au 28 mai.  
TEXTILE DU NORD : Culture et technique. CULTURE TECHNIQUE EN NORD/PAS-DE-CALAIS, jusqu'au 23 avril.

**TEXTILE** : Créer avec l'industrie, jusqu'au 23 avril.  
**LES ENFANTS DE L'IMMIGRATION**, jusqu'au 23 avril.

**RPI**  
CARNAVALS ET FÊTES D'HIVER, jusqu'au 23 avril.  
THÉÂTRES D'AfRIQUE NOIRE, jusqu'au 23 avril.

**THÈME ILLUSTRÉ**, Philippe Druelle, Bibliothèque des enfants, Plaza, jusqu'au 16 avril.

**ILES FLOTTANTES**, Un parcours à travers les œuvres de Boris Tisot. Atelier des enfants. De 14 à 18 h. Jusqu'au 14 avril.

**Musées**  
UN NOUVEAU MONDE : Chateaufort de la peinture américaine 1766-1918. Grand Palais, avenue du Général Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h; mercredi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 16 F; le samedi : 12 F (gratuite le 26 avril). Jusqu'au 11 juin.

**LE TROISIÈME SAINT-MARC**, de Yves Klein. Grand Palais (voir ci-dessus). Entrée gratuite le 21 mai. Jusqu'au 25 juin.

**JACQUES-HENRI LARTIGUE**, 1918-1978. Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**WILLIAM BOURGUEUR**, 1925-1983. Petit Palais, avenue Winston Churchill (256-37-11). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**NOUVELLES ACQUISITIONS ITALIENNES**, du XV<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**LE VITRAIL EN LORRAINE**, du XII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**ADÈLE DE L'IMAGE RÉPÉTÉE**, de Raymond, Serrail, Tassier. Centre culturel de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**CONSTRUIRE POUR LA CULTURE**, jusqu'au 12 mai - BEY-BOU, Photographies de E. Bey-Bou, jusqu'au 14 avril. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dimanche et lundi, de 12 h à 20 h.

**MESES EN BOITE**, Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

**LE JARDIN MUSICAL**, Musée des Beaux-Arts, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 25 juin.

**CHATEAUX ROMAINS**, jusqu'au 10 octobre. - NOUVELLES ACQUISITIONS - CONTIGUËS - REGARDS SUR L'ART, jusqu'au 29 avril. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 mai.

**L'IMAGE DU BUREAU**, 1900-2000. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 mai.

**L'IMAGE DE LA MER**, Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

**CENDRE ET ALCOOLS**, Coéditions publiées de la collection Rodriguez. Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 mai.

**PASTELS DU MUSÉE CARNAVALE**, Musée Carnavales, 23, rue de Valenciennes (272-11-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 29 avril.

**SAINT-SEBASTIEN**, Ritratti et figure. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

### Centres culturels

**JEAN COCTEAU** et les arts plastiques. Pavillon des arts, 101, rue de Valenciennes (253-82-50). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 6 juin.

**BOLS**, Peintures, sculptures, installations. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (363-90-35). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 20 mai.

**LE CORBUSIER-SAVINA**, Sculptures et dessins. Fondation Le Corbusier, 10, square du Docteur-Blanchet (288-16-00). Sauf mardi, de 10 h à 13 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 19 mai.

**LES TRES RICHES HEURES DU DUC DE BERRY**, Fac-similé intégral. Fondation Desbordes-Thiers, 27, place Saint-Georges (878-14-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 27 mai.

**LE VITRAIL EN LORRAINE**, du XII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle. Musée de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**CASPAR DAVID FRIEDRICH**, Le travail et la traversée. Centre culturel de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**ALDOREPER** et le réalisme fantastique dans l'art allemand. Centre culturel de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**JUDITH WOLFE**, Peintures. American Center, 261, boulevard Raspail (321-42-20). Sauf mardi, de 12 h à 19 h; sam., de 12 h à 17 h. Jusqu'au 19 avril.

**ADÈLE DE L'IMAGE RÉPÉTÉE**, de Raymond, Serrail, Tassier. Centre culturel de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.

**CONSTRUIRE POUR LA CULTURE**, jusqu'au 12 mai - BEY-BOU, Photographies de E. Bey-Bou, jusqu'au 14 avril. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon (633-90-36). Sauf dimanche et lundi, de 12 h à 20 h.

**MESES EN BOITE**, Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (271-26-16). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 3 juin.

**LE JARDIN MUSICAL**, Musée des Beaux-Arts, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 25 juin.

**CHATEAUX ROMAINS**, jusqu'au 10 octobre. - NOUVELLES ACQUISITIONS - CONTIGUËS - REGARDS SUR L'ART, jusqu'au 29 avril. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 mai.

**L'IMAGE DU BUREAU**, 1900-2000. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 mai.

**L'IMAGE DE LA MER**, Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 mai.

**CENDRE ET ALCOOLS**, Coéditions publiées de la collection Rodriguez. Musée de la publicité (voir ci-dessus). Jusqu'au 30 mai.

**PASTELS DU MUSÉE CARNAVALE**, Musée Carnavales, 23, rue de Valenciennes (272-11-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 29 avril.

**SAINT-SEBASTIEN**, Ritratti et figure. Musée national des arts et traditions populaires, 6, avenue du Mahatma.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

Exposé dans des cadres anciens, cet ensemble de cent cinquante pièces du quinzième au dix-huitième siècle a été choisi à partir du catalogue en trois volumes consacré à la collection Lugt, par James Byam Shaw.

ET AUSSI : les trésors de Saint-Marc au Grand Palais; la peinture du Nouveau Monde, au Grand Palais et au château de Blérancourt; les nouvelles acquisitions du département des peintures, au Louvre; « Bonnard », au Centre Georges-Pompidou; « Images et imaginaires d'architecture », au CEI; « Atelier 84 », à l'ARC; Sormeville à Bobigny; de Renoir à Vuillard, au musée-promenade de Marly-le-Roi-Louvenciennes.

### ALAIN KRILL, ART KURODA

Galerie Adrien Maugla, 46, rue du Bac (222-12-59). Jusqu'au 15 avril.

**LES TROIS NOÛL**, Galerie Muguette, 21, rue du Petit-Musc (272-15-80). Jusqu'au 5 mai.

**COLLAGES 1960-1980**, Œuvres de Cahn, Coppel, Downing, Le Brez, Orloff et Shure, Galerie Jaquetier, 85, rue Rambuteau (508-51-25). Jusqu'au 21 avril.

**TESSUS ART DECO**, Atelier Marnett, Galerie de l'Imagerie, 9, rue Dante (325-18-60). Jusqu'au 31 mai.

**VOLTI-BARON-RENOUARD**, Un sculpteur, un peintre. Hall Maroc, 118, avenue des Champs-Élysées (562-24-4).

**GEORG BASILETTI**, Gravures 1944-1983. Galerie Gillespie-Lange-Solomon, 24, rue Beaumont (278-11-71). Jusqu'au 25 avril.

**FRANÇOIS BEALU**, Gravures récentes. Galerie J. Meyer, 34, rue Mazarine (326-60-34). Jusqu'au 14 avril.

**PIERRE BETTENCOURT**, Galerie Beaumont, 23, rue du Renard (271-20-30). Jusqu'au 26 avril.

**ANDRÉ BORDERIE**, Peintures. Galerie des arts, 17, rue Saint-Sulpice (633-16-58). Jusqu'au 28 avril.

**BRAM VAN VELDE**, Lithographies 1974-1981. Galerie Pastic, 6, rue Martel (770-39-39). Jusqu'au 14 avril.

**PIERRE PAOLO CALZOLARI**, Peintures. Galerie de France, 52, rue de Valenciennes (274-38-00). Jusqu'au 15 avril.

**CAMELS**, Vitrines - Invités. Galerie Guidi, 22, rue de Poitou (271-60-66). Jusqu'au 12 mai.

**LUCIANO CASTELLI**, New Paintings. Galerie Faridh Cadot, 77, rue des Archives (278-08-36). Jusqu'au 17 avril.

**CHAMBERS**, Peintures, Galerie Kist, Raymond, 50, rue Mazarine (329-32-37). Jusqu'au 21 avril.

**CLAYETTE**, Peintures vénétiennes. Galerie Procurement, 35, rue de Seine (354-92-01). Jusqu'au 14 avril.

**CONDÉ**, Galerie du Marais, 33, rue des Francs-Bourgeois (277-17-25). Jusqu'au 5 mai.

**HONORÉ DAUMIER, 1808-1879**, Sculptures, photographies. Galerie de Jockheuer, 21, rue quai Voltaire (261-38-79). Jusqu'au 21 avril.

**BERGAIN FRIDRICHSONN**, Galerie Buisson, 40, rue Quincampoix (278-38-47). Jusqu'au 11 avril.

**LIONEL GODART**, Travaux récents. Galerie F. Pallu, 91, rue Quincampoix (271-84-15). Jusqu'au 13 avril.

**SEBASTIEN LEBLANC**, Œuvres récentes. Galerie H. Bénédit, 20, rue de Méroville (265-54-56). Jusqu'au 13 avril.

**BORIS T. HANSEN**, Peintures. L'Œuvre de Boris, 38, rue Quincampoix (271-84-15). Jusqu'au 13 avril.

**KARL HUBBUCH**, Peintures, sculptures, dessins des années 20 et 30. Galerie Karl Hubbuch, 23, rue de Tournon (335-14-14). Jusqu'au 14 avril.

**GEORGES HUGNET**, Collages 1938-1961. Galerie Zabrizki, 37, rue Quincampoix (272-35-47). Jusqu'au 14 avril.

**RODOLFE ISOU**, Méditations esthétiques. Galerie de la Ville de Paris, 11, rue de Valenciennes (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 16 septembre.



THEATRE

Les salles subventionnées

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

OPÉRA (742-57-50), les 5 et 7 à 19 h 30 ;

Marco Spada : les 6 et 10 à 19 h 30 ;

Werther ;

SALLE FAVART (296-06-11), les 5 et 7 à

19 h 30 : La Demoiselle d'honneur ; Diderot et

Eden.

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), le

4 à 14 h 30, les 6 et 8 à 20 h 30 ; Cécile ;

les 4 et 9 à 20 h 30 : La Mort de Socrate ;

les 5, 7 et 10 à 20 h 30, le 9 à 14 h 30 ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

Enfin, les 11 et 12 à 20 h 30 ; Cécile ;

CARTOUCHE, Th. de Solli (374-

24-08), les 5, 6 à 18 h 30 ; Richard II ;

7 à 18 h 30 ; le 8 à 15 h ; Henri IV ;

Toussaint (226-36-34) (D. sol. L.), 21 h,

Dim 16 h : la Route d'Appel ;

CENTRE CULTUREL XVII (227-

48-81), (V, D. sol. L.) 21 h, Dim. 17 h :

la Fête de l'homme ;

CENTRE MANDAPA (339-01-60) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : l'Épopée de

Odyssée ;

COMÉDIE-CALMARXIN (742-43-41)

(Mer. D. sol. L.), 21 h, dim. 17 h 30, dim.

15 h 30 : Récit de la vie de l'Épée ;

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

(720-08-24) (D. sol. L.), 20 h 45, dim.

18 h 45 et 21 h 45, dim. 15 h 30 : Cécile ;

COMÉDIE-ITALIENNE (321-22-22) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D.

sol. L.), 20 h 30, dim. 15 h : les

Amoureux de la vieillesse ;

PARC DE LA VILLETTE, pour chapt-

man (241-31-53) (Mer. J. D. sol.),

20 h 30, dim. 16 h : On a tous les jours

une fête ; (387-71-31) (Mer. sol. D.

sol. L.), 21 h, mer. dim. 15 h 30 : Ro-

mando et Lefèvre ;

FLANDE (230-15-65) (D. sol.), 20 h 30,

dim. 17 h : Préfète et poudrière (dém. le

8) ;

FLANDE (230-15-65) (D. sol.), 20 h 30,

dim. 17 h : Préfète et poudrière (dém. le

8) ;

FLANDE (230-15-65) (D. sol.), 20 h 30,

dim. 17 h : Préfète et poudrière (dém. le

8) ;

FLANDE (230-15-65) (D. sol.), 20 h 30,

dim. 17 h : Préfète et poudrière (dém. le

8) ;

FLANDE (230-15-65) (D. sol.), 20 h 30,

dim. 17 h : Préfète et poudrière (dém. le

8) ;

FLANDE (230-15-65) (D. sol.), 20 h 30,

dim. 17 h : Préfète et poudrière (dém. le

8) ;

FLANDE (230-15-65) (D. sol.), 20 h 30,

dim. 17 h : Préfète et poudrière (dém. le

8) ;

FLANDE (230-15-65) (D. sol.), 20 h 30,

dim. 17 h : Préfète et poudrière (dém. le



COSMOS - OLYMPIC ENTREPOT  
APRÈS "CINQ SOIRÉES" et "OBLOMOV"  
**Sans témoins**  
LE NOUVEAU  
**MIKHALKOV**  
DISTRIBUÉ PAR LES FILMS COSMOS

**RAM NARAYAN**  
L'envol de son inspiration  
me touche profondément...  
(Yehudi Menuhin)  
Salle Sunday Solo  
Un disque Stil en vente chez votre disquaire  
Stil éditions, 5 rue de Charonne 75011 Paris.  
(1) 806.28.19

EN V.O. : MARIGNAN PATHÉ - PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARNASSIENS - PARAMOUNT ODÉON - PUBLICIS ST-GERMAIN - CINÉ BEAUBOURG - FORUM LES HALLES - EN V.F. : PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX - WEPHER PATHÉ - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT MAJOLIT - UGC CONVENTION - CONVENTION ST-CHARLES - PARAMOUNT BASTILLE - NATION - PARAMOUNT GODELINS - PARAMOUNT GALAXIE - Périphérie en V.F. : VERSAILLES - CYRANO LA DÉFENSE 4 TEMPS - ENGLISH FRANÇAIS - THAIS BELLE ÉPINE - CHAMPIGNY PATHÉ - VÉLISY STUDIO - ROSNY ARTEL - CRÉTEL ARTEL - MARNE-LA-VALLÉE ARTEL - LA VARENNE PARAMOUNT - NEUILLY VILLAGE - ST-GERMAIN L2L - ROSNY-SOUS-BOIS PARINOR - LE BOURGET AVIATIC - BOULOGNE GAUMONT QUEST

**SHIRLEY MAC LAINE**  
**DEBRA WINGER**  
**JACK NICHOLSON**  
**Tendres passions**  
(TENDERS OF ENDEARMENT)  
**11 OSCARS 84**  
MEILLEUR FILM  
PARAMOUNT présente un film de JAMES L. BROOKS  
SHIRLEY MAC LAINE - DEBRA WINGER  
TENDRES PASSIONS avec JACK NICHOLSON - DANNY DEVITO  
JOHN LITIGOW monté par MICHAEL GORE  
montage de RICHARD MARKS A.C.E. chef décorateur POLLY PLATT  
directeur de la photographie ANDRZEJ BARTKOWIAK  
coproducteur par PENNEY FINKELMAN - MARTIN JURROW  
cadrage de JAMES L. BROOKS  
produit et réalisé par JAMES L. BROOKS  
© 1984 BY PARAMOUNT PICTURES INTERNATIONAL CORPORATION  
© 1984 BY PARAMOUNT PICTURES INTERNATIONAL CORPORATION

# MUSIQUE

## Les concerts

**MERCREDI 4**  
Eglise Saint-Médard, 20 h 30 : G. Fumet, J. Galar (Bach, Lécuyer, Toulmouze).  
Eglise des Minimes, 17 h : P.-L. Guff, Ph. Pellissier, Ph. Bide, J. Dupont, E. Pochard (Mozart).  
Salle Chabrier, 21 h : Ensemble d'archets français, dir. J.-F. Goussier (Vivaldi).

**JEUDI 5**  
Eglise Saint-Médard, 20 h 30 : voir le 4.  
Eglise Saint-Louis-des-Invalides, 20 h 30 : Nouvel orchestre philharmonique, dir. M. Juhanovicz (Bach, Beethoven, Liszt).

**VENREDI 6**  
Salle Pleyel, 20 h 30 : L. Perle, B. C. Sino (Bach, Beethoven, Liszt).

**SAMEDI 7**  
Salle Chabrier, 21 h : voir le 4.  
Salle Pleyel, 20 h 30 : L. Perle, B. C. Sino (Bach, Beethoven, Liszt).  
Eglise Saint-Médard, 21 h : L. Poulain, Ph. Lietaud (Fauré, Debussy, Ravel).

**DIMANCHE 8**  
Eglise Saint-Médard, 16 h : C. Molinari (Albinetti, Villa-Lobos, Piazzola).  
Théâtre de la Sorbonne, 11 h : Don Suk Kang, P. Doyon (Bach, Beethoven, Schubert).

**JEUDI 12**  
Eglise Saint-Louis-des-Invalides, 17 h : S. Maréchal (Bach, Schumann, Mendelssohn).  
Nouveaux-Théâtre, 17 h 45 : M. Adamczewski (Rachmaninov, Liszt, Prokofiev).

**JEUDI 19**  
A. Dujardin, 20 h 30 : E. Audouy, M. Bouché.  
Eglise des Minimes, 17 h : L. Vinciguerra, F. de la Grandville.

**LUNDI 9**  
A. Dujardin, 20 h 30 : voir le 8.  
Salle Pleyel, 20 h 30 : English Chamber Orchestra (Mozart, Schubert).  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre symphonique de Montréal, dir. Ch. Dutoit (Mozart, Beethoven, Shostakovich).

**MARDI 10**  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30 : Orchestre national de France, dir. Z. Pataki (Mahler, Bartók).  
Salle Pleyel, 20 h 30 : R. Lupa (Schumann, Liszt, Prokofiev).

**JEUDI 12**  
Eglise Saint-Louis-des-Invalides, 20 h 30 : M. Raskin, récital de clavecin (J.-S. Bach, Dupuy, Scarlatti, Soler, J.-C. Bach).

## Jazz, pop, rock, folk

**ATMOSPHERE** (331-90-76), les 5, 6, 7 à 20 h 30 : Volapuck, 22 h 30 : Sing-Sing, Ph. Cohen, les Avions.  
**BAINS-DOUCHES** (887-34-40), les 5 à 21 h : Rolfes concert (887-34-40), les 6 à 21 h : Rolfes concert (887-34-40).

**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (336-45-05), 21 h 30 : P. Sella, B. Vasseur.  
**CHAPPELLE DES LOMBARDS** (357-24-24) (D.L.), 21 h 30 : S. Jérad.

**CIRQUE D'HYVÈRE** (708-12-35), les 5 à 21 h : M. Peral, L. Sella, J.-F. Druart, H. Tard, Les 9, 10 à 21 h : Son Carlos, C. H. Tard, Les 9, 10 à 21 h : Son Carlos.

**CITHEA** (357-99-26), les 4, 6 à 20 h : les Discoteques, les 7 à 20 h : les Discoteques, les 10 à 20 h : RTH rock.

**DUNOIS** (357-99-26), les 4, 6 à 20 h : les Discoteques, les 7 à 20 h : les Discoteques, les 10 à 20 h : RTH rock.

**ELDORADO** (206-23-50), les 4 à 20 h 30 : Echo and the Spaniards, les 10 à 20 h 30 : Ghetto Blaster.

**ESPACE CARDIN** (206-17-81), les 4, 5, 6 à 20 h 30 : Catherine, Escodé, Lodiwood.

**FORUM** (297-53-47), les 7 à 19 h : Féliz, les 20 h 30 : Féliz, les 21 h : Féliz.

**MAJOLIT** (238-05-71), les 7 à 20 h 30 : Quartet R. Pitzner.

**EN région parisienne**  
**BREITIGNY** (084-38-68), les 8 à 15 h 30 : N. Zahaly (Mozart, Beethoven, Chopin).

**EPINAY-MAC** (222-41-01) (D.L.), 20 h 30 : Din 15 h : les 16 h : les 17 h : les 18 h : les 19 h : les 20 h : les 21 h : les 22 h : les 23 h : les 24 h : les 25 h : les 26 h : les 27 h : les 28 h : les 29 h : les 30 h : les 31 h : les 32 h : les 33 h : les 34 h : les 35 h : les 36 h : les 37 h : les 38 h : les 39 h : les 40 h : les 41 h : les 42 h : les 43 h : les 44 h : les 45 h : les 46 h : les 47 h : les 48 h : les 49 h : les 50 h : les 51 h : les 52 h : les 53 h : les 54 h : les 55 h : les 56 h : les 57 h : les 58 h : les 59 h : les 60 h : les 61 h : les 62 h : les 63 h : les 64 h : les 65 h : les 66 h : les 67 h : les 68 h : les 69 h : les 70 h : les 71 h : les 72 h : les 73 h : les 74 h : les 75 h : les 76 h : les 77 h : les 78 h : les 79 h : les 80 h : les 81 h : les 82 h : les 83 h : les 84 h : les 85 h : les 86 h : les 87 h : les 88 h : les 89 h : les 90 h : les 91 h : les 92 h : les 93 h : les 94 h : les 95 h : les 96 h : les 97 h : les 98 h : les 99 h : les 100 h : les 101 h : les 102 h : les 103 h : les 104 h : les 105 h : les 106 h : les 107 h : les 108 h : les 109 h : les 110 h : les 111 h : les 112 h : les 113 h : les 114 h : les 115 h : les 116 h : les 117 h : les 118 h : les 119 h : les 120 h : les 121 h : les 122 h : les 123 h : les 124 h : les 125 h : les 126 h : les 127 h : les 128 h : les 129 h : les 130 h : les 131 h : les 132 h : les 133 h : les 134 h : les 135 h : les 136 h : les 137 h : les 138 h : les 139 h : les 140 h : les 141 h : les 142 h : les 143 h : les 144 h : les 145 h : les 146 h : les 147 h : les 148 h : les 149 h : les 150 h : les 151 h : les 152 h : les 153 h : les 154 h : les 155 h : les 156 h : les 157 h : les 158 h : les 159 h : les 160 h : les 161 h : les 162 h : les 163 h : les 164 h : les 165 h : les 166 h : les 167 h : les 168 h : les 169 h : les 170 h : les 171 h : les 172 h : les 173 h : les 174 h : les 175 h : les 176 h : les 177 h : les 178 h : les 179 h : les 180 h : les 181 h : les 182 h : les 183 h : les 184 h : les 185 h : les 186 h : les 187 h : les 188 h : les 189 h : les 190 h : les 191 h : les 192 h : les 193 h : les 194 h : les 195 h : les 196 h : les 197 h : les 198 h : les 199 h : les 200 h : les 201 h : les 202 h : les 203 h : les 204 h : les 205 h : les 206 h : les 207 h : les 208 h : les 209 h : les 210 h : les 211 h : les 212 h : les 213 h : les 214 h : les 215 h : les 216 h : les 217 h : les 218 h : les 219 h : les 220 h : les 221 h : les 222 h : les 223 h : les 224 h : les 225 h : les 226 h : les 227 h : les 228 h : les 229 h : les 230 h : les 231 h : les 232 h : les 233 h : les 234 h : les 235 h : les 236 h : les 237 h : les 238 h : les 239 h : les 240 h : les 241 h : les 242 h : les 243 h : les 244 h : les 245 h : les 246 h : les 247 h : les 248 h : les 249 h : les 250 h : les 251 h : les 252 h : les 253 h : les 254 h : les 255 h : les 256 h : les 257 h : les 258 h : les 259 h : les 260 h : les 261 h : les 262 h : les 263 h : les 264 h : les 265 h : les 266 h : les 267 h : les 268 h : les 269 h : les 270 h : les 271 h : les 272 h : les 273 h : les 274 h : les 275 h : les 276 h : les 277 h : les 278 h : les 279 h : les 280 h : les 281 h : les 282 h : les 283 h : les 284 h : les 285 h : les 286 h : les 287 h : les 288 h : les 289 h : les 290 h : les 291 h : les 292 h : les 293 h : les 294 h : les 295 h : les 296 h : les 297 h : les 298 h : les 299 h : les 300 h : les 301 h : les 302 h : les 303 h : les 304 h : les 305 h : les 306 h : les 307 h : les 308 h : les 309 h : les 310 h : les 311 h : les 312 h : les 313 h : les 314 h : les 315 h : les 316 h : les 317 h : les 318 h : les 319 h : les 320 h : les 321 h : les 322 h : les 323 h : les 324 h : les 325 h : les 326 h : les 327 h : les 328 h : les 329 h : les 330 h : les 331 h : les 332 h : les 333 h : les 334 h : les 335 h : les 336 h : les 337 h : les 338 h : les 339 h : les 340 h : les 341 h : les 342 h : les 343 h : les 344 h : les 345 h : les 346 h : les 347 h : les 348 h : les 349 h : les 350 h : les 351 h : les 352 h : les 353 h : les 354 h : les 355 h : les 356 h : les 357 h : les 358 h : les 359 h : les 360 h : les 361 h : les 362 h : les 363 h : les 364 h : les 365 h : les 366 h : les 367 h : les 368 h : les 369 h : les 370 h : les 371 h : les 372 h : les 373 h : les 374 h : les 375 h : les 376 h : les 377 h : les 378 h : les 379 h : les 380 h : les 381 h : les 382 h : les 383 h : les 384 h : les 385 h : les 386 h : les 387 h : les 388 h : les 389 h : les 390 h : les 391 h : les 392 h : les 393 h : les 394 h : les 395 h : les 396 h : les 397 h : les 398 h : les 399 h : les 400 h : les 401 h : les 402 h : les 403 h : les 404 h : les 405 h : les 406 h : les 407 h : les 408 h : les 409 h : les 410 h : les 411 h : les 412 h : les 413 h : les 414 h : les 415 h : les 416 h : les 417 h : les 418 h : les 419 h : les 420 h : les 421 h : les 422 h : les 423 h : les 424 h : les 425 h : les 426 h : les 427 h : les 428 h : les 429 h : les 430 h : les 431 h : les 432 h : les 433 h : les 434 h : les 435 h : les 436 h : les 437 h : les 438 h : les 439 h : les 440 h : les 441 h : les 442 h : les 443 h : les 444 h : les 445 h : les 446 h : les 447 h : les 448 h : les 449 h : les 450 h : les 451 h : les 452 h : les 453 h : les 454 h : les 455 h : les 456 h : les 457 h : les 458 h : les 459 h : les 460 h : les 461 h : les 462 h : les 463 h : les 464 h : les 465 h : les 466 h : les 467 h : les 468 h : les 469 h : les 470 h : les 471 h : les 472 h : les 473 h : les 474 h : les 475 h : les 476 h : les 477 h : les 478 h : les 479 h : les 480 h : les 481 h : les 482 h : les 483 h : les 484 h : les 485 h : les 486 h : les 487 h : les 488 h : les 489 h : les 490 h : les 491 h : les 492 h : les 493 h : les 494 h : les 495 h : les 496 h : les 497 h : les 498 h : les 499 h : les 500 h : les 501 h : les 502 h : les 503 h : les 504 h : les 505 h : les 506 h : les 507 h : les 508 h : les 509 h : les 510 h : les 511 h : les 512 h : les 513 h : les 514 h : les 515 h : les 516 h : les 517 h : les 518 h : les 519 h : les 520 h : les 521 h : les 522 h : les 523 h : les 524 h : les 525 h : les 526 h : les 527 h : les 528 h : les 529 h : les 530 h : les 531 h : les 532 h : les 533 h : les 534 h : les 535 h : les 536 h : les 537 h : les 538 h : les 539 h : les 540 h : les 541 h : les 542 h : les 543 h : les 544 h : les 545 h : les 546 h : les 547 h : les 548 h : les 549 h : les 550 h : les 551 h : les 552 h : les 553 h : les 554 h : les 555 h : les 556 h : les 557 h : les 558 h : les 559 h : les 560 h : les 561 h : les 562 h : les 563 h : les 564 h : les 565 h : les 566 h : les 567 h : les 568 h : les 569 h : les 570 h : les 571 h : les 572 h : les 573 h : les 574 h : les 575 h : les 576 h : les 577 h : les 578 h : les 579 h : les 580 h : les 581 h : les 582 h : les 583 h : les 584 h : les 585 h : les 586 h : les 587 h : les 588 h : les 589 h : les 590 h : les 591 h : les 592 h : les 593 h : les 594 h : les 595 h : les 596 h : les 597 h : les 598 h : les 599 h : les 600 h : les 601 h : les 602 h : les 603 h : les 604 h : les 605 h : les 606 h : les 607 h : les 608 h : les 609 h : les 610 h : les 611 h : les 612 h : les 613 h : les 614 h : les 615 h : les 616 h : les 617 h : les 618 h : les 619 h : les 620 h : les 621 h : les 622 h : les 623 h : les 624 h : les 625 h : les 626 h : les 627 h : les 628 h : les 629 h : les 630 h : les 631 h : les 632 h : les 633 h : les 634 h : les 635 h : les 636 h : les 637 h : les 638 h : les 639 h : les 640 h : les 641 h : les 642 h : les 643 h : les 644 h : les 645 h : les 646 h : les 647 h : les 648 h : les 649 h : les 650 h : les 651 h : les 652 h : les 653 h : les 654 h : les 655 h : les 656 h : les 657 h : les 658 h : les 659 h : les 660 h : les 661 h : les 662 h : les 663 h : les 664 h : les 665 h : les 666 h : les 667 h : les 668 h : les 669 h : les 670 h : les 671 h : les 672 h : les 673 h : les 674 h : les 675 h : les 676 h : les 677 h : les 678 h : les 679 h : les 680 h : les 681 h : les 682 h : les 683 h : les 684 h : les 685 h : les 686 h : les 687 h : les 688 h : les 689 h : les 690 h : les 691 h : les 692 h : les 693 h : les 694 h : les 695 h : les 696 h : les 697 h : les 698 h : les 699 h : les 700 h : les 701 h : les 702 h : les 703 h : les 704 h : les 705 h : les 706 h : les 707 h : les 708 h : les 709 h : les 710 h : les 711 h : les 712 h : les 713 h : les 714 h : les 715 h : les 716 h : les 717 h : les 718 h : les 719 h : les 720 h : les 721 h : les 722 h : les 723 h : les 724 h : les 725 h : les 726 h : les 727 h : les 728 h : les 729 h : les 730 h : les 731 h : les 732 h : les 733 h : les 734 h : les 735 h : les 736 h : les 737 h : les 738 h : les 739 h : les 740 h : les 741 h : les 742 h : les 743 h : les 744 h : les 745 h : les 746 h : les 747 h : les 748 h : les 749 h : les 750 h : les 751 h : les 752 h : les 753 h : les 754 h : les 755 h : les 756 h : les 757 h : les 758 h : les 759 h : les 760 h : les 761 h : les 762 h : les 763 h : les 764 h : les 765 h : les 766 h : les 767 h : les 768 h : les 769 h : les 770 h : les 771 h : les 772 h : les 773 h : les 774 h : les 775 h : les 776 h : les 777 h : les 778 h : les 779 h : les 780 h : les 781 h : les 782 h : les 783 h : les 784 h : les 785 h : les 786 h : les 787 h : les 788 h : les 789 h : les 790 h : les 791 h : les 792 h : les 793 h : les 794 h : les 795 h : les 796 h : les 797 h : les 798 h : les 799 h : les 800 h : les 801 h : les 802 h : les 803 h : les 804 h : les 805 h : les 806 h : les 807 h : les 808 h : les 809 h : les 810 h : les 811 h : les 812 h : les 813 h : les 814 h : les 815 h : les 816 h : les 817 h : les 818 h : les 819 h : les 820 h : les 821 h : les 822 h : les 823 h : les 824 h : les 825 h : les 826 h : les 827 h : les 828 h : les 829 h : les 830 h : les 831 h : les 832 h : les 833 h : les 834 h : les 835 h : les 836 h : les 837 h : les 838 h : les 839 h : les 840 h : les 841 h : les 842 h : les 843 h : les 844 h : les 845 h : les 846 h : les 847 h : les 848 h : les 849 h : les 850 h : les 851 h : les 852 h : les 853 h : les 854 h : les 855 h : les 856 h : les 857 h : les 858 h : les 859 h : les 860 h : les 861 h : les 862 h : les 863 h : les 864 h : les 865 h : les 866 h : les 867 h : les 868 h : les 869 h : les 870 h : les 871 h : les 872 h : les 873 h : les 874 h : les 875 h : les 876 h : les 877 h : les 878 h : les 879 h : les 880 h : les 881 h : les 882 h : les 883 h : les 884 h : les 885 h : les 886 h : les 887 h : les 888 h : les 889 h : les 890 h : les 891 h : les 892 h : les 893 h : les 894 h : les 895 h : les 896 h : les 897 h : les 898 h : les 899 h : les 900 h : les 901 h : les 902 h : les 903 h : les 904 h : les 905 h : les 906 h : les 907 h : les 908 h : les 909 h : les 910 h : les 911 h : les 912 h : les 913 h : les 914 h : les 915 h : les 916 h : les 917 h : les 918 h : les 919 h : les 920 h : les 921 h : les 922 h : les 923 h : les 924 h : les 925 h : les 926 h : les 927 h : les 928 h : les 929 h : les 930 h : les 931 h : les 932 h : les 933 h : les 934 h : les 935 h : les 936 h : les 937 h : les 938 h : les 939 h : les 940 h : les 941 h : les 942 h : les 943 h : les 944 h : les 945 h : les 946 h : les 947 h : les 948 h : les 949 h : les 950 h : les 951 h : les 952 h : les 953 h : les 954 h : les 955 h : les 956 h : les 957 h : les 958 h : les 959 h : les 960 h : les 961 h : les 962 h : les 963 h : les 964 h : les 965 h : les 966 h : les 967 h : les 968 h : les 969 h : les 970 h : les 971 h : les 972 h : les 973 h : les 974 h : les 975 h : les 976 h : les 977 h : les 978 h : les 979 h : les 980 h : les 981 h : les 982 h : les 983 h : les 984 h : les 985 h : les 986 h : les 987 h : les 988 h : les 989 h : les 990 h : les 991 h : les 992 h : les 993 h : les 994 h : les 995 h : les 996 h : les 997 h : les 998 h : les 999 h : les 1000 h : les 1001 h : les 1002 h : les 1003 h : les 1004 h : les 1005 h : les 1006 h : les 1007 h : les 1008 h : les 1009 h : les 1010 h : les 1011 h : les 1012 h : les 1013 h : les 1014 h : les 1015 h : les 1016 h : les 1017 h : les 1018 h : les 1019 h : les 1020 h : les 1021 h : les 1022 h : les 1023 h : les 1024 h : les 1025 h : les 1026 h : les 1027 h : les 1028 h : les 1029 h : les 1030 h : les 1031 h : les 1032 h : les 1033 h : les 1034 h : les 1035 h : les 1036 h : les 1037 h : les 1038 h : les 1039 h : les 1040 h : les 1041 h : les 1042 h : les 1043 h : les 1044 h : les 1045 h : les 1046 h : les 1047 h : les 1048 h : les 1049 h : les 1050 h : les 1051 h : les 1052 h : les 1053 h : les 1054 h : les 1055 h : les 1056 h : les 1057 h : les 1058 h : les 1059 h : les 1060 h : les 1061 h : les 1062 h : les 1063 h : les 1064 h : les 1065 h : les 1066 h : les 1067 h : les 1068 h : les 1069 h : les 1070 h : les 1071 h : les 1072 h : les 1073 h : les 1074 h : les 1075 h : les 1076 h : les 1077 h : les 1078 h : les 1079 h : les 1080 h : les 1081 h : les 1082 h : les 1083 h : les 1084 h : les 1085 h : les 1086 h : les 1087 h : les 1088 h : les 1089 h : les 1090 h : les 1091 h : les 1092 h : les 1093 h : les 1094 h : les 1095 h : les 1096 h : les 1097 h : les 1098 h : les 1099 h : les 1100 h : les 1101 h : les 1102 h : les 1103 h : les 1104 h : les 1105 h : les 1106 h : les 1107 h : les 1108 h : les 1109 h : les 1110 h : les 1111 h : les 1112 h : les 1113 h : les 1114 h : les 1115 h : les 1116 h : les 1117 h : les 1118 h : les 1119 h : les 1120 h : les 1121 h : les 1122 h : les 1123 h : les 1124 h : les 1125 h : les 1126 h : les 1127 h : les 1128 h : les 1129 h : les 1130 h : les 1131 h : les 1132 h : les 1133 h : les 1134 h : les 1135 h : les 1136 h : les 1137 h : les 1138 h : les 1139 h : les 1140 h : les 1141 h : les 1142 h : les 1143 h : les 1144 h : les 1145 h : les 1146 h : les 1147 h : les 1148 h : les 1149 h : les 1150 h : les 1151 h : les 1152 h : les 1153 h : les 1154 h : les 1155 h : les 1156 h : les 1157 h : les 1158 h : les 1159 h : les 1160 h : les 1161 h : les 1162 h : les 1163 h : les 1164 h : les 1165 h : les 1166 h : les 1167 h : les 1168 h : les 1169 h : les 1170 h : les 1171 h : les 1172 h : les 1173 h : les 1174 h : les 1175 h : les 1176 h : les 1177 h : les 1178 h : les 1179 h : les 1180 h : les 1181 h : les 1182 h : les 1183 h : les 1184 h : les 1185 h : les 1186 h : les 1187 h : les 1188 h : les 1189 h : les 1190 h : les 1191 h : les 1192 h : les 1193 h : les 1194 h : les 1195 h : les 1196 h : les 1197 h : les 1198 h : les 1199 h : les 1200 h : les 1201 h : les 1202 h : les 1203 h : les 1204 h : les 1205 h : les 1206 h : les 1207 h : les 1208 h : les 1209 h : les 1210 h : les 1211 h : les 1212 h : les 1213 h : les 1214 h : les 1215 h : les 1216 h : les 1217 h : les 1218 h : les 1219 h : les 1220 h : les 1221 h : les 1222 h : les 1223 h : les 1224 h : les 1225 h : les 1226 h : les 1227 h : les 1228 h : les 1229 h : les 1230 h : les 1231 h : les 1232 h : les 1233 h : les 1234 h : les 1235 h : les 1236 h : les 1237 h : les 1238 h : les 1239 h : les 1240 h : les 1241 h : les 1242 h : les 1243 h : les 1244 h : les 1245 h : les 1246 h : les 1247 h : les 1248 h : les 1249 h : les 1250 h : les 1251 h : les 1252 h : les 1253 h : les 1254 h : les 1255 h : les 1256 h : les 1257 h : les 1258 h : les 1259 h : les 1260 h : les 1261 h : les 1262 h : les 1263 h : les 1264 h : les 1265 h : les 1266 h : les 1267 h : les 1268 h : les 1269 h : les 1270 h : les 1271 h : les 1272 h : les 1273 h :







# CINEMA

**FENÊTRE SUR COUR** (A. v.a.) : Mo-  
vies, 1<sup>re</sup> (260-41-99) ; Saint-Germain Vil-  
lage, 9<sup>e</sup> (633-63-20) ; Saint-Michel, 9<sup>e</sup>  
(326-79-17) ; Blyss-Lincoln, 9<sup>e</sup> (359-  
36-14) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup>  
(575-79-79) ; Blanche-Montparnasse,  
15<sup>e</sup> (544-25-02) ; V.F. : Capri, 2<sup>e</sup> (508-  
11-69).

**FURVO** (A. v.a.) : Saint-Lambert  
(H. sp.), 15<sup>e</sup> (532-91-68).

**GIMME SHELTER** (A. v.a.) : Vidéo-  
scope, 6<sup>e</sup> (325-60-34).

**GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU**  
**PLAISIR** (Fr.) (\*\*) (H. sp.) : Daufert,  
14<sup>e</sup> (321-41-01).

**GOLDFINGER** (A. v.a.) : Rialto, 19<sup>e</sup>  
(607-87-61).

**HAUTE SOCIÉTÉ** (A. v.a.) : Penthos,  
9<sup>e</sup> (354-15-04).

**L'HOMME QUI VENAIT D'AILLEURS**  
(A. v.a.) : Gaumont-Halles, 1<sup>re</sup> (297-  
49-70) ; Saint-Germain Studio, 15<sup>e</sup> (633-  
63-20) ; Ambassade, 9<sup>e</sup> (359-19-08) ;  
Parasians, 14<sup>e</sup> (329-83-11) ; V.F. : Ri-  
chelles, 2<sup>e</sup> (326-70-70) ; Bretagne, 6<sup>e</sup>  
(223-57-97) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (359-32-43).

**L'HOMME QUI VOULAIT ÊTRE ROI**  
(A. v.a.) : Espace Gaîté, 14<sup>e</sup> (227-  
95-64).

**JESUS DE NAZARETH** (H. v.f.) :  
Grand Pavée, 15<sup>e</sup> (554-46-85).

**JE NE SUIS PAS UN ANGE** (A. v.a.) :  
Action Christiane, 6<sup>e</sup> (325-47-46).

**JONATHAN LIVINGSTON LE GOÛ-  
LAND** (A. v.a.) : Clocodoc, 6<sup>e</sup> (633-  
10-32).

**LA LUNA** (H. v.a.) : Saint-Lambert, 15<sup>e</sup>  
(532-91-68).

**LA MAÎTRESSE DU LIEUTENANT**  
**FRANÇAIS** (A. v.a.) : Boite à films  
(H. sp.), 17<sup>e</sup> (622-44-21).

**LE MANTEAU** (H. v.a.) : Reflet Quar-  
tier Latin, 9<sup>e</sup> (326-84-63).

**MERLIN L'ENCHANTEUR** (A. v.f.) :  
Rex, 2<sup>e</sup> (236-83-93) ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup>  
(325-71-08) ; UGC Emmaparc, 6<sup>e</sup> (359-  
15-71) ; UGC Boulevard, 9<sup>e</sup> (246-  
66-44) ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> (336-  
23-44) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (359-32-43) ; UGC  
Convention, 15<sup>e</sup> (528-20-64) ; Mirat, 16<sup>e</sup>  
(651-99-75) ; Napoléon, 17<sup>e</sup> (735-  
63-42) ; Palais Chilly, 18<sup>e</sup> (522-46-01).

**MIDNIGHT EXPRESS** (A. v.f.) (\*\*) :  
Capri, 2<sup>e</sup> (508-11-69).

**MONIKA** (Sod. v.a.) : Reflet Quar-  
tier Latin, 9<sup>e</sup> (326-84-63) ; Olympia  
Boulevard, 14<sup>e</sup> (545-35-38).

**MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN**  
(A. v.a.) : Chny Eclat, 5<sup>e</sup> (354-20-12).

**LE NOUVEAU AMOUR DE COCCI-  
NELLE** (A. v.f.) : Napoléon, 17<sup>e</sup> (735-  
63-42).

**L'ŒIL DU TIGRE** (A. v.f.) : Paris Lo-  
sain Bowling, 18<sup>e</sup> (606-64-98).

**ONIBARA** (Jap.) : Temples, 3<sup>e</sup> (272-  
94-36).

**ORFÈVE NEGRO** (Fr.) : Grand Pavée, 15<sup>e</sup>  
(554-46-85).

**LA PARTY** (A. v.a.) : Espace Gaîté, 14<sup>e</sup>  
(327-95-94).

**LA PASSION DE JEANNE D'ARC**  
(Dan. v.a.) : Temples, 3<sup>e</sup> (272-94-36).

**RUBY GENTRY** (A. v.a.) : André Bata,  
15<sup>e</sup> (337-74-39).

**SA MAJESTÉ DES MOUCHES** (A.  
v.a.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21).

**SHENING** (A. v.f.) (\*\*) : Opéra Night, 2<sup>e</sup>  
(296-62-30).

**LA STRADA** (H. v.a.) : Champ, 5<sup>e</sup>  
(354-51-60).

**SUEURS FROIDES** (A. v.a.) : Forum,  
1<sup>re</sup> (297-33-74) ; Claf Beaubourg, 3<sup>e</sup>  
(271-53-36) ; Saint-Michel, 9<sup>e</sup> (326-  
79-17) ; Paramount Odéon, 6<sup>e</sup> (325-  
59-83) ; Monte-Carlo, 6<sup>e</sup> (225-09-83) ;  
Paramount City, 9<sup>e</sup> (562-47-76) ; Action  
Lafayette, 9<sup>e</sup> (878-80-50) ; V.F. : Para-  
mount Marivaux, 2<sup>e</sup> (296-80-40) ; Para-  
mount Opéra, 9<sup>e</sup> (325-56-31) ; Para-  
mount Bastille, 11<sup>e</sup> (323-79-17) ;  
Paramount Galaxie, 13<sup>e</sup> (580-18-03) ;  
V.F. + v.f. : Paramount Montparnasse, 15<sup>e</sup>  
(329-90-10) ; V.F. Convention Saint-  
Charles, 15<sup>e</sup> (575-23-00) ; Paramount  
Odéon, 16<sup>e</sup> (540-45-91) ; Paramount  
Mallory, 17<sup>e</sup> (758-24-34) ; Palais Chilly,  
18<sup>e</sup> (522-46-01).

**TELEPHONE PUBLIC** (Fr.) : Claf 13  
Première, 18<sup>e</sup> (259-62-75).

**TO BE OR NOT TO BE** (Amér.) (A.  
v.a.) : Saint-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> (326-  
48-18).

**UNE FEMME DISPARAIT** (A. v.a.) :  
Quintess, 5<sup>e</sup> (633-79-38) ; Paramount,  
14<sup>e</sup> (320-30-19).

**LE VOLEUR DE BICYCLETTE** (H.  
v.a.) : Boite à films, 17<sup>e</sup> (622-44-21).

**MEL BROOKS** (v.a.) : Studio de la  
Comédie, 9<sup>e</sup> (325-78-37) ; mer. ven.  
dim. 14 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h,  
34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h,  
50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h,  
66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h,  
82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h,  
98 h, 100 h, 102 h, 104 h, 106 h, 108 h, 110 h,  
112 h, 114 h, 116 h, 118 h, 120 h, 122 h, 124 h,  
126 h, 128 h, 130 h, 132 h, 134 h, 136 h, 138 h,  
140 h, 142 h, 144 h, 146 h, 148 h, 150 h, 152 h,  
154 h, 156 h, 158 h, 160 h, 162 h, 164 h, 166 h,  
168 h, 170 h, 172 h, 174 h, 176 h, 178 h, 180 h,  
182 h, 184 h, 186 h, 188 h, 190 h, 192 h, 194 h,  
196 h, 198 h, 200 h, 202 h, 204 h, 206 h, 208 h,  
210 h, 212 h, 214 h, 216 h, 218 h, 220 h, 222 h,  
224 h, 226 h, 228 h, 230 h, 232 h, 234 h, 236 h,  
238 h, 240 h, 242 h, 244 h, 246 h, 248 h, 250 h,  
252 h, 254 h, 256 h, 258 h, 260 h, 262 h, 264 h,  
266 h, 268 h, 270 h, 272 h, 274 h, 276 h, 278 h,  
280 h, 282 h, 284 h, 286 h, 288 h, 290 h, 292 h,  
294 h, 296 h, 298 h, 300 h, 302 h, 304 h, 306 h,  
308 h, 310 h, 312 h, 314 h, 316 h, 318 h, 320 h,  
322 h, 324 h, 326 h, 328 h, 330 h, 332 h, 334 h,  
336 h, 338 h, 340 h, 342 h, 344 h, 346 h, 348 h,  
350 h, 352 h, 354 h, 356 h, 358 h, 360 h, 362 h,  
364 h, 366 h, 368 h, 370 h, 372 h, 374 h, 376 h,  
378 h, 380 h, 382 h, 384 h, 386 h, 388 h, 390 h,  
392 h, 394 h, 396 h, 398 h, 400 h, 402 h, 404 h,  
406 h, 408 h, 410 h, 412 h, 414 h, 416 h, 418 h,  
420 h, 422 h, 424 h, 426 h, 428 h, 430 h, 432 h,  
434 h, 436 h, 438 h, 440 h, 442 h, 444 h, 446 h,  
448 h, 450 h, 452 h, 454 h, 456 h, 458 h, 460 h,  
462 h, 464 h, 466 h, 468 h, 470 h, 472 h, 474 h,  
476 h, 478 h, 480 h, 482 h, 484 h, 486 h, 488 h,  
490 h, 492 h, 494 h, 496 h, 498 h, 500 h, 502 h,  
504 h, 506 h, 508 h, 510 h, 512 h, 514 h, 516 h,  
518 h, 520 h, 522 h, 524 h, 526 h, 528 h, 530 h,  
532 h, 534 h, 536 h, 538 h, 540 h, 542 h, 544 h,  
546 h, 548 h, 550 h, 552 h, 554 h, 556 h, 558 h,  
560 h, 562 h, 564 h, 566 h, 568 h, 570 h, 572 h,  
574 h, 576 h, 578 h, 580 h, 582 h, 584 h, 586 h,  
588 h, 590 h, 592 h, 594 h, 596 h, 598 h, 600 h,  
602 h, 604 h, 606 h, 608 h, 610 h, 612 h, 614 h,  
616 h, 618 h, 620 h, 622 h, 624 h, 626 h, 628 h,  
630 h, 632 h, 634 h, 636 h, 638 h, 640 h, 642 h,  
644 h, 646 h, 648 h, 650 h, 652 h, 654 h, 656 h,  
658 h, 660 h, 662 h, 664 h, 666 h, 668 h, 670 h,  
672 h, 674 h, 676 h, 678 h, 680 h, 682 h, 684 h,  
686 h, 688 h, 690 h, 692 h, 694 h, 696 h, 698 h,  
700 h, 702 h, 704 h, 706 h, 708 h, 710 h, 712 h,  
714 h, 716 h, 718 h, 720 h, 722 h, 724 h, 726 h,  
728 h, 730 h, 732 h, 734 h, 736 h, 738 h, 740 h,  
742 h, 744 h, 746 h, 748 h, 750 h, 752 h, 754 h,  
756 h, 758 h, 760 h, 762 h, 764 h, 766 h, 768 h,  
770 h, 772 h, 774 h, 776 h, 778 h, 780 h, 782 h,  
784 h, 786 h, 788 h, 790 h, 792 h, 794 h, 796 h,  
798 h, 800 h, 802 h, 804 h, 806 h, 808 h, 810 h,  
812 h, 814 h, 816 h, 818 h, 820 h, 822 h, 824 h,  
826 h, 828 h, 830 h, 832 h, 834 h, 836 h, 838 h,  
840 h, 842 h, 844 h, 846 h, 848 h, 850 h, 852 h,  
854 h, 856 h, 858 h, 860 h, 862 h, 864 h, 866 h,  
868 h, 870 h, 872 h, 874 h, 876 h, 878 h, 880 h,  
882 h, 884 h, 886 h, 888 h, 890 h, 892 h, 894 h,  
896 h, 898 h, 900 h, 902 h, 904 h, 906 h, 908 h,  
910 h, 912 h, 914 h, 916 h, 918 h, 920 h, 922 h,  
924 h, 926 h, 928 h, 930 h, 932 h, 934 h, 936 h,  
938 h, 940 h, 942 h, 944 h, 946 h, 948 h, 950 h,  
952 h, 954 h, 956 h, 958 h, 960 h, 962 h, 964 h,  
966 h, 968 h, 970 h, 972 h, 974 h, 976 h, 978 h,  
980 h, 982 h, 984 h, 986 h, 988 h, 990 h, 992 h,  
994 h, 996 h, 998 h, 1000 h, 1002 h, 1004 h,  
1006 h, 1008 h, 1010 h, 1012 h, 1014 h, 1016 h,  
1018 h, 1020 h, 1022 h, 1024 h, 1026 h, 1028 h,  
1030 h, 1032 h, 1034 h, 1036 h, 1038 h, 1040 h,  
1042 h, 1044 h, 1046 h, 1048 h, 1050 h, 1052 h,  
1054 h, 1056 h, 1058 h, 1060 h, 1062 h, 1064 h,  
1066 h, 1068 h, 1070 h, 1072 h, 1074 h, 1076 h,  
1078 h, 1080 h, 1082 h, 1084 h, 1086 h, 1088 h,  
1090 h, 1092 h, 1094 h, 1096 h, 1098 h, 1100 h,  
1102 h, 1104 h, 1106 h, 1108 h, 1110 h, 1112 h,  
1114 h, 1116 h, 1118 h, 1120 h, 1122 h, 1124 h,  
1126 h, 1128 h, 1130 h, 1132 h, 1134 h, 1136 h,  
1138 h, 1140 h, 1142 h, 1144 h, 1146 h, 1148 h,  
1150 h, 1152 h, 1154 h, 1156 h, 1158 h, 1160 h,  
1162 h, 1164 h, 1166 h, 1168 h, 1170 h, 1172 h,  
1174 h, 1176 h, 1178 h, 1180 h, 1182 h, 1184 h,  
1186 h, 1188 h, 1190 h, 1192 h, 1194 h, 1196 h,  
1198 h, 1200 h, 1202 h, 1204 h, 1206 h, 1208 h,  
1210 h, 1212 h, 1214 h, 1216 h, 1218 h, 1220 h,  
1222 h, 1224 h, 1226 h, 1228 h, 1230 h, 1232 h,  
1234 h, 1236 h, 1238 h, 1240 h, 1242 h, 1244 h,  
1246 h, 1248 h, 1250 h, 1252 h, 1254 h, 1256 h,  
1258 h, 1260 h, 1262 h, 1264 h, 1266 h, 1268 h,  
1270 h, 1272 h, 1274 h, 1276 h, 1278 h, 1280 h,  
1282 h, 1284 h, 1286 h, 1288 h, 1290 h, 1292 h,  
1294 h, 1296 h, 1298 h, 1300 h, 1302 h, 1304 h,  
1306 h, 1308 h, 1310 h, 1312 h, 1314 h, 1316 h,  
1318 h, 1320 h, 1322 h, 1324 h, 1326 h, 1328 h,  
1330 h, 1332 h, 1334 h, 1336 h, 1338 h, 1340 h,  
1342 h, 1344 h, 1346 h, 1348 h, 1350 h, 1352 h,  
1354 h, 1356 h, 1358 h, 1360 h, 1362 h, 1364 h,  
1366 h, 1368 h, 1370 h, 1372 h, 1374 h, 1376 h,  
1378 h, 1380 h, 1382 h, 1384 h, 1386 h, 1388 h,  
1390 h, 1392 h, 1394 h, 1396 h, 1398 h, 1400 h,  
1402 h, 1404 h, 1406 h, 1408 h, 1410 h, 1412 h,  
1414 h, 1416 h, 1418 h, 1420 h, 1422 h, 1424 h,  
1426 h, 1428 h, 1430 h, 1432 h, 1434 h, 1436 h,  
1438 h, 1440 h, 1442 h, 1444 h, 1446 h, 1448 h,  
1450 h, 1452 h, 1454 h, 1456 h, 1458 h, 1460 h,  
1462 h, 1464 h, 1466 h, 1468 h, 1470 h, 1472 h,  
1474 h, 1476 h, 1478 h, 1480 h, 1482 h, 1484 h,  
1486 h, 1488 h, 1490 h, 1492 h, 1494 h, 1496 h,  
1498 h, 1500 h, 1502 h, 1504 h, 1506 h, 1508 h,  
1510 h, 1512 h, 1514 h, 1516 h, 1518 h, 1520 h,  
1522 h, 1524 h, 1526 h, 1528 h, 1530 h, 1532 h,  
1534 h, 1536 h, 1538 h, 1540 h, 1542 h, 1544 h,  
1546 h, 1548 h, 1550 h, 1552 h, 1554 h, 1556 h,  
1558 h, 1560 h, 1562 h, 1564 h, 1566 h, 1568 h,  
1570 h, 1572 h, 1574 h, 1576 h, 1578 h, 1580 h,  
1582 h, 1584 h, 1586 h, 1588 h, 1590 h, 1592 h,  
1594 h, 1596 h, 1598 h, 1600 h, 1602 h, 1604 h,  
1606 h, 1608 h, 1610 h, 1612 h, 1614 h, 1616 h,  
1618 h, 1620 h, 1622 h, 1624 h, 1626 h, 1628 h,  
1630 h, 1632 h, 1634 h, 1636 h, 1638 h, 1640 h,  
1642 h, 1644 h, 1646 h, 1648 h, 1650 h, 1652 h,  
1654 h, 1656 h, 1658 h, 1660 h, 1662 h, 1664 h,  
1666 h, 1668 h, 1670 h, 1672 h, 1674 h, 1676 h,  
1678 h, 1680 h, 1682 h, 1684 h, 1686 h, 1688 h,  
1690 h, 1692 h, 1694 h, 1696 h, 1698 h, 1700 h,  
1702 h, 1704 h, 1706 h, 1708 h, 1710 h, 1712 h,  
1714 h, 1716 h, 1718 h, 1720 h, 1722 h, 1724 h,  
1726 h, 1728 h, 1730 h, 1732 h, 1734 h, 1736 h,  
1738 h, 1740 h, 1742 h, 1744 h, 1746 h, 1748 h,  
1750 h, 1752 h, 1754 h, 1756 h, 1758 h, 1760 h,  
1762 h, 1764 h, 1766 h, 1768 h, 1770 h, 1772 h,  
1774 h, 1776 h, 1778 h, 1780 h, 1782 h, 1784 h,  
1786 h, 1788 h, 1790 h, 1792 h, 1794 h, 1796 h,  
1798 h, 1800 h, 1802 h, 1804 h, 1806 h, 1808 h,  
1810 h, 1812 h, 1814 h, 1816 h, 1818 h, 1820 h,  
1822 h, 1824 h, 1826 h, 1828 h, 1830 h, 1832 h,  
1834 h, 1836 h, 1838 h, 1840 h, 1842 h, 1844 h,  
1846 h, 1848 h, 1850 h, 1852 h, 1854 h, 1856 h,  
1858 h, 1860 h, 1862 h, 1864 h, 1866 h, 1868 h,  
1870 h, 1872 h, 1874 h, 1876 h, 1878 h, 1880 h,  
1882 h, 1884 h, 1886 h, 1888 h, 1890 h, 1892 h,  
1894 h, 1896 h, 1898 h, 1900 h, 1902 h, 1904 h,  
1906 h, 1908 h, 1910 h, 1912 h, 1914 h, 1916 h,  
1918 h, 1920 h, 1922 h, 1924 h, 1926 h, 1928 h,  
1930 h, 1932 h, 1934 h, 1936 h, 1938 h, 1940 h,  
1942 h, 1944 h, 1946 h, 1948 h, 1950 h, 1952 h,  
1954 h, 1956 h, 1958 h, 1960 h, 1962 h, 1964 h,  
1966 h, 1968 h, 1970 h, 1972 h, 1974 h, 1976 h,  
1978 h, 1980 h, 1982 h, 1984 h, 1986 h, 1988 h,  
1990 h, 1992 h, 1994 h, 1996 h, 1998 h, 2000 h,  
2002 h, 2004 h, 2006 h, 2008 h, 2010 h, 2012 h,  
2014 h, 2016 h, 2018 h, 2020 h, 2022 h, 2024 h,  
2026 h, 2028 h, 2030 h, 2032 h, 2034 h, 2036 h,  
2038 h, 2040 h, 2042 h, 2044 h, 2046 h, 2048 h,  
2050 h, 2052 h, 2054 h, 2056 h, 2058 h, 2060 h,  
2062 h, 2064 h, 2066 h, 2068 h, 2070 h, 2072 h,  
2074 h, 2076 h, 2078 h, 2080 h, 2082 h, 2084 h,  
2086 h, 2088 h, 2090 h, 2092 h, 2094 h, 2096 h,  
2098 h, 2100 h, 2102 h, 2104 h, 2106 h, 2108 h,  
2110 h, 2112 h, 2114 h, 2116 h, 2118 h, 2120 h,  
2122 h, 2124 h, 2126 h, 2128 h, 2130 h, 2132 h,  
2134 h, 2136 h, 2138 h, 2140 h, 2142 h, 2144 h,  
2146 h, 2148 h, 2150 h, 2152 h, 2154 h, 2156 h,  
2158 h, 2160 h, 2162 h, 2164 h, 2166 h, 2168 h,  
2170 h, 2172 h, 2174 h, 2176 h, 2178 h, 2180 h,  
2182 h, 2184 h, 2186 h, 2188 h, 2190 h, 2192 h,  
2194 h, 2196 h, 2198 h, 2200 h, 2202 h, 2204 h,  
2206 h, 2208 h, 2210 h, 2212 h, 2214 h, 2216 h,  
2218 h, 2220 h, 2222 h, 2224 h, 2226 h, 2228 h,  
2230 h, 2232 h, 2234 h, 2236 h, 2238 h, 2240 h,  
2242 h, 2244 h, 2246 h, 2248 h, 2250 h, 2252 h,  
2254 h, 2256 h, 2258 h, 2260 h, 2262 h, 2264 h,  
2266 h, 2268 h, 2270 h, 2272 h, 2274 h, 2276 h,  
2278 h, 2280 h, 2282 h, 2284 h, 2286 h, 2288 h,  
2290 h, 2292 h, 2294 h, 2296 h, 2298 h, 2300 h,  
2302 h, 2304 h, 2306 h, 2308 h, 2310 h, 2312 h,  
2314 h, 2316 h, 2318 h, 2320 h, 2322 h, 2324 h,  
2326 h, 2328 h, 2330 h, 2332 h, 2334 h, 2336 h,  
2338 h, 2340 h, 2342 h, 2344 h, 2346 h, 2348 h,  
2350 h, 2352 h, 2354 h, 2356 h, 2358 h, 2360 h,  
2362 h, 2364 h, 2366 h, 2368 h, 2370 h, 2372 h,  
2374 h, 2376 h, 2378 h, 2380 h, 2382 h, 2384 h,  
2386 h, 2388 h, 2390 h, 2392 h, 2394 h, 2396 h,  
2398 h, 2400 h, 2402 h, 2404 h, 2406 h, 2408 h,  
2410 h, 2412 h, 2414 h, 2416 h, 2418 h, 2420 h,  
2422 h, 2424 h, 2426 h, 2428 h, 2430 h, 2432 h,  
2434 h, 2436 h, 2438 h, 2440 h, 2442 h, 2444 h,  
2446 h, 2448 h, 2450 h, 2452 h, 2454 h, 2456 h,  
2458 h, 2460 h, 2462 h, 2464 h, 2466 h, 2468 h,  
2470 h, 2472 h, 2474 h, 2476 h, 2478 h, 2480 h,  
2482 h, 2484 h, 2486 h, 2488 h, 2490 h, 2492 h,  
2494 h, 2496 h, 2498 h, 2500 h, 2502 h, 2504 h,  
2506 h, 2508 h, 2510 h, 2512 h, 2514 h, 2516 h,  
2518 h, 2520 h, 2522 h, 2524 h, 2526 h, 2528 h,  
2530 h, 2532 h, 2534 h, 2536 h, 2538 h, 2540 h,  
2542 h, 2544 h, 2546 h, 2548 h, 2550 h, 2552 h,  
2554 h, 2556 h, 2558 h, 2560 h, 2562 h, 2564 h,  
2566 h, 2568 h, 2570 h, 2572 h, 2574 h, 2576 h,  
2578 h, 2580 h, 2582 h, 2584 h, 2586 h, 2588 h,  
2590 h, 2592 h, 2594 h, 2596 h, 2598 h, 2600 h,  
2602 h, 2604 h, 2606 h, 2608 h, 2610 h, 2612 h,  
2614 h, 2616 h, 2618 h, 2620 h, 2622 h, 2624 h,  
2626 h, 2628 h, 2630 h, 2632 h, 2634 h, 2636 h,  
2638 h, 2640 h, 2642 h, 2644 h, 2646 h, 2648 h,  
2650 h, 2652 h, 2654 h, 2656 h, 2658 h, 2660 h,  
2662 h, 2664 h, 2666 h, 2668 h, 2670 h, 2672 h,  
2674 h, 2676 h, 2678 h, 2680 h, 2682 h, 2684 h,  
2686 h, 2688 h, 2690 h, 2692 h, 2694 h, 2696 h,  
2698 h, 2700 h, 2702 h, 2704 h, 2706 h, 2708 h,  
2710 h, 2712 h, 2714 h, 2716 h, 2718 h, 2720 h,  
2722 h, 2724 h, 2726 h, 2728 h, 2730 h, 2732 h,  
2734 h, 2736 h, 2738 h, 2740 h, 2742 h, 2744 h,  
2746 h, 2748 h, 2750 h, 2752 h, 2754 h, 2756 h,  
2758 h, 2760 h, 2762 h, 2



# RADIO-TÉLÉVISION

## Mercredi 4 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série** : Dallas.  
Bobby tente de persuader Hicky de modifier les intentions de J.R. qui, de son côté, ne veut pas émettre politiquement. Sans la méchanceté de J.R. « Dallas » s'arrêterait.



21 h 25 **Saga**.  
Magazine scientifique de M. Tréguer.  
Au sommaire : La « glaciologie », étrange phénomène qui amène des individus à s'exprimer dans des langues étrangères ; l'homéopathie, sa démarche, une thérapeutique qui impose progressivement auprès du public ; le petit journal de Paul Caro.

22 h 20 Les grandes expositions : « Saint Sébastien ».  
Emission de J. Plessis.  
Autour de la figure de saint Sébastien : ses différentes formes picturales exposées au Musée d'art et traditions populaires.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h 35 **Téléfilm** : L'Amour sage.  
De Yari. Avec A. Prevost, X. Saint-Macary.  
Une jeune épouse et mère, fatiguée d'un bonheur figé en solitude, aspire à retrouver l'indépendance de ses jeunes années par l'exercice du travail. Au contact d'une nouveauté, elle réapprend à vivre, à aimer.

22 h 1) Magazine : Cinéma, cinémas.  
De J. André, M. Boujot et C. Ventrone.  
Au sommaire : Météo Carpentier, scripte d'H. Hovka ; interview d'Elisa Cook Junior ; de Robert Altman ; Jacques Dillan en tournée ; un document : la soirée de gala (1955) de la sortie du film A star is born, de G. Zukor.

### 23 h 10 Journal

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 05 **Les jeux**.  
20 h 35 **Cadences**.  
Emission de Guy Lux et Léa Milic.  
Avec Chantal Goya, l'assesseur numéro un des enfants.

22 h 20 **Les bandes rouges**.  
Ce film, produit par FR 3 Alsace, tente de décrire le travail accompli par les douaniers. Avec la participation du directeur régional des douanes à Strasbourg, M. G. Leclerc.  
23 h 15 **Préface à la nuit**.  
Méphisto Waltz, de F. Liszt, interprété par l'Orchestre symphonique de la Bayerische Rundfunk sous la direction de Georg Solti.

### FR 3 - PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.  
17 h 10 Dessin animé : Belle et Sébastien.  
17 h 40 **Huckleberry Finn** et Tom Sawyer.  
18 h 5 **Série** : La poursuite du pain.  
18 h 30 **Vie régionale** : Les Joliet-Curie et la radioactivité artificielle.  
19 h 55 **Atout Pic**.  
19 h Informations.  
19 h 35 **Feuilleton** : Le trésor des Hollandais.  
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

### FRANCE-CULTURE

20 h L'Orchestre national de France, cinquante ans de création : œuvres de Shostakovic, Zimmermann, Halffter...  
22 h 30 **Nuits magiques** : nuit-temps (le sport).

### FRANCE-MUSIQUE

20 h **Concert** (en direct de Berlin) : Concerto pour piano n° 5 en mi bémol majeur, de Beethoven, Harold en Italie, symphonie pour orchestre et alto principal, de Berlioz, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, sous la direction de L. Maazel ; sol. C. Arns, piano, et W. Christ, alto.  
22 h **Cycle acoustique** : François Bayle.  
23 h Les soirées de France-Musique : Chabrier et ses amis.

## Jeudi 5 avril

### PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 30 **Vision plus**.  
12 h Le rendez-vous d'Annali.  
12 h 30 **Atout cœur**.  
13 h **Journal**.  
13 h 45 **Obituaire** : Autobiographie du diabolique traité par l'humour.  
14 h **Série** : L'Incrovable Hulk.  
14 h 55 Les choses du jeudi (et à 15 h 55).  
15 h 30 **Quarté** en direct d'Evry.  
16 h 45 **Croque-vacances**.  
Des vacances, brioche, variété...  
17 h 3 Le village dans les nuages.  
17 h 4 **Série** : Arnold et Willy.  
18 h 5 **Presse-citron**.  
Magazine des adolescents.  
18 h 5 **Clip jockey**.  
19 h 0 **Jour J**.  
19 h 5 **Emissions régionales**.  
19 h 40 Les petits drôles.

20 h **Journal**.  
20 h 35 **Série** : Marie Perle.  
De P. André, R. C. Boissel, avec D. Evanon, X. Saint-Macary.  
Le mystère de la malle sanglante : une jeune Américaine poignardée, un magicien soupçonné, un commissaire enquêteur dans un univers de personnages de cirque, au milieu d'énigmes.  
21 h 35 **L'enjeu**.  
Magazine économique et social de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.  
« C'est », dit-on, le film d'été, dans la bataille pour la création d'entreprises ; Des biscuits pour la crise : l'homme du mois, Claude-Noël Martin, PDG de « Générale Biscuits » ; Plogoff, Larnac, Croy-Maleville : la grande filière écologique passe ; le marché de la biague ; Camembert musical, peut-il gratter, une entreprise de forces et attraits européennes.  
22 h 50 **Histoires naturelles** : ils sont tous ces bécotiers.  
Emission d'E. Lalou, I. Barrière et J.-P. Fleury.  
23 h 20 **Journal**.

### DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 **Antipode**.  
12 h **Journal** (et à 12 h 45).  
12 h 10 **Jeu** : l'Académie des neuf.  
13 h 35 **Feuilleton** : la vie des autres.  
13 h 50 **Aujourd'hui la vie**.  
Le rire, potion magique.  
14 h 55 **Téléfilm** : Comme des gens normaux.  
Réal. H. Hart.  
Un couple de handicapés lutte contre l'ignorance, les préjugés et la haine du monde environnant.  
16 h 30 **Magazine** : Un temps pour tout.  
19 h 10 **D'accord, pas d'accord** (INC).  
Avec R. Desjeux, photographe, A. Goubiaby, directeur du centre artisanal de Ziguinchor, et le groupe Toure Kunda.  
17 h 45 **Récré A2**.  
Mes amis ont la parole : Laska et Liré ; Albator ; Téléchat.  
18 h 30 **C'est la vie**.  
18 h 50 **Jeu** : Des chiffres et des lettres.  
19 h 10 **D'accord, pas d'accord** (INC).  
19 h 15 **Emissions régionales**.  
19 h 35 **Expression directe**.  
Groupe PS de l'Assemblée nationale ; groupe RPR du Sénat.

20 h **Journal**.  
20 h 35 **Série** : La Saga du Parrain.  
De F. Ford Coppola. Avec R. de Niro, B. Kirby...  
Vito Corleone s'est acquis la sympathie des petits commerçants en les débarrassant de l'usurier. Vito s'associe à Genco et Clemenza pour fonder une compagnie d'import-export et exerce le geste de la vengeance. Un grand film qui s'est fait feuilleté. De très grands acteurs, une mise en scène monumentale.

21 h 35 **Série** : Résistances.  
Pays basque : les irréductibles ; Chine : libérer Wei Jingchen ; Tchétchénie : Vassil Havel témoigne ; Brésil : le jeu monétaire ; Turquie : coup de colère.  
22 h 40 **Histoires courtes**.  
« Nous nous sommes séparés sans violence » de B. Marie ; « Moto perpétue » de B. Vajda.

### 23 h 5 Journal

### TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale**.  
Programmes régionaux des douze régions.  
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.  
20 h 5 Les jeux.  
20 h 35 **Cinéma** : La nuit tous les chats sont gris.  
Film français de G. Zingg (1977), avec G. Depardieu, R. Stephens, L. Bess, A. Zacharia, V. Thévenet, L. Payé.  
Un gentleman anglais raconte à sa jeune sœur des histoires à dormir debout sur un aristocrate nommé Philbert, puis l'entraîne, à travers l'Europe, à la recherche de ce personnage inventé. Film romantique et irrévérencieux placé sous le signe de Lewis Carroll et des petites filles. Plongée dans les zones obscures de l'imagination, avec Depardieu, document entre deux mondes.

22 h 15 **Journal**.  
● La « télé-phonie ». - Un service d'informations téléphoniques permet désormais d'obtenir les programmes des trois chaînes de télévision. Il suffit d'appeler à Paris le 329-11-44 (« quoi de neuf onze quarante-quatre ») et un enregistreur, entrecoupé de courts messages publicitaires, communique les principales émissions de la soirée.  
● Daniel Grandclément, rédacteur en chef adjoint, quitte TF 1. - A la suite du départ de Jean-Pierre Guérin, en juillet dernier, Daniel Grandclément s'était vu écarté des fonctions de responsabilité. L'émission politique « Au cœur du débat » qu'il présentait avait été supprimée, et il n'avait pas reçu d'autre affectation.

22 h 35 **L'air du large** : les atermoiements de la mer sous toutes ses formes.  
Emission de J. Fauguin.  
Avec la participation d'écrivains et celle d'une petite fille de trois ans que ses parents ont emmenée l'été dernier dans une expédition en canot au Groenland.  
23 h 40 **Préface à la nuit**.  
Épisode de F. Liszt, interprété par P. Corré et E. Eschmann au piano.

### FR 3 - PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 L'histoire de France en BD.  
17 h 11 A l'enseigne de la Gaconnette.  
17 h 22 La chevalerie.  
18 h 10 **Feuilleton** : Dynasty.  
18 h 55 **Atout Pic**.  
19 h Informations.  
19 h 35 **Feuilleton** : Le trésor des Hollandais.  
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

### FRANCE-CULTURE

14 h 5 **Un livre, des voix** : Poisson d'amour, de Didier van Cauwelaert.  
14 h 47 Les après-midi de France-Culture : Têtes cherchées à Saint-Pol-sur-Mer ; à 15 h 20, Métamorphoses de Dumas ; à 17 h, La femme en jeu ; Nathalie Serrault.  
18 h 30 **Jeunes nouvelles**, grands thèmes : la Vierge et la Droque, d'Alberto Moravia, lu par Simone Valère.  
19 h 25 **Jazz à l'ancienne**.  
19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : La zoologie, avec le professeur B. Fournier.  
20 h **Nouveaux répertoires dramatiques** : Gertrude, de H. Stedberg. Avec J. Danno, R. Dabillard, M. Vitold...  
22 h 30 **Nuits magiques** : châteaux.

### FRANCE-MUSIQUE

14 h 2 **Repères contemporains**.  
15 h **Musiques à l'œuvre** : Serge Prokofiev.  
18 h 5 **L'inséparable**.  
19 h **La temps du jazz** : le bloc-notes ; intermédiaire ; feuilleton.  
20 h **Concerts internationaux de guitare** : œuvres de Dodgson et Bach par G. Solischer (Suède).  
20 h 30 **Concert** (en direct de l'église Saint-Louis-de-la-Grande) : Te Deum, op. 22, de Berlioz ; Fugue n° 4 pour organe, orgue et orchestre, de F. Schmitt, par le Nouvel Orchestre philharmonique, chefs et maître de Radio-France sous la direction de M. Janowski ; sol. T. Zylicz-Gara, W. Raffique.  
23 h Les soirées de France-Musique : piano et piano.

## TRIBUNES ET DÉBATS

### MERCREDI 4 AVRIL

M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, et Pierre Joux, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, sont les invités du journal d'Antenne 2, à 23 h 10.

### JEUDI 5 AVRIL

M. Alain Juppé, conseiller RPR de Paris, adjoint au maire, participe au journal de RMC, à 8 h.

● **Syndicat national des attachés de presse professionnels**. - Le SY-  
NAP a renouvelé son conseil d'administration pour 1984. Le président reste Denise Hébert. Relations publiques : Viviane Sionnal (723-63-36).

● **SYNAP**, 6, rue de Valenciennes - 75011 Paris.

# LE CONTACT FACILE.

## HP 150, PREMIER MICRO-ORDINATEUR A ECRAN TACTILE.

### PARIS ET RÉGION PARISIENNE

**LA RÈGLE À CALCUL**.  
65, boulevard Saint-Germain.  
75005 PARIS. Tél. 352.88.88.  
**L.T.A.**  
13, rue Lafayette, 75009 PARIS.  
Tél. 281.13.13.  
**ILIEL CENTER INFORMATIQUE**  
88, boulevard Magenta.  
75010 PARIS. Tél. 208.61.87.  
**COPIER**  
1, rue Guizot, 75011 PARIS.  
Tél. 370.96.78.  
**IF**  
27, avenue de Saint-Mandé.  
75012 PARIS. Tél. 258.40.40.  
**HAMELTON**  
25, rue de Tolbiac.  
75013 PARIS. Tél. 584.18.32.  
**ILIEL CENTER INFORMATIQUE**  
143, avenue Félix-Faure.  
75015 PARIS. Tél. 564.87.48.  
**INFOSTORE**  
272, rue de Valenciennes.  
75015 PARIS. Tél. 532.87.00.  
**L.T.A.**  
8, rue de l'Arrière, 75015 PARIS.  
Tél. 548.32.80.  
**BATUTEM**  
5, rue Boileau, 75018 PARIS.  
Tél. 520.27.91.  
**RANDON**  
75, boulevard Pershing.  
75017 PARIS. Tél. 227.59.20.  
**L.T.A.**  
154, rue Cardinet, 75017 PARIS.  
Tél. 627.23.57.  
**LOCATEL**  
1, square Clignancourt.  
75018 PARIS. Tél. 258.04.35.  
**AD MICRO CONSEIL**  
54 bis, place Louis.  
75140 VILLIERS. Tél. (3) 946.62.45.  
**MICRO & SYSTEMES**  
12, rue Henri-Rivière.  
78200 MANTES-LE-JOUE.  
Tél. (03) 094.03.81.  
**COMPTA FRANCE**  
Centre artisanal Les Passages.  
Vernier, Benjamin-Franklin.  
91000 EVRY. Tél. (6) 078.41.87.  
**CMG**  
21 Courtabœuf, Le Parana.  
91940 LES ULIS.  
Tél. (6) 446.12.72.  
**COMPTA FRANCE**  
3, route de la Renne.  
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT.  
Tél. (1) 603.76.40.

**PEP-SINFODIS**  
541, avenue du Général-de-Gaulle.  
92143 CLAMART. Tél. 830.24.88.  
**FEUTRIER**  
8, rue Benoît-Malon, 92150  
SURESNES. Tél. (1) 772.46.46.  
**ALMEX**  
18, rue de l'Aubépine.  
01004 BOURG-EN-BRESSE.  
Tél. (1) 686.21.12.  
**STI**  
19 bis, rue de Villeneuve, 92380  
GARCHES. Tél. (1) 741.86.28.  
**EAC**  
Centre commercial du R.E.R.  
La Défense 4, 92800 PUTEAUX.  
Tél. (1) 788.26.58.  
**SCAB**  
80, rue d'Arcueil, 93137.  
94180 RUNGIS. Tél. (1) 687.23.13.  
**PROVINCE**  
**ICMA**  
(Informatique Conseils Méthodes  
Appliquées), Carrefour de l'Europe.  
01004 BOURG-EN-BRESSE.  
Tél. (74) 22.43.33.  
**SORBONNE INFORMATIQUE**  
40, rue Giffredo, 06000 NICE.  
Tél. (93) 85.17.55.  
**CALCUL ACTUELS**  
111, rue Paradis, 13008  
MARSEILLE. Tél. (91) 53.01.82.  
**COMPUTERLAND**  
1, avenue de Corbin, 13005  
MARSEILLE. Tél. (91) 78.02.02.  
**DNS L'ORDINATEUR**  
3, rue Laffont, 13005 MARSEILLE.  
Tél. (91) 54.33.36.  
**FEUTRIER**  
Av. Laplace, 13470 CARNOUX.  
Tél. (42) 82.16.41.  
**OMBS**  
Côte de Nacre,  
Boulevard du Maréchal-Juin.  
14000 CAEN. Tél. (31) 93.48.09.  
**CAEN MICRO INFORMATIQUE**  
(OMBS)  
154-166, rue Saint-Jean.  
14000 CAEN. Tél. (31) 93.48.09.  
**SCENI**  
40, rue Saint-Roch, 16000  
ANGOULEME. Tél. (45) 38.22.89.  
**SATTI**  
7, rue Saint-Côme.  
17000 LA ROCHELLE.  
Tél. (46) 41.08.03.  
**DIALOG INFORMATIQUE**  
18-20, avenue du Maréchal-Foch.  
21000 DIJON. Tél. (08) 41.49.61.

**MAISON PARNET**  
BUREAU INFORMATIQUE  
6, avenue d'Aquitaine, 24001  
PÉRIGUEUX. Tél. (53) 53.44.26.  
**RADIO SELL SIREVE**  
Centre commercial du Raitay.  
29000 QUIMPER.  
Tél. (98) 53.33.86.  
**RADIO SELL SIREVE**  
159, rue Jean-Jaurès.  
29200 BREST. Tél. (98) 44.32.76.  
**SEDASIS**  
1, rue de Nantes, 28200 Brest.  
Tél. (98) 47.37.38.  
**FEUTRIER**  
29219 LE RELECQ-KERHUON.  
Tél. (93) 28.27.73.  
**TECHNI CALCUL**  
11, boulevard des Récollets.  
31000 TOULOUSE.  
Tél. (61) 25.40.38.  
**BOUBIRON**  
9, rue Kennedy, 31000 TOULOUSE.  
Tél. (61) 21.64.39.  
**FEUTRIER**  
9, rue Riquet, 31000 TOULOUSE.  
Tél. (61) 62.34.72.  
**ALA**  
48, allée de Tourny, 33000  
BORDEAUX. Tél. (56) 44.88.51.  
**FEUTRIER**  
Le Concorde, 22, quai Bacalan.  
33075 BORDEAUX.  
Tél. (56) 39.51.21.  
**BAUMANN INFORMATIQUE**  
Zone Industrielle de Terrefort.  
33620 BRUGES. Tél. (56) 28.55.98.  
**VICATEL**  
6 ter, rue du Bois-Rondel.  
35014 RENNES. Tél. (99) 36.94.45.  
**FEUTRIER**  
10 bis, av. de Crimée.  
35100 RENNES. Tél. (99) 51.13.11.  
**KRISTAL**  
Chemin des Clos, ZIRST.  
38240 MEYLAN. Tél. (76) 90.38.13.  
**FEUTRIER**  
Rue des 3-Glorieuses.  
42270 ST-PIERRE-EN-JAREZ.  
Tél. (77) 74.76.33.  
**FEUTRIER**  
1, rue Vidémont, 44200 NANTES.  
Tél. (40) 48.09.44.  
**ETS OLLIVIER**  
Rue Henri-Dunant.  
Centre Cadigros Ingre.  
45140 ST-JEAN-DE-LA-RUELLE.  
Tél. (38) 88.11.38.  
**BRIDISDT**  
53, rue Bolivar, 49000 ANGERS.  
Tél. (41) 88.95.07.

**ESPACE BUREAU SYSTEME**  
51000 REMS. Tél. (28) 88.44.51.  
**ESPACE BUREAU SYSTEME**  
56, avenue du Marchat-Foch.  
51200 ÉPERNAY.  
Tél. (26) 54.11.74.  
**ETS RITTER**  
58, rue Pasteur, 54000 NANCY.  
Tél. (83) 32.06.88.  
**FEUTRIER**  
Centre d'Affaires Les Nations.  
Bd de l'Europe, 54500  
VANDOEUVRE. Tél. (83) 51.24.44.  
**ETS CATHY**  
58, rue Pasteur, 59000 LILLE.  
Tél. (20) 68.82.62.  
**LINE DISTRIBUTION**  
223, avenue de la République.  
59110 LA MADELEINE-LES-LILLE.  
Tél. (20) 51.56.13.  
**LYONORAL EQUIPEMENT**  
18, rue des Arènes.  
59140 DUNKERQUE.  
Tél. (28) 66.00.01.  
**FEUTRIER**  
13, rue Victor-Hugo.  
59350 ST-ANDRÉ-LES-LILLE.  
Tél. (20) 51.21.33.  
**LA BOUTIQUE INFORMATIQUE**  
43, rue Carnot, 60000 BEAUVAIS.  
Tél. (4) 448.20.83.  
**NAPEL**  
2, avenue de l'Europe.  
60100 CREIL. Tél. (4) 456.03.30.  
**LYONORAL EQUIPEMENT**  
41, rue Aubert, 62100 CALAIS.  
Tél. (21) 36.33.00.  
**NEVRAL INFORMATIQUE**  
3, cours Sébastien.  
63000 CLERMONT-FERRAND.  
Tél. (73) 84.76.62.  
**AUVERLEC**  
2, rue de l'Industrie, ZI.  
63800 COURMAYEUR-D'Auvergne.  
Tél. (73) 84.76.62.  
**ESPACE MICRO 84**  
10, rue Laffont, 64100 BAYONNE.  
Tél. (59) 68.41.55.  
**DUBSCH**  
9, rue de Saint-Anatole, Domach.  
68200 MULHOUSE.  
Tél. (89) 42.55.52.  
**TERTIAL**  
17, rue Gentil, 69002 LYON.  
Tél. (71) 838.16.66.  
**STIC INFORMATIQUE**  
88, quai Pierre-Sabat.  
69006 LYON. Tél. (7) 827.13.61.  
**DOM**  
274, rue de Créac, 69007 LYON.  
Tél. (7) 872.49.52.

**CMG LYON**  
Bât. DPM, 24, rue Jeanne-Massot.  
69009 LYON. Tél. (7) 883.91.30.  
**EPI**  
55, avenue Édouard-Millaud.  
69290 CHAPONNIER.  
Tél. (7) 857.23.87.  
**SOUSSE**  
13, rue du Docteur-Mauchamp.  
71100 CHALON-SUR-SAONE.  
Tél. (85) 48.47.81.  
**DSB MICRO**  
3, rue des Glaciers, 74000 ANNECY.  
**DSB MICRO**  
15, rue Adrien-Liquet, BP 89.  
74102 ANNEMASSE Cedex.  
Tél. (03) 38.31.40.  
**SCRIPTA INFORMATIQUE**  
1300, rue Jeanne-d'Arc.  
76000 ROUEN. Tél. (56) 71.04.84.  
**VPC**  
87, rue Louis-Brindeau, 76000  
LE HAVRE. Tél. (38) 42.48.21.  
**OMS**  
Route Nationale 15.  
76700 GONFREVILLE/L'ORCHER.  
Tél. (36) 51.51.11.  
**LOMIC**  
20, rue St-Fuscien, 80000 AMIENS.  
Tél. (23) 96.54.84.  
**INTERFACES**  
33, rue de la Salamandre, 84000  
AVIGNON. Tél. (90) 85.44.77.  
**GIFO**  
(Gestion Informatique de l'Onis).  
48, route d'Aubigny.  
85000 LA ROCHE-SUR-YON.  
Tél. (51) 37.38.35.  
**MACONBUS**  
12, rue Jean-Jaurès, 87000  
LIMOGES. Tél. (56) 33.12.55.  
**MICO**  
13, rue Saint-Michel.  
98000 MONTE-CARLO.  
Tél. (93) 60.57.15.

Pour en savoir plus  
sur le HP 150, vous pouvez  
également appeler le téléphone  
Vert de Hewlett-Packard :  
16 (05) 22.24.84.



HP 150



# INFORMATIONS « SERVICES »

## JEUNES

### Des loubards mettent les voiles

Où trouver l'aventure et l'évasion lorsqu'on est jeune et que l'on survit à l'Orly, côté HLM et non côté aéroport ? Côté Rungis, les halles n'ont rien de curieuses historiques, tout juste des lieux de travail souvent inaccessibles ou inacceptables parce qu'on refuse de « décharger des camions pendant quarante ans de sa vie ». Les cotés étirés leur béton entre deux voies de chemin de fer. Tout est morne.

Pourtant, c'est ici que l'aventure peut surgir pour tous les jeunes, qu'ils aient été de la drogue, du chômage, de la fugue, des déchéments familiaux, ou qu'ils soient épargnés par ces maux communs de la banlieue. Depuis près de deux ans, la MJC Pablo-Neruda d'Orly a décidé de ne plus se contenter d'organiser des stages de danse, de poterie et de tapisserie. Tout en continuant à offrir ces activités, elle s'est ouverte à d'autres préoccupations. Sous prétexte de jouer au ping-pong, aux échecs ou d'écouter, une millième fois, Michael Jackson, les sont plusieurs dizaines, chaque après-midi, à « passer à la MJC, cette maison où on peut aller », comme l'explique Karim, un lycéen de dix-neuf ans.

Les réunions dans les cages d'escalier ont moins la portée de l'accueil informel. Même sur la drogue, la MJC a clarifié sa position. Autrefois, on faisait disparaître discrètement la seringue retrouvée dans les toilettes ; aujourd'hui, l'intérêt est déplacé et « les dealers font leurs affaires ailleurs », assure Ali, animateur à Orly depuis cinq ans. Le « problème drogue » n'a pas seulement été déplacé : lorsque des « joints » s'allument autour de la table de ping-pong, l'équipe d'animation sait qu'il s'agit bien souvent d'une invitation au dialogue, d'une demande d'activité, et y répond. Le sport, les activités manuelles et les sorties à destination du château que la municipalité possède dans le Loiret sont autant de dérivatifs à l'oléologie. La MJC travaille aussi avec la mission locale qui propose notamment des stages de réinsertion et de formation professionnelle.

Malgré l'originalité vécue à Orly est ailleurs : Dominique, éducateur spécialisé, organise depuis l'année dernière des « stages de reconstruction de l'individu ». Sous cette appellation écorchée se cache une idée simple : un enseignement technique sportive à un jeune désorienté, dans un cadre de pleine nature, on peut lui redonner confiance, l'aider à se situer dans la société et tenter de rompre l'engrenage drogue-délinquance. Grâce à des

stages d'alpinisme et de voile, Dominique a ainsi sorti d'Orly quatre-vingt-dix jeunes, en 1983, « pour leur permettre d'avoir une histoire ». Un tiers d'entre eux étaient toxicomanes.

Ils ont vécu l'aventure d'une croisière ou d'une course en montagne, acceptant le double ininterdit de la drogue et du vol, posé comme la contrepartie de la participation au stage.

Le sursis pour les anciens drogués, l'expérience de l'effort physique et de la vie communautaire, la prise d'initiatives et les discussions ouvertes pour tous, se sont révélés souvent positifs. « Les jeunes se sont réveillés », raconte Dominique. L'aventure sportive a pu parfois être complétée par un stage d'insertion sociale ou de formation professionnelle, une entrée dans la vie active même.

### Ne pas retomber

Patrick, dix-neuf ans, ancien drogué dur, « a plus de 40 000 F par mois », n'a pas encore vu cette chance. Les « bédouins », inevitables pour financer un tel budget, le renvoient de prisons en centres de post-cure. Après une période d'incarcération, Patrick est parti cet hiver en stage de ski à Prataglan. Grâce à la caution morale de Dominique, l'éducateur de la MJC, il a bénéficié d'un sursis pour une « vieille affaire » en échange d'une promesse de ne pas recommencer. La ski et la confiance de Dominique lui ont permis de refaire surface. Mais il n'est pas encore tiré d'affaire.

Patrick attend, depuis deux mois, un stage de maçonnerie qui n'arrive pas. Il passe, chaque soir, à la MJC et confie qu'il « galère pour ne pas retomber ».

L'expérience des stages de « reconstruction » méritait d'être consignée. L'été 1984 devrait en fournir l'occasion puisque la MJC d'Orly et d'autres associations de la ville proposeront aux jeunes de relever un défi ambitieux : la participation au Tour de France à la voile. Grâce au financement de la municipalité, de la MJC elle-même et du ministère de la solidarité nationale, un bateau sera d'abord loué à l'année et permettra la multiplication des stages. Baptisé Ville d'Orly, le voilier devrait être ensuite engagé dans le Tour de France avec à son bord une quarantaine de jeunes équipiers, se relayant au fil des étapes. L'aventure vécue plutôt que le trip.

PHILIPPE BERNARD.

MJC Pablo-Neruda, 825 des Hauts-Bornes, 94310 Orly, tél. : 884-73-53.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 04.04.84 A 0 H G.M.T.



Evolution probable des temps en France entre le mercredi 4 avril à 0 heure et le jeudi 5 avril à 24 heures.

L'air froid présent en altitude sur le pays se laisse difficilement repousser vers l'est et freine sensiblement la pénétration vers l'intérieur d'air plus doux correspondant à une perturbation atlantique.

Judi, de la Bretagne aux Pyrénées occidentales puis à l'ensemble des Pyrénées l'après-midi, le ciel sera variable avec de belles éclaircies, quelques averses, plutôt sur les Pyrénées et près des côtes atlantiques, le vent modéré d'ouest à nord-ouest et des minima de 6 à 8°. Du Nord au Nord-Est et à l'est de la vallée du Rhône, ciel clair à peu nuageux, devenant toutefois nuageux ou après-midi, du Nord à la Franche-Comté. Des brumes matinales dans le Nord-Est, des minima de 6 à 9° près de la Méditerranée, des gels de 0 à -2° sur le reste de cette zone.

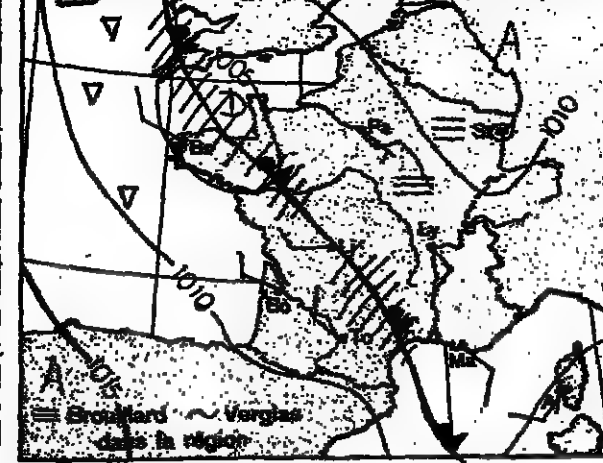
Allant, le temps sera nuageux à très nuageux, avec quelques pluies ou bruines faibles, le matin du Cotentin et de la Basse-Normandie au Massif Central et aux Pyrénées, avec quelques rafales de vent près de la Manche, l'après-midi de la Normandie et du Bassin Parisien à l'est du Massif Central, tandis que des éclaircies se développeront sur le Languedoc et le Roussillon.

Les températures maximales seront de 14 à 18° sur les régions méditerranéennes, 13 à 15° dans le Sud-Ouest, 12 à 13° de la Bretagne aux Charentes, 6 à 8° dans le Nord-Est, 8 à 11° ailleurs.

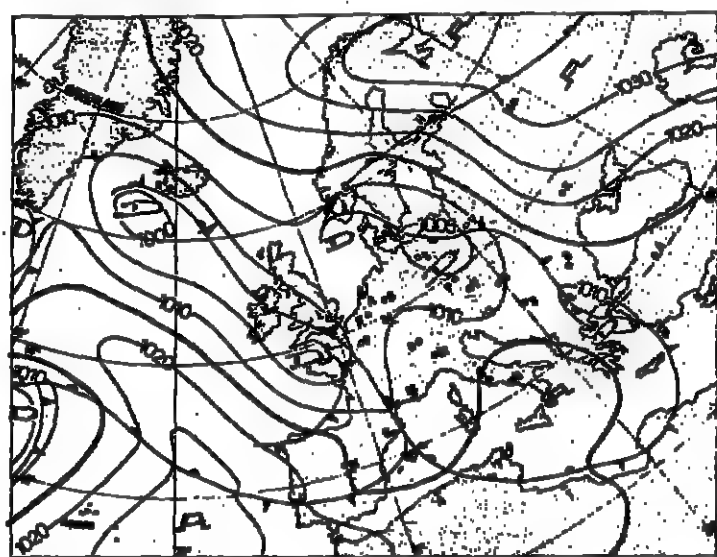
Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer. A Paris le 4 avril 1984 à 0 heures 1012,8 millibars soit 739,6 millibars de moyenne.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours

PRÉVISIONS POUR LE 04.04.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 5 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



de la journée du 4 avril ; le second le minimum de la nuit du 4 au 5 avril) : Ajaccio, 11 et 5 degrés ; Biarritz, 10 et 3 ; Bordeaux, 11 et 6 ; Bourges, 7 et 6 ; Brest, 8 et 3 ; Caen, 8 et 2 ; Cherbourg, 7 et 2 ; Clermont-Ferrand, 5 et 3 ; Dijon, 4 et 1 ; Grenoble, 8 et 3 ; Lille, 7 et 0 ; Lyon, 3 et 2 ; Marseille-Marinette, 10 et 3 ; Nantes, 3 et 1 ; Nantes, 10 et 5 ; Nice-Côte d'Azur, 13 et 6 ; Paris-Le Bourget, 8 et 0 ; Pau, 11 et 6 ; Perpignan, 14 et 2 ; Rennes, 10 et 4 ; Strasbourg, 3 et 1 ; Tours, 8 et 1 ; Toulouse, 10 et 1 ; Poitiers-Poitou, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 13 degrés ; Amsterdam, 5 et

2 ; Athènes, 19 et 10 ; Berlin, 7 et 2 ; Bonn, 3 et 1 ; Bruxelles, 6 et 2 ; La Ciotat, 23 et 14 ; Les Canaries, 21 et 17 ; Coppenhague, 3 et 2 ; Dakar, 26 et 19 ; Djibouti, 25 et 16 ; Genève, 5 et -3 ; Jérusalem, 17 et 12 ; Lisbonne, 18 et 0 ; Londres, 9 et 3 ; Luxembourg, 2 et 1 ; Madrid, 20 et 10 ; Moscou, 6 et 3 ; Nairobi, 30 et 15 ; New-York, 13 et 6 ; Palma-de-Majorque, 18 et 7 ; Rome, 7 ; Stockholm, 3 et 1 ; Tunis, 26 et 16 ; Tunis, 20 et 12.

(Données établies avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 4 avril :

### DES DÉCRETS

● Portant modification du code des communes et relatif à la composition du conseil de communauté urbaine.

● Relatif à la commission nationale des structures agricoles.

● Modifiant le décret du 28 avril 1983 portant mise en place de stages Jeunes volontaires.

## PARIS EN VISITES

VENDEMIER 6 AVRIL

● La tour Eiffel racontée aux Jeunes, 14 h 30, pôle nord, M<sup>re</sup> Collin.

● Les coulisses du Pristemps, 15 heures, rue-de-Chaumont nouveau magasin, M<sup>re</sup> Hulot.

● Saint-Etienne-du-Mont, 15 heures, entrée, M<sup>re</sup> Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

● L'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Pont-Marx (Arts et promenades).

● La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Arts et curiosités de Paris).

● L'Opéra, 14 heures, hall (D. Bouchard).

● Rougemont, 14 h 45, Petit Palais (Commissaire d'ici et d'ailleurs).

● Les salons de l'Hôtel de Ville, 14 h 15, place de l'Hôtel-de-Ville (P.-Y. Jais).

● Le cœur de Paris, 15 heures, place du Châtelet (Paris satiriques).

● Synagogues de la rue des Rosiers, 14 h 30, métro Saint-Paul (Paris pittoresque et insolite).

● Ménilmontant, 14 h 30, métro Ménilmontant (Réurrection du passé).

## LETTRES SPORTS

Au jury Renaudot.

ANDRÉ BRINCOURT SUCCEDE A GEORGES CHARENOL

Le journaliste et homme de lettres André Brincourt a été élu au jury Renaudot. Il succède à Georges Charenol qui, membre du jury depuis la fondation du prix, en 1925, avait annoncé son intention de se retirer (Le Monde du 15 mars).

André Brincourt, soixante-trois ans, responsable des pages littéraires du Figaro, est aussi essayiste et romancier. Il est, notamment, l'auteur de Vert Paradis (Grand Prix du Jeune roman), des Yeux d'or (Grand Prix de la Société des gens de lettres), d'un essai sur l'esthétique de Malraux Les Œuvres et les Lumières (prix Sainte-Beuve) et de plusieurs études critiques dont un Musée imaginaire des écrivains du XX<sup>e</sup> siècle.

Des bouquins par milliers ! LES CLASSES, LES RANGERS ? RAYONNAGES ÉTAGÈRES A VOS MESURES. Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODIQUE avec LEROY FABRICANT qui fait ses preuves le Monde du 29-3-78. 208, avenue du Maine, 75014 Paris. Tél. : 540-57-40 (autre Aléa).

## DEUX ÉQUIPES DE FOOTBALL CHANGENT D'ENTRAÎNEUR

● Paris-Saint-Germain : Georges Peyroche succède à Lucien Leduc

« Je reviendrai », avait promis Georges Peyroche, en juin dernier, au soir de la deuxième victoire consécutive de Paris-Saint-Germain en Coupe de France. C'est chose faite depuis ce mardi 3 avril. Lucien Leduc, son successeur au poste d'entraîneur, n'aura donc assuré qu'un intermède de deux mois. Après une déroute à Lille, qui compromettait les chances de qualification du PSG pour la Coupe de l'UEFA, la saison prochaine, Lucien Leduc a décidé de renoncer à sa charge. « Ce n'est pas un limogeage. Lucien Leduc s'est retiré de lui-même, hors de toute polémique, estimant qu'il ne pouvait plus rien apporter à l'équipe », a expliqué M. Charles Talar, le vice-président du club.

Pourtant, la saison avait plutôt bien commencé pour le PSG. En Coupe des vainqueurs de coupes, les Parisiens avaient même fait trembler la Juventus de Turin qualifiée au bénéfice des buts marqués à l'extérieur après deux matches nuls. C'est ensuite que la malchance s'est acharnée sur le club avec les blessures de nombreux titulaires, indisponibles parfois pour plusieurs mois (Toko, Bathenay, puis Pilorget). Le jeu collectif s'est alors peu à peu dégradé au point de ne plus offrir que des initiatives du Yougoslave Safet Susic.

Le doute a commencé à s'installer dans l'esprit des joueurs. Homme de dialogue, Lucien Leduc a peut-être manqué de conviction et d'autorité pour imposer ses choix et redonner confiance à l'équipe. Il a surtout commis l'erreur d'annoncer préma-

turément en décembre, que, âgé de soixante-cinq ans, il ferait valoir ses droits à la retraite à la fin de la saison. L'élimination du PSG de la Coupe de France par Mulhouse, une équipe de deuxième division, a achevé de saper son autorité.

Après avoir songé à Dominique Bathenay, le capitaine de l'équipe, pour assurer l'interim de Lucien Leduc jusqu'à la fin de la saison, les dirigeants du PSG ont rappelé Georges Peyroche en espérant, sans doute, provoquer, à cinq matches de la fin du championnat, le choc psychologique qui mobilise souvent les joueurs lors d'un changement d'entraîneur.

G. A.

● Football : sanctions en Belgique dans l'affaire d'un match truqué. — Les équipes du Standard de Liège et de Waterschei ont été sanctionnées par la Ligue belge de football, après le match truqué qui avait permis au Standard de gagner le championnat de Belgique en 1982. L'ancien joueur du Standard, Eric Gerets, qui a joué le rôle le plus important dans cette affaire et Roland Janssen, le capitaine de Waterschei, qui avait reçu une somme de 420 000 francs belges (60 000 francs français), ont été suspendus, respectivement pour trois et deux ans.

Les autres joueurs du Standard ont été condamnés à une année d'interdiction de jeu, ainsi que Willy Verleden de Waterschei. Cette dernière équipe devra, en outre, reverser la somme reçue à la ligue belge de football.

● SAINT-ETIENNE : Robert Philippe remplace Jean Djorkaeff

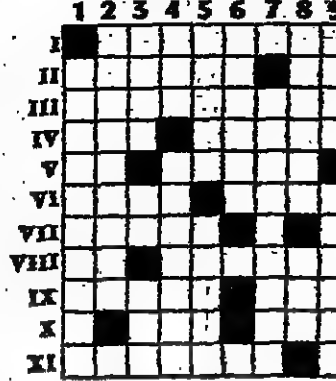
« Jean Djorkaeff n'avait plus les qualités nécessaires pour dynamiser le groupe », a indiqué M. André Laurens, président de l'AS Saint-Etienne. Mardi 3 avril, l'entraîneur stéphanois a été suspendu de ses fonctions. Même si les dirigeants stéphanois s'en défendent, cette mesure n'est sans doute pas étrangère à la déroute (7 à 0) de leur équipe à Bordeaux. L'AS Saint-Etienne, qui n'a jamais pu se dégager, cette saison, du dernier quart du classement, occupe désormais la place de barragiste pour le maintien en première division.

L'entraîneur stéphanois est remplacé par Robert Philippe, le responsable de l'équipe réserve qui opère en troisième division, Jean Djorkaeff, qui avait encore deux années de contrat à remplir, a indiqué qu'il « n'acceptait pas d'autres postes au sein du club ».

● Protestations contre la tournée des rugbymen anglais en Afrique du Sud. — La commission spéciale des Nations unies contre l'apartheid a sévèrement critiqué, mardi 3 avril, la décision de la Fédération anglaise de rugby d'envoyer, le mois prochain, son équipe en tournée en Afrique du Sud. M. Joseph Garba, président de la commission, a suggéré l'envoi d'une délégation de l'ONU auprès de M<sup>re</sup> Margaret Thatcher. Devant cette commission, M. Sam Ramsamy, représentant le Comité olympique non racialement africain, installé à Londres, a invité les pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes, à boycotter les prochains Jeux du Commonwealth, prévus à Edimbourg en 1986, si la tournée des rugbymen n'est pas annulée.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3682



### HORIZONTALEMENT

I. Présenter comme sur un plateau. — II. On le repense dès qu'on en a tiré ce qu'on voulait. Découvert. — III. Ceux qui l'entendent ne fument pas. — IV. Boisson étrangère. Envoyer des fleurs. — V. Ville de Norvège. Un beau papier. — VI. Tout un quartier ne lui fait pas peur. Greffe. — VII. Une petite quantité. — VIII. Fromage. Peut s'attaquer aux mouches. — IX. Au milieu du bar. On en frotte des bonbons pour les hommes. — X. Donne un fameux mal de tête où l'on voit le jour. — XI. Les montres y sont à l'abri.

### VERTICALEMENT

I. Une grosse bise. — 2. Faire la conversation. — 3. Lac d'Amérique. Dieu. Touché. — 4. Peut se relever quand il fait froid. Rester dans l'obscurité. — 5. Ville du Nord, varière pour boucher. — 6. Une petite marque d'effacement. — 7. Qui peuvent mettre dans l'embarras. — 8. Four sorti de la pique. Lettres composées de mauvaises nouvelles. — 9. Repousser du pied, lequel le grand air n'a pas été profitable.

Solution du problème n° 3681

Horizontalement. — I. Début. — II. Eppage. — III. Matelot. — IV. Oni. — V. Idées. Lat. — VI. Sa. TH. Du. — VII. Egaré. Mte. — VIII. Lévi. En. — IX. Océ. — X. Ruz. — XI. Enil. Ruz. — XII. Sire. Fiel.

### Verticalement

1. Demoiselle. — 2. Eppage. — 3. Bise. — 4. Avoir. — 5. Ile. — 6. Érudite. — 7. Ténacité. — 8. Égaré. — 9. Surtout. — 10. Océ. — 11. Sire. Fiel.

GUY BROUÏ.

## EN BREF

### CHASSE

LA TOURTELLE EN GROUPE. — La secrétaire d'État à l'Environnement et à la qualité de l'air a décidé de poursuivre cette année l'expérience d'autorisation de la chasse de la tourterelle pendant trois semaines en mai dans la partie du département de la Gironde où cette chasse est de tradition, annoncé un communiqué du secrétariat d'État.

Celui-ci précise que les conditions de la chasse seront identiques à celles de 1983, conditions qui tendent à « à lui garder son caractère traditionnel, à empêcher son extension et à permettre le contrôle » (Le Monde du 4 avril).

### COLLOQUE

ÉCONOMIE SOCIALE. — La ville de La Roche-sur-Yon, sous l'égide de la délégation interministérielle à l'économie sociale, organise, les 12, 13 et 14 avril, les premières Journées d'économie sociale. Une exposition regroupant les divers partenaires (SCOP, banques, mutuelles, mutualités, associations, etc.) leur servira de support. Six « tables rondes » sur : l'économie sociale en agriculture ; l'économie sociale en industrie ; l'économie sociale en services ; l'économie sociale en commerce ; la mutualité ; la prévention ; le financement de l'économie sociale.

\* Ville de La Roche-sur-Yon, service économique, hôtel de ville, 85001 La Roche-sur-Yon. Tél. : (51) 37-25-18.

### JOURNÉES D'ÉTUDES

SCIENCES PO, L'INFORMATIQUE ET L'ENTREPRISE. — L'Institut d'études politiques de Paris organise dans ses locaux, les 25 et 26 avril, un séminaire sur « Le droit de l'informatique et l'entreprise ». Le développement de l'informatique entraîne-t-elle l'apparition d'un droit de l'informatique ? Pour répondre à cette question, les participants traiteront quelques thèmes essentiels : les relations contractuelles en informatique, les rapports de l'informatique avec l'assurance, la fiscalité, la documentation, les relations de travail, et termineront par informatique et libertés.

\* Service de formation continue, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 269-39-60.

مكتبة الأصيل



OFFRES D'EMPLOI	Le Monde	Le Monde T.V.E.
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	28,44
IMMOBILIER	25,00	28,44
AUTOMOBILES	25,00	28,44
AGENDA	25,00	28,44
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

# ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le Monde	Le Monde T.V.E.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,80
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

\* Dégrèvements selon surface ou nombre de personnes.

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

Vous êtes

### INGENIEUR EN LOGICIEL DEBUTANT

Vous avez des connaissances de base en microprocesseurs et désirez vous spécialiser dans le logiciel microprocesseur. Vous voulez participer au développement d'une technologie de pointe en plein essor. Rejoignez l'équipe Carte à Mémoire du Groupe Bull. Au sein d'une division de haute technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78340 LES CLAYES SOUS BOIS) au développement de logiciel dans la carte CP8. Si cette offre vous intéresse, adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 3668 M à Patrick Chailier, Cii Honeywell Bull, Rue Jean Jaurès, 78340 les Clayes sous Bois.

**Bull**

**VOUS ÊTES ASSEMBLANT SOCIAL**  
Diplômé d'état avec au moins 10 ans d'exp. professionnelle.

**VOUS AVEZ UNE FORMATION JURIDIQUE**  
permettant d'appréhender les mutations juridiques et dérogatoires.

**VOUS VOUS INTÉRESSEZ**  
aux problèmes contractuels et complexes nécessitant des négociations, rapports précis et argumentés.

Alors adressez votre C.V. au S.S.A.S. Section des Services Sociaux Internationaux, 72, rue Regnaud, 75013 PARIS.

Anglais la parole d'usage.

**ORGANISME PROFESSIONNEL INTERNATIONAL**  
recherche

### CHARGÉ DE MISSION INFORMATIQUE

Etude, conseil, formation

Envoyer C.V. à M. M. 74.438 B.D.U. 17, rue de la République, 94307 Vincennes Cedex qui vous répondra.

**INGÉNIEURS, 1 à 2 ans**  
d'expérience programmation temps réel en assembleur INTEL, pour développement systèmes de musique électronique. Connaissances Hardware et réseaux appréciables.

Envoyer C.V. et prétentions à : **HOMER ÉLECTRONIQUE**, 8, rue Laila, 92000 Nanterre.

**ETUDE** de l'urgence : **CADRE ADMINISTRATIF**

1. ou 2. ou 3. ou 4. ou 5. ou 6. ou 7. ou 8. ou 9. ou 10. ou 11. ou 12. ou 13. ou 14. ou 15. ou 16. ou 17. ou 18. ou 19. ou 20. ou 21. ou 22. ou 23. ou 24. ou 25. ou 26. ou 27. ou 28. ou 29. ou 30. ou 31. ou 32. ou 33. ou 34. ou 35. ou 36. ou 37. ou 38. ou 39. ou 40. ou 41. ou 42. ou 43. ou 44. ou 45. ou 46. ou 47. ou 48. ou 49. ou 50. ou 51. ou 52. ou 53. ou 54. ou 55. ou 56. ou 57. ou 58. ou 59. ou 60. ou 61. ou 62. ou 63. ou 64. ou 65. ou 66. ou 67. ou 68. ou 69. ou 70. ou 71. ou 72. ou 73. ou 74. ou 75. ou 76. ou 77. ou 78. ou 79. ou 80. ou 81. ou 82. ou 83. ou 84. ou 85. ou 86. ou 87. ou 88. ou 89. ou 90. ou 91. ou 92. ou 93. ou 94. ou 95. ou 96. ou 97. ou 98. ou 99. ou 100. ou 101. ou 102. ou 103. ou 104. ou 105. ou 106. ou 107. ou 108. ou 109. ou 110. ou 111. ou 112. ou 113. ou 114. ou 115. ou 116. ou 117. ou 118. ou 119. ou 120. ou 121. ou 122. ou 123. ou 124. ou 125. ou 126. ou 127. ou 128. ou 129. ou 130. ou 131. ou 132. ou 133. ou 134. ou 135. ou 136. ou 137. ou 138. ou 139. ou 140. ou 141. ou 142. ou 143. ou 144. ou 145. ou 146. ou 147. ou 148. ou 149. ou 150. ou 151. ou 152. ou 153. ou 154. ou 155. ou 156. ou 157. ou 158. ou 159. ou 160. ou 161. ou 162. ou 163. ou 164. ou 165. ou 166. ou 167. ou 168. ou 169. ou 170. ou 171. ou 172. ou 173. ou 174. ou 175. ou 176. ou 177. ou 178. ou 179. ou 180. ou 181. ou 182. ou 183. ou 184. ou 185. ou 186. ou 187. ou 188. ou 189. ou 190. ou 191. ou 192. ou 193. ou 194. ou 195. ou 196. ou 197. ou 198. ou 199. ou 200. ou 201. ou 202. ou 203. ou 204. ou 205. ou 206. ou 207. ou 208. ou 209. ou 210. ou 211. ou 212. ou 213. ou 214. ou 215. ou 216. ou 217. ou 218. ou 219. ou 220. ou 221. ou 222. ou 223. ou 224. ou 225. ou 226. ou 227. ou 228. ou 229. ou 230. ou 231. ou 232. ou 233. ou 234. ou 235. ou 236. ou 237. ou 238. ou 239. ou 240. ou 241. ou 242. ou 243. ou 244. ou 245. ou 246. ou 247. ou 248. ou 249. ou 250. ou 251. ou 252. ou 253. ou 254. ou 255. ou 256. ou 257. ou 258. ou 259. ou 260. ou 261. ou 262. ou 263. ou 264. ou 265. ou 266. ou 267. ou 268. ou 269. ou 270. ou 271. ou 272. ou 273. ou 274. ou 275. ou 276. ou 277. ou 278. ou 279. ou 280. ou 281. ou 282. ou 283. ou 284. ou 285. ou 286. ou 287. ou 288. ou 289. ou 290. ou 291. ou 292. ou 293. ou 294. ou 295. ou 296. ou 297. ou 298. ou 299. ou 300. ou 301. ou 302. ou 303. ou 304. ou 305. ou 306. ou 307. ou 308. ou 309. ou 310. ou 311. ou 312. ou 313. ou 314. ou 315. ou 316. ou 317. ou 318. ou 319. ou 320. ou 321. ou 322. ou 323. ou 324. ou 325. ou 326. ou 327. ou 328. ou 329. ou 330. ou 331. ou 332. ou 333. ou 334. ou 335. ou 336. ou 337. ou 338. ou 339. ou 340. ou 341. ou 342. ou 343. ou 344. ou 345. ou 346. ou 347. ou 348. ou 349. ou 350. ou 351. ou 352. ou 353. ou 354. ou 355. ou 356. ou 357. ou 358. ou 359. ou 360. ou 361. ou 362. ou 363. ou 364. ou 365. ou 366. ou 367. ou 368. ou 369. ou 370. ou 371. ou 372. ou 373. ou 374. ou 375. ou 376. ou 377. ou 378. ou 379. ou 380. ou 381. ou 382. ou 383. ou 384. ou 385. ou 386. ou 387. ou 388. ou 389. ou 390. ou 391. ou 392. ou 393. ou 394. ou 395. ou 396. ou 397. ou 398. ou 399. ou 400. ou 401. ou 402. ou 403. ou 404. ou 405. ou 406. ou 407. ou 408. ou 409. ou 410. ou 411. ou 412. ou 413. ou 414. ou 415. ou 416. ou 417. ou 418. ou 419. ou 420. ou 421. ou 422. ou 423. ou 424. ou 425. ou 426. ou 427. ou 428. ou 429. ou 430. ou 431. ou 432. ou 433. ou 434. ou 435. ou 436. ou 437. ou 438. ou 439. ou 440. ou 441. ou 442. ou 443. ou 444. ou 445. ou 446. ou 447. ou 448. ou 449. ou 450. ou 451. ou 452. ou 453. ou 454. ou 455. ou 456. ou 457. ou 458. ou 459. ou 460. ou 461. ou 462. ou 463. ou 464. ou 465. ou 466. ou 467. ou 468. ou 469. ou 470. ou 471. ou 472. ou 473. ou 474. ou 475. ou 476. ou 477. ou 478. ou 479. ou 480. ou 481. ou 482. ou 483. ou 484. ou 485. ou 486. ou 487. ou 488. ou 489. ou 490. ou 491. ou 492. ou 493. ou 494. ou 495. ou 496. ou 497. ou 498. ou 499. ou 500. ou 501. ou 502. ou 503. ou 504. ou 505. ou 506. ou 507. ou 508. ou 509. ou 510. ou 511. ou 512. ou 513. ou 514. ou 515. ou 516. ou 517. ou 518. ou 519. ou 520. ou 521. ou 522. ou 523. ou 524. ou 525. ou 526. ou 527. ou 528. ou 529. ou 530. ou 531. ou 532. ou 533. ou 534. ou 535. ou 536. ou 537. ou 538. ou 539. ou 540. ou 541. ou 542. ou 543. ou 544. ou 545. ou 546. ou 547. ou 548. ou 549. ou 550. ou 551. ou 552. ou 553. ou 554. ou 555. ou 556. ou 557. ou 558. ou 559. ou 560. ou 561. ou 562. ou 563. ou 564. ou 565. ou 566. ou 567. ou 568. ou 569. ou 570. ou 571. ou 572. ou 573. ou 574. ou 575. ou 576. ou 577. ou 578. ou 579. ou 580. ou 581. ou 582. ou 583. ou 584. ou 585. ou 586. ou 587. ou 588. ou 589. ou 590. ou 591. ou 592. ou 593. ou 594. ou 595. ou 596. ou 597. ou 598. ou 599. ou 600. ou 601. ou 602. ou 603. ou 604. ou 605. ou 606. ou 607. ou 608. ou 609. ou 610. ou 611. ou 612. ou 613. ou 614. ou 615. ou 616. ou 617. ou 618. ou 619. ou 620. ou 621. ou 622. ou 623. ou 624. ou 625. ou 626. ou 627. ou 628. ou 629. ou 630. ou 631. ou 632. ou 633. ou 634. ou 635. ou 636. ou 637. ou 638. ou 639. ou 640. ou 641. ou 642. ou 643. ou 644. ou 645. ou 646. ou 647. ou 648. ou 649. ou 650. ou 651. ou 652. ou 653. ou 654. ou 655. ou 656. ou 657. ou 658. ou 659. ou 660. ou 661. ou 662. ou 663. ou 664. ou 665. ou 666. ou 667. ou 668. ou 669. ou 670. ou 671. ou 672. ou 673. ou 674. ou 675. ou 676. ou 677. ou 678. ou 679. ou 680. ou 681. ou 682. ou 683. ou 684. ou 685. ou 686. ou 687. ou 688. ou 689. ou 690. ou 691. ou 692. ou 693. ou 694. ou 695. ou 696. ou 697. ou 698. ou 699. ou 700. ou 701. ou 702. ou 703. ou 704. ou 705. ou 706. ou 707. ou 708. ou 709. ou 710. ou 711. ou 712. ou 713. ou 714. ou 715. ou 716. ou 717. ou 718. ou 719. ou 720. ou 721. ou 722. ou 723. ou 724. ou 725. ou 726. ou 727. ou 728. ou 729. ou 730. ou 731. ou 732. ou 733. ou 734. ou 735. ou 736. ou 737. ou 738. ou 739. ou 740. ou 741. ou 742. ou 743. ou 744. ou 745. ou 746. ou 747. ou 748. ou 749. ou 750. ou 751. ou 752. ou 753. ou 754. ou 755. ou 756. ou 757. ou 758. ou 759. ou 760. ou 761. ou 762. ou 763. ou 764. ou 765. ou 766. ou 767. ou 768. ou 769. ou 770. ou 771. ou 772. ou 773. ou 774. ou 775. ou 776. ou 777. ou 778. ou 779. ou 780. ou 781. ou 782. ou 783. ou 784. ou 785. ou 786. ou 787. ou 788. ou 789. ou 790. ou 791. ou 792. ou 793. ou 794. ou 795. ou 796. ou 797. ou 798. ou 799. ou 800. ou 801. ou 802. ou 803. ou 804. ou 805. ou 806. ou 807. ou 808. ou 809. ou 810. ou 811. ou 812. ou 813. ou 814. ou 815. ou 816. ou 817. ou 818. ou 819. ou 820. ou 821. ou 822. ou 823. ou 824. ou 825. ou 826. ou 827. ou 828. ou 829. ou 830. ou 831. ou 832. ou 833. ou 834. ou 835. ou 836. ou 837. ou 838. ou 839. ou 840. ou 841. ou 842. ou 843. ou 844. ou 845. ou 846. ou 847. ou 848. ou 849. ou 850. ou 851. ou 852. ou 853. ou 854. ou 855. ou 856. ou 857. ou 858. ou 859. ou 860. ou 861. ou 862. ou 863. ou 864. ou 865. ou 866. ou 867. ou 868. ou 869. ou 870. ou 871. ou 872. ou 873. ou 874. ou 875. ou 876. ou 877. ou 878. ou 879. ou 880. ou 881. ou 882. ou 883. ou 884. ou 885. ou 886. ou 887. ou 888. ou 889. ou 890. ou 891. ou 892. ou 893. ou 894. ou 895. ou 896. ou 897. ou 898. ou 899. ou 900. ou 901. ou 902. ou 903. ou 904. ou 905. ou 906. ou 907. ou 908. ou 909. ou 910. ou 911. ou 912. ou 913. ou 914. ou 915. ou 916. ou 917. ou 918. ou 919. ou 920. ou 921. ou 922. ou 923. ou 924. ou 925. ou 926. ou 927. ou 928. ou 929. ou 930. ou 931. ou 932. ou 933. ou 934. ou 935. ou 936. ou 937. ou 938. ou 939. ou 940. ou 941. ou 942. ou 943. ou 944. ou 945. ou 946. ou 947. ou 948. ou 949. ou 950. ou 951. ou 952. ou 953. ou 954. ou 955. ou 956. ou 957. ou 958. ou 959. ou 960. ou 961. ou 962. ou 963. ou 964. ou 965. ou 966. ou 967. ou 968. ou 969. ou 970. ou 971. ou 972. ou 973. ou 974. ou 975. ou 976. ou 977. ou 978. ou 979. ou 980. ou 981. ou 982. ou 983. ou 984. ou 985. ou 986. ou 987. ou 988. ou 989. ou 990. ou 991. ou 992. ou 993. ou 994. ou 995. ou 996. ou 997. ou 998. ou 999. ou 1000. ou 1001. ou 1002. ou 1003. ou 1004. ou 1005. ou 1006. ou 1007. ou 1008. ou 1009. ou 1010. ou 1011. ou 1012. ou 1013. ou 1014. ou 1015. ou 1016. ou 1017. ou 1018. ou 1019. ou 1020. ou 1021. ou 1022. ou 1023. ou 1024. ou 1025. ou 1026. ou 1027. ou 1028. ou 1029. ou 1030. ou 1031. ou 1032. ou 1033. ou 1034. ou 1035. ou 1036. ou 1037. ou 1038. ou 1039. ou 1040. ou 1041. ou 1042. ou 1043. ou 1044. ou 1045. ou 1046. ou 1047. ou 1048. ou 1049. ou 1050. ou 1051. ou 1052. ou 1053. ou 1054. ou 1055. ou 1056. ou 1057. ou 1058. ou 1059. ou 1060. ou 1061. ou 1062. ou 1063. ou 1064. ou 1065. ou 1066. ou 1067. ou 1068. ou 1069. ou 1070. ou 1071. ou 1072. ou 1073. ou 1074. ou 1075. ou 1076. ou 1077. ou 1078. ou 1079. ou 1080. ou 1081. ou 1082. ou 1083. ou 1084. ou 1085. ou 1086. ou 1087. ou 1088. ou 1089. ou 1090. ou 1091. ou 1092. ou 1093. ou 1094. ou 1095. ou 1096. ou 1097. ou 1098. ou 1099. ou 1100. ou 1101. ou 1102. ou 1103. ou 1104. ou 1105. ou 1106. ou 1107. ou 1108. ou 1109. ou 1110. ou 1111. ou 1112. ou 1113. ou 1114. ou 1115. ou 1116. ou 1117. ou 1118. ou 1119. ou 1120. ou 1121. ou 1122. ou 1123. ou 1124. ou 1125. ou 1126. ou 1127. ou 1128. ou 1129. ou 1130. ou 1131. ou 1132. ou 1133. ou 1134. ou 1135. ou 1136. ou 1137. ou 1138. ou 1139. ou 1140. ou 1141. ou 1142. ou 1143. ou 1144. ou 1145. ou 1146. ou 1147. ou 1148. ou 1149. ou 1150. ou 1151. ou 1152. ou 1153. ou 1154. ou 1155. ou 1156. ou 1157. ou 1158. ou 1159. ou 1160. ou 1161. ou 1162. ou 1163. ou 1164. ou 1165. ou 1166. ou 1167. ou 1168. ou 1169. ou 1170. ou 1171. ou 1172. ou 1173. ou 1174. ou 1175. ou 1176. ou 1177. ou 1178. ou 1179. ou 1180. ou 1181. ou 1182. ou 1183. ou 1184. ou 1185. ou 1186. ou 1187. ou 1188. ou 1189. ou 1190. ou 1191. ou 1192. ou 1193. ou 1194. ou 1195. ou 1196. ou 1197. ou 1198. ou 1199. ou 1200. ou 1201. ou 1202. ou 1203. ou 1204. ou 1205. ou 1206. ou 1207. ou 1208. ou 1209. ou 1210. ou 1211. ou 1212. ou 1213. ou 1214. ou 1215. ou 1216. ou 1217. ou 1218. ou 1219. ou 1220. ou 1221. ou 1222. ou 1223. ou 1224. ou 1225. ou 1226. ou 1227. ou 1228. ou 1229. ou 1230. ou 1231. ou 1232. ou 1233. ou 1234. ou 1235. ou 1236. ou 1237. ou 1238. ou 1239. ou 1240. ou 1241. ou 1242. ou 1243. ou 1244. ou 1245. ou 1246. ou 1247. ou 1248. ou 1249. ou 1250. ou 1251. ou 1252. ou 1253. ou 1254. ou 1255. ou 1256. ou 1257. ou 1258. ou 1259. ou 1260. ou 1261. ou 1262. ou 1263. ou 1264. ou 1265. ou 1266. ou 1267. ou 1268. ou 1269. ou 1270. ou 1271. ou 1272. ou 1273. ou 1274. ou 1275. ou 1276. ou 1277. ou 1278. ou 1279. ou 1280. ou 1281. ou 1282. ou 1283. ou 1284. ou 1285. ou 1286. ou 1287. ou 1288. ou 1289. ou 1290. ou 1291. ou 1292. ou 1293. ou 1294. ou 1295. ou 1296. ou 1297. ou 1298. ou 1299. ou 1300. ou 1301. ou 1302. ou 1303. ou 1304. ou 1305. ou 1306. ou 1307. ou 1308. ou 1309. ou 1310. ou 1311. ou 1312. ou 1313. ou 1314. ou 1315. ou 1316. ou 1317. ou 1318. ou 1319. ou 1320. ou 1321. ou 1322. ou 1323. ou 1324. ou 1325. ou 1326. ou 1327. ou 1328. ou 1329. ou 1330. ou 1331. ou 1332. ou 1333. ou 1334. ou 1335. ou 1336. ou 1337. ou 1338. ou 1339. ou 1340. ou 1341. ou 1342. ou 1343. ou 1344. ou 1345. ou 1346. ou 1347. ou 1348. ou 1349. ou 1350. ou 1351. ou 1352. ou 1353. ou 1354. ou 1355. ou 1356. ou 1357. ou 1358. ou 1359. ou 1360. ou 1361. ou 1362. ou 1363. ou 1364. ou 1365. ou 1366. ou 1367. ou 1368. ou 1369. ou 1370. ou 1371. ou 1372. ou 1373. ou 1374. ou 1375. ou 1376. ou 1377. ou 1378. ou 1379. ou 1380. ou 1381. ou 1382. ou 1383. ou 1384. ou 1385. ou 1386. ou 1387. ou 1388. ou 1389. ou 1390. ou 1391. ou 1392. ou 1393. ou 1394. ou 1395. ou 1396. ou 1397. ou 1398. ou 1399. ou 1400. ou 1401. ou 1402. ou 1403. ou 1404. ou 1405. ou 1406. ou 1407. ou 1408. ou 1409. ou 1410. ou 1411. ou 1412. ou 1413. ou 1414. ou 1415. ou 1416. ou 1417. ou 1418. ou 1419. ou 1420. ou 1421. ou 1422. ou 1423. ou 1424. ou 1425. ou 1426. ou 1427. ou 1428. ou 1429. ou 1430. ou 1431. ou 1432. ou 1433. ou 1434. ou 1435. ou 1436. ou 1437. ou 1438. ou 1439. ou 1440. ou 1441. ou 1442. ou 1443. ou 1444. ou 1445. ou 1446. ou 1447. ou 1448. ou 1449. ou 1450. ou 1451. ou 1452. ou 1453. ou 1454. ou 1455. ou 1456. ou 1457. ou 1458. ou 1459. ou 1460. ou 1461. ou 1462. ou 1463. ou 1464. ou 1465. ou 1466. ou 1467. ou 1468. ou 1469. ou 1470. ou 1471. ou 1472. ou 1473. ou 1474. ou 1475. ou 1476. ou 1477. ou 1478. ou 1479. ou 1480. ou 1481. ou 1482. ou 1483. ou 1484. ou 1485. ou 1486. ou 1487. ou 1488. ou 1489. ou 1490. ou 1491. ou 1492. ou 1493. ou 1494. ou 1495. ou 1496. ou 1497. ou 1498. ou 1499. ou 1500. ou 1501. ou 1502. ou 1503. ou 1504. ou 1505. ou 1506. ou 1507. ou 1508. ou 1509. ou 1510. ou 1511. ou 1512. ou 1513. ou 1514. ou 1515. ou 1516. ou 1517. ou 1518. ou 1519. ou 1520. ou 1521. ou 1522. ou 1523. ou 1524. ou 1525. ou 1526. ou 1527. ou 1528. ou 1529. ou 1530. ou 1531. ou 1532. ou 1533. ou 1534. ou 1535. ou 1536. ou 1537. ou 1538. ou 1539. ou 1540. ou 1541. ou 1542. ou 1543. ou 1544. ou 1545. ou 1546. ou 1547. ou 1548. ou 1549. ou 1550. ou 1551. ou 1552. ou 1553. ou 1554. ou 1555. ou 1556. ou 1557. ou 1558. ou 1559. ou 1560. ou 1561. ou 1562. ou 1563. ou 1564. ou 1565. ou 1566. ou 1567. ou 1568. ou 1569. ou 1570. ou 1571. ou 1572. ou 1573. ou 1574. ou 1575. ou 1576. ou 1577. ou 1578. ou 1579. ou 1580. ou 1581. ou 1582. ou 1583. ou 1584. ou 1585. ou 1586. ou 1587. ou 1588. ou 1589. ou 1590. ou 1591. ou 1592. ou 1593. ou 1594. ou 1595. ou 1596. ou 1597. ou 1598. ou 1599. ou 1600. ou 1601. ou 1602. ou 1603. ou 1604. ou 1605. ou 1606. ou 1607. ou 1608. ou 1609. ou 1610. ou 1611. ou 1612. ou 1613. ou 1614. ou 1615. ou 1616. ou 1617. ou 1618. ou 1619. ou 1620. ou 1621. ou 1622. ou 1623. ou 1624. ou 1625. ou 1626. ou 1627. ou 1628. ou 1629. ou 1630. ou 1631. ou 1632. ou 1633. ou 1634. ou 1635. ou 1636. ou 1637. ou 1638. ou 1639. ou 1640. ou 1641. ou 1642. ou 1643. ou 1644. ou 1645. ou 1646. ou 1647. ou 1648. ou 1649. ou 1650. ou 1651. ou 1652. ou 1653. ou 1654. ou 1655. ou 1656. ou 1657. ou 1658. ou 1659. ou 1660. ou 1661. ou 1662. ou 1663. ou 1664. ou 1665. ou 1666. ou 1667. ou 1668. ou 166



# LE CARNET DU Monde

**Naissances**

- Françoise ALLIOT a la joie d'annoncer la naissance de  
Laurent,  
le 22 mars 1984.

- A notre grande joie,  
Romain  
est né le 2 avril 1984.

Décès et Jean-Gérard DIDIERRE,  
3966, rue des Roches,  
76350 Ouessant.

- Marc, Isabelle HAMON, née  
Féret, et Olivier annoncent la naissance  
de  
Emilie,  
le 29 mars.

Vallée-Chaville.

**Mariages**

- Patricia ORSINI  
et Patrice STRANSKY  
sont heureux de faire part de leur  
mariage qui a eu lieu le 31 mars 1984  
dans l'intimité.

30, boulevard de Port-Royal,  
75005 Paris.

**Décès**

- Le président de l'université  
Lyon-II et ses collègues  
ont le regret de faire part de la dispari-  
tion de  
M. Charles AVOCAT,  
maître-assistant de géographie,  
docteur de l'enseignement supérieur,  
directeur de recherches à Lyon-II,  
décédé accidentellement le 31 mars 1984.

- M. et M<sup>me</sup> Pierre Lochmann,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Maurice Bigot,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Léon Skop,  
leurs enfants et petits-enfants,  
Les docteurs Etienne et Françoise du  
Mont du Buisson et leurs enfants  
ont le plaisir d'annoncer la mort de  
M<sup>me</sup> Henri BIGOT,  
née M<sup>me</sup> Bessière,  
leur mère, grand-mère, arrière-  
grand-mère,  
survenue le 1<sup>er</sup> avril 1984.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-  
tion ont eu lieu dans l'intimité familiale.  
Pinsard, Saint-Pierre, Gravelle  
(50).

- M. et M<sup>me</sup> Claude Bijon,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Hubert Bijon  
et ses enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Martin Bijon,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Francis Bijon  
et leurs enfants,  
M. Jean-Christophe Bijon,  
M<sup>me</sup> Véronique Bijon,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick Bijon  
et leur fille,  
Ses enfants, petits-enfants et arrière-  
petits-enfants,  
Les familles Lindauer, Ulrich et  
de Crazac,  
font part du décès de  
M<sup>me</sup> Robert BIJON,  
né Oreste Fiedelmann,  
survenue le 28 mars 1984, à Strasbourg.

2, square Robies,  
75007 Paris.

10, rue de la Chapelle,  
75007 Paris.

3, rue du Château,  
83000 Neufchâteau,  
22, avenue A. Charrier,  
92330 Sceaux.

- On nous prie d'annoncer le décès  
accidentel de  
M. MARTIN BRAULT,  
survenue le 29 mars 1984.

De la part de  
M<sup>me</sup> Brault, son épouse,  
Justine et Adeline, ses filles,  
M<sup>me</sup> Jacques Brault, sa mère,  
M. et M<sup>me</sup> Frisch, ses beaux-parents,  
Et tous ses amis.

L'inhumation aura lieu vendredi  
6 avril, à 16 heures, au cimetière de  
Crouances.

Herbeauxvilliers-Buthiers,  
77600 La Chapelle-la-Reine.  
Crouances, 91490 Milly-la-Forêt.

- Alger, Marseille, Paris.

M. Frédéric Lucien DANNEKER,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Manuel Danneker  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Bernard-Charles Danneker  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre-Marie Danneker  
et leur fille,  
ont le regret de faire part du décès de  
leur épouse, mère et grand-mère,  
M<sup>me</sup> Frédéric Lucien DANNEKER,  
née Gisèle Villalunga,  
ancien premier violoncelle  
de l'Opéra d'Alger,  
rapporté à Dieu le jeudi 29 mars 1984,  
dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-  
mité au cimetière de famille d'Entreca-  
seaux (Var).

Cet avis tient lieu de faire-part.

201, route des Trois-Lacs,  
La Valentine, 13011 Marseille.

- On nous prie d'annoncer le décès  
de  
M<sup>me</sup> Georges MARTIN,  
née Solange Toulemonde,  
survenue accidentellement et mortu-  
elle le 29 mars 1984.

De la part de  
M. Georges Martin,  
Xavier Martin, son fils,  
M. et M<sup>me</sup> Joseph Rémy  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Baptiste Martin  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Robert Le Bourdieu  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Corvalier  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Vincent Martin  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Yves Martin  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Gilbert Tiberghien  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Martin  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Patrick Delamotte  
et leurs enfants,  
Suzanne Pallet  
et ses enfants,  
Ses sœurs, belles-sœurs, beaux-frères,  
neveux et nièces,  
Les familles Toulemonde et Le Bien,  
Tous ses amis  
et les pères de Chasseaux.

La célébration eucharistique aura  
lieu le jeudi 5 avril 1984, à 10 h 45, en  
l'église Saint-Justin, place d'Estienne-  
d'Orves à Levallois, suivie de l'inhuma-  
tion à Fougères (Ille-et-Vilaine), à  
17 heures.

61, rue Voltaire,  
92300 Levallois.

- La famille de  
Toussaint MELLA,  
décorateur,  
médaille de la Résistance,  
MBE,  
a le regret de faire part de son décès,  
survenue le 29 mars 1984.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte  
intimité familiale.

Une messe sera dite à sa mémoire par  
l'abbé J. Sauray, compagnon de la  
libération, le samedi 26 avril, à  
18 heures, à la crypte Saint-Denis de  
l'église Saint-François-Xavier, 12, place  
du Président-Mithouard, 75007 Paris.

**Anniversaires**

- Pour le deuxième anniversaire du  
décès de  
M<sup>me</sup> Jean CARLÉ,  
née Marcelle Weyl-Nadine,  
une pensée est adressée à ceux qui  
l'ont connue, aimée et restée fidèle à  
son souvenir, en union avec les prières  
qui seront dites ce 5 avril.

- Pour le deuxième anniversaire du  
décès de  
Gabriel JOINA,  
une pensée est adressée à ceux qui  
l'ont connu et apprécié.

Paris, le 4 avril 1984.

- Une pensée affectueuse est  
adressée à ceux qui ont connu et aimé  
Alain WILK,  
pour le cinquantième anniversaire de son  
décès, le 5 avril 1979.

**Erratum**

- Mielans-Revel, Gap, Scailly,  
La Tour-Salvage, Lyon, Rouanne,  
Grande-Alle, Marseille.

Dans l'avis de décès, paru le 3 avril  
1984, de  
M. Charles AVOCAT,  
il fallait lire :  
M. et M<sup>me</sup> Paul Christ,  
69890 La Tour-de-Salvage.

**200 TABLEAUX MODERNES**

Notamment par : AMBROSIANI, ALLIANCE, BELLAS, BLONDEL, BOUDET, BRAYER, BRANCHON, BUFFET, CHABAS, CHARRETTON, COSSON, COTTAVOZ, CREMANS, CROSS, DAMOY, DERRAIN, DEVAZ, DIGNOMONT, DOMERGUE, VAN DONGEN, J. DUFFY, R. DUFFY, FOLUITA, FOUS, FRANK WILL, FRIESZ, GENIN, GEN PAUL, GRIGLION, GREEN, GUERRA, GROSPIERRE, HAMBURG, HAYDEN, ICAIT, JONGKIND, KILNO, KIVALLI, de LA FRESNAYE, LANSKY, LATAPPE, LAURENCE, LEBOURG, LE PHO, LOIR, LORJOU, LURCAT, MAICET, MADELAINE, MADELINE, MORETTI, MUSLIN, NOIR, PAPART, PICARD, QUINON, J.-J. RENÉ, RODDIE, ROZIER, VAN RYSELBERGHE, SARTHOUL, SEBIE, SEVERIN, TELKOWSKI, TREMOIS, TRUPHEMUS, VALDO BARBEY, VERNARD, VOGLER, ZELLER.

**CÉRAMIQUES ET SCULPTURES PAR JEAN VAN DONGEN.**

**Dimanche 8 avril, à 14 heures**

A VERSAILLES, 5, rue Rambeau, 78000 Versailles.

M<sup>me</sup> BLACHE, commissaire-priseur - Tél. : (9) 850-55-06 +.

EXPO : Vend. 6, sem. 7 avril, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### UP TO YOU VOUS CHERCHEZ UN FORMATEUR

34 ans, exp. ens. et formation d'adultes, exp. dans les écoles, exp. dans les entreprises, exp. dans les services ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 33 ans, exp. ens. et formation d'adultes, exp. dans les écoles, exp. dans les entreprises, exp. dans les services ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 33 ans, exp. ens. et formation d'adultes, exp. dans les écoles, exp. dans les entreprises, exp. dans les services ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

### SECRET/ASSISTANTE DE DIRECTION

Nationalité allemande, anglaise, française, espagnole, italienne, portugaise, russe, tchèque, slovaque, suisse, yougoslave, voy. d'affaires, négociations, ch. poste intéressant.

Recherche sous le n° 74-884 M RÉGIE-PRESSE

88 bis, rue de Valenciennes, 75002 Paris.

### Commercial-Gestion

Angl. exp. + 10 ans, ch. poste à responsabilité France ou étranger.

Recherche sous le n° 74-884 M RÉGIE-PRESSE

88 bis, rue de Valenciennes, 75002 Paris.

### automobiles

### ventes

de 5 à 7 CV.

VW GOLF 1 1980

Prix sous Argent 19.500 F.

76.000 km. Vert foncé, 5 portes.

Tél. 831-85-09 (après 18 h).

de 8 à 11 CV.

Cause double emploi

Audi 80 CD

0 kilomètre

Modèle 1984, 9 CV,

gris garni métal,

pour : 54.700 F. moins

10 % (transmission),

Possibilité crédit.

Téléphone : 233-05-83 H.B.

## L'immobilier

### appartements ventes

**1<sup>er</sup> arrdt**

Prox. PALAIS-ROYAL 705-33-31

**150 m<sup>2</sup> ASC. STAND.**

**3<sup>er</sup> arrdt**

GDS APPTS, GDS VOLUMES

**HOTEL DE TALLARD**

**MARAI ARCHIVES**

dans superbe hôtel XVII<sup>e</sup>

**MARAI RHABILLÉ** 2 Pces

**4<sup>er</sup> arrdt**

2 Pces, tout confort

**6<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**8<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**10<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**11<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**12<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**13<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**14<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**15<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**16<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**17<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**18<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**19<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**20<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**21<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**22<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**23<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**24<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**25<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**26<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**27<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**28<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**29<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**30<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**31<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**32<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**33<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**34<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**35<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**36<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**37<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

**38<sup>er</sup> arrdt**

Prox. BAC SUR JARDIN ET

### locations non meublées demandes

**Paris**

**Région parisienne**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

### pavillons

**Paris**

**Région parisienne**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

### villas

**Paris**

**Région parisienne**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

**Paris**

**locations meublées offres**

**Paris**

**locations meublées demandes**

### REPRODUCTION INTERDITE

### SOCIAL

**NOTRE DAME**

**NOTRE DAME**



ÉTRANGER

En Belgique

La grève générale a été suivie dans le secteur public surtout

De notre correspondant

Bruxelles. — La grève générale, lancée le 3 avril par les syndicats socialistes en vue de protester contre le nouveau plan d'austérité du gouvernement Martens, a-t-elle été un semi-échec ? Les bilans dressés de part et d'autre sont d'autant plus contradictoires qu'une fois encore les arrêts de travail ont été beaucoup plus nombreux en Wallonie qu'en Flandre. En outre, les services publics ont pris la tête du mouvement, alors que la grève a été beaucoup moins suivie dans le secteur privé et presque complètement ignorée dans les petites et moyennes entreprises.

Ainsi la paralysie des chemins de

Quatre semaines de grève des miniers britanniques

LES CHEMINOTS ET LES MARINS DÉCIDENT DE NE PLUS TRANSPORTER DE CHARBON

Londres (AFP). — Le syndicat national des marins britanniques a ordonné, le 3 avril, à ses 25 000 adhérents de ne plus débarquer en Grande-Bretagne de charbon venant de l'étranger et de ne plus transporter le long des côtes du Royaume-Uni. Cette action vise à soutenir les mineurs britanniques en grève depuis le 12 mars dernier et dont le mouvement paralysait, mardi, 121 des 176 puits de Grande-Bretagne.

Landi soir, le syndicat national des cheminots avait également demandé à ses 150 000 membres de cesser d'acheminer le charbon à travers tout le pays. 80 % de la production de charbon britannique est transporté par rail. Selon le syndicat national des mineurs, il n'y aura plus de transports de charbon à travers la Grande-Bretagne d'ici à la semaine prochaine et les centrales thermiques ne disposent que de huit semaines de stocks.

SOCIAL

M. Bérégovoy au siège de la CGT

« NOTRE DIALOGUE N'EST PAS TERMINÉ »

M. Pierre Bérégovoy a achevé, le 28 mars, sa tournée des postes syndicaux (le Monde des 25-26 mars), entreprise à l'occasion du centenaire du syndicalisme, en se rendant au siège de la CGT à Montreuil. Par ces visites, a déclaré le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, j'ai voulu témoigner de la considération du gouvernement à l'égard des organisations syndicales et de leurs militants. Le gouvernement souhaite avoir en face de lui des organisations syndicales fortes, bien organisées, capables d'avancer des revendications, mais aussi de prendre leurs responsabilités.

Après un entretien avec M. Henri Krasucki — qui remplit d'un voyage au Japon — et le bureau confédéral, M. Bérégovoy a visité le siège de la CGT, se déclarant « impressionné » par cette réalisation. Le secrétaire général de la CGT a évoqué l'existence de « sujets de coopération » entre la confédération et le gouvernement et « même de désaccords qui peuvent être sérieux dans certains domaines ». Pour le ministre, ces divergences sont « normales ». « C'est l'état naturel dans la vie sociale. Notre dialogue n'est pas terminé et, en tout cas, il n'a jamais été interrompu. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas - haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
SE-IL	8,650 8,670	+ 100 + 125	+ 195 + 235	+ 500 + 615
SE-CA	6,375 6,310	+ 180 + 140	+ 195 + 250	+ 450 + 565
Yen (100)	3,585 3,585	+ 180 + 285	+ 360 + 460	+ 1060 + 1170
DM	3,670 3,680	+ 175 + 190	+ 340 + 360	+ 1015 + 1070
Franc	2,725 2,735	+ 145 + 130	+ 270 + 295	+ 825 + 880
SE (100)	15,010 15,005	+ 30 + 125	+ 65 + 280	+ 170 + 530
SE (100)	7,145 7,175	+ 270 + 295	+ 540 + 570	+ 1590 + 1665
SE (100)	4,960 4,970	+ 125 + 125	+ 320 + 370	+ 1015 + 895
SE (100)	11,525 11,525	+ 345 + 480	+ 665 + 750	+ 1930 + 2135

TAUX DES EUROMONNAIES

	10 7/8	11	10 11/16	10 13/16	10 15/16	10 17/16	11 1/8	11 3/16
SE-IL	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
DM	12	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
SE (100)	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2	3 1/2
SE (100)	15	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2	15 1/2
SE (100)	8 5/8	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4	8 3/4
SE (100)	12	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

En RFA

La reprise tarde à se répercuter sur l'emploi

Correspondance

Bonn. — La reprise économique en RFA tarde à se répercuter sur le niveau de l'emploi. En données brutes, le chômage a donc diminué de 5,6 % (143 300) pour toucher 2 393 300 personnes, soit 9,6 % de la population active contre 10,2 % en février. En données corrigées des variations saisonnières il s'agit toutefois d'une légère détérioration de la situation de l'emploi (2,24 millions de chômeurs contre 2,20 millions).

Tout en soulignant que la prolongation inhabituelle de l'hiver pouvait avoir eu une influence, le nouveau directeur de l'Office du travail, M. Franke, a souligné qu'une amélioration était encore nécessaire, même si la tendance était bonne. Il y a quinze jours son prédécesseur avait laissé prévoir une diminution du nombre de chômeurs de l'ordre de deux cent mille personnes.

L'ouverture de la Foire internationale de Hanovre, le ministre allemand de l'économie, M. Lambrecht, n'en a pas moins confirmé son optimisme, estimant que « la conjoncture va de l'avant ». Pour leur part, les analystes de la Deutschebank constatent une poursuite des investissements, qui se traduit

notamment par une demande croissante de machines-outils et de biens d'équipement électroniques. Toutefois, la tendance dans le bâtiment est loin de répondre aux attentes.

Rien n'est encore joué, et les conséquences d'un conflit grave à l'issue des négociations en cours sur le renouvellement des conventions salariales sont redoutées. Sans doute les partenaires sociaux sont-ils parvenus à conclure dans le bâtiment un accord sur une augmentation des salaires de 3,3 %. En revanche, la procédure de conciliation a échoué dans l'imprimerie, où l'on s'oriente vers un mouvement de grève.

Beaucoup dépend aujourd'hui de la métallurgie, qui recouvre un grand nombre de secteurs importants comme l'automobile et la sidérurgie. Les dirigeants de l'IG Metall et le syndicat patronal GIESAMT-METALL doivent se rencontrer vendredi au sommet pour tenter de briser l'impasse actuelle dans les négociations. Si de part et d'autre le ton s'est légèrement modéré ces derniers jours, les chances d'éviter un affrontement restent fragiles.

HENRI DE BRESSON.

L'opposition juge trop timide la nouvelle loi sur la préretraite

Correspondance

Bonn. — Après le Bundestag, le Bundesrat doit adopter à son tour, cette semaine, les mesures proposées par le gouvernement allemand pour encourager les départs en préretraite dès l'âge de cinquante-huit ans. Ces mesures, qui sont assujetties à des accords préalables entre partenaires sociaux dans le cadre des négociations salariales, prévoient la prise en charge par le ministère du travail de 35 % du montant des préretraites, à condition que celui-ci soit au moins égal à 65 % du dernier salaire brut.

Elles ne valent toutefois que si l'employeur embauche, pour chaque retraité, un chômeur ou un jeune, voire, dans le cadre des entreprises de moins de vingt salariés, un apprenti. En outre, elles ne sont applicables que jusqu'en 1988.

De manière générale, la législation allemande garantit la retraite à cinquante-cinq ans pour tous ceux qui ont cotisé pendant cinq ans au moins à une caisse de retraite. Mais il est possible de faire valoir ses droits à partir de cinquante-trois ans si on a cotisé pendant trente-cinq ans, et même dès cinquante ans pour les inva-

lides, les femmes ayant travaillé dix ans au moins au cours des vingt dernières années et les personnes au chômage depuis un an.

La loi sur la préretraite a été vivement attaquée par l'opposition, qui lui reproche à la fois d'être trop timide et surtout de n'être qu'un substitut inadéquat au raccourcissement de la durée de la semaine de travail, seul moyen, selon elle, de lutter efficacement contre le chômage (le Monde des 29 et 30 mars). La plupart des syndicats estiment que le projet gouvernemental ne touchera en fait que très peu de monde, en raison notamment des pratiques en cours dans les secteurs les plus frappés par le chômage, comme la sidérurgie. Ce dont le ministère du travail se défend en affirmant, pour sa part, qu'environ un million de personnes sont concernées et que trois cent cinquante mille places de travail pourraient être dégagées si les partenaires sociaux parvenaient à conclure les accords nécessaires.

H. D. B.

Les Etats-Unis ont présenté des suggestions visant à réduire les prérogatives de la CNUCED

Les Etats-Unis n'ont pas indiqué leur intention de se retirer de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), à l'occasion de la réunion du Conseil du commerce et du développement (CCD) — organe permanent de la conférence — qui siège à Genève du 26 mars au 6 avril — mais ils ont, en marge de cette réunion, fait connaître leurs griefs à l'égard de cette institution des Nations unies et formulé certaines suggestions devant conduire à en diminuer les prérogatives.

Exposé une première fois lors d'une réunion du groupe sur les questions économiques Nord-Sud de l'OCDE, fin janvier à Paris (le Monde des 11-12 février), le point de vue de l'administration américaine est résumé dans un memorandum présenté à ce même groupe, les 22 et 23 mars à Paris, puis à différents responsables du groupe des 77 (les 126 pays en développement) ces derniers jours à Genève. Cette démarche offre des similitudes avec celle de l'administration Reagan à l'égard de l'UNESCO. Elle fait partie de l'offensive menée par les Etats-Unis pour infléchir les activités de certaines organisations spécialisées des Nations unies — dont ils sont le principal bailleur de fonds — dans un sens plus favorable à leurs intérêts.

Les Américains vont tout de même assez loin dans leurs critiques

à l'égard de la CNUCED, dont, visiblement, ils voudraient voir réduire le champ d'activités, alors que celles-ci avaient plutôt tendance à s'étendre ces dernières années. Ils estiment, par exemple, que certaines de ses activités font double emploi avec celles d'autres institutions, dans le domaine financier et monétaire notamment. Mais la CNUCED n'a-t-elle pas été créée pour s'occuper de tous les aspects du développement ? En fait, les Etats-Unis voudraient que le mandat de l'organisation de Genève soit « revu » et « clarifié », ce qui permettrait de remettre en cause les secteurs d'activités avec lesquels ils ne sont pas d'accord. Mais ils paraissent vouloir aussi porter atteinte aux attributions du secrétariat général et des différents comités. Les conférences, tous les quatre ans, et le Conseil du commerce et du développement, deux fois par an, devraient se transformer, dans cet esprit, en organes de discussions plus que de décisions. Ils suggèrent également que les décisions soient prises par consensus (c'est-à-dire en tenant compte de la minorité) et non par vote (ce qui fait, fréquemment, apparaître comme lors de la sixième CNUCED, à Belgrade, leur isolement). Enfin, les Etats-Unis critiquent le système de négociations entre groupes de pays.

En définitive, sous prétexte d'améliorer le fonctionnement de la CNUCED, c'est une véritable révi-

sion du rôle de cet organisme que souhaitent les Américains, mais sans forcer le ton ni précipiter les choses.

Le représentant américain au CCD, M. Gordon Streeb, sous-secrétaire d'Etat adjoint, chargé des questions Nord-Sud, s'est abstenu, le 3 avril, de faire allusion au memorandum déposé par son pays mais a clairement indiqué son intention de la reprise et les perspectives de l'économie mondiale.

En fait — et c'est sans doute le fond du problème — la CNUCED, selon Washington, est trop proche des préoccupations des pays en voie de développement (PVD), trop « interventionniste » dans des domaines chers à la politique américaine qui préfère encourager la libre entreprise. Ainsi les Etats-Unis n'ont-ils pas ratifié le code des transferts monétaires dont l'un des objectifs est d'accorder une meilleure part aux flottes des PVD, ni l'accord sur le Fonds commun créé pour tenter de réguler les cours des produits de base (qu'ils ont cependant signé). Ils ont critiqué les initiatives de la CNUCED concernant les transferts de technologies pharmaceutiques vers le tiers-monde, l'aide aux Palestiniens et à d'autres mouvements de libération, ou encore, en faveur d'un programme de coopération Sud-Sud dont serait exclu Israël. A Belgrade, ils ne s'étaient pas associés à certaines conclusions de la Conférence.

Si les Etats-Unis n'ont pas porté le débat en séance publique, c'est peut-être parce qu'ils ne bénéficient pas de l'appui unanime des membres du « groupe B » (les pays industria-

lisés de l'OCDE). Les Européens, par exemple, semblent estimer que si la CNUCED fonctionne mal, c'est sans doute en raison de questions de procédure, mais plutôt aussi en raison d'un problème de fond : le blocage Nord-Sud. On ne peut distinguer l'un de l'autre. Si les Etats-Unis se plaignent de la CNUCED, ils n'indiquent pas dans le détail comment en améliorer le fonctionnement. Ce n'est pas, par ailleurs, une organisation coûteuse, et son budget n'a pas connu de croissance réelle depuis trois ans.

En outre, l'administration américaine est, semble-t-il, allée un peu loin en définissant le profil souhaitable, selon elle, d'un secrétaire général. Elle reconnaît qu'il doit être choisi parmi les personnalités des PVD mais qu'il doit avoir l'appui du « groupe B ». Cette initiative manquant pour le moins d'élégance à l'égard de M. Corde (Sri-Lanka), actuel secrétaire général, dont le mandat arrive à échéance à la fin de l'année et dont le poste doit en principe revenir à une personnalité africaine.

Les autres Occidentaux, en revanche, pensent généralement que, dans un premier temps, il devrait être possible d'améliorer les contacts entre groupes à Genève, et d'identifier les domaines où des progrès peuvent être faits, sans porter le débat devant l'opinion. Telle semble être la démarche des pays industrialisés à l'occasion de la conférence de la CNUCED.

GÉRARD VIRATELLE.

publicité

PREFECTURE DE SEINE-ET-MARNE PREFECTURE DE L'AUBE

AVIS

Les préfets, co-commissaires de la République des départements de Seine-et-Marne et de l'Aube, communiquent : Une instruction administrative est ouverte sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique de la ligne à deux circuits 400 kv. MORÉAS - NOGENT. Conformément au décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact. Pendant une période de deux mois à dater du 16 avril 1984, le public pourra en prendre connaissance aux lieux, jours et heures ci-après (à l'exception des jours fériés) :

- à la préfecture de Seine-et-Marne (annexe 12 bis, rue du Président-Deputies à Melun) : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 17 h ;
- à la sous-préfecture de MELUN (1, place de la porte-de-Paris) : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h ;
- à la sous-préfecture de PROVINS (1, rue Toussaint-Rose) : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 17 h ;
- dans les mairies (chef-lieux de cantons) de :
  - ROISSY-EN-BRIE : du lundi au samedi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
  - BÉZES-COATTE-ROBERT : du lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 h à 17 h 30 ;
  - TOURNAN-EN-BRIE : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ; le samedi de 9 h à 12 h ;
  - MOIRMAN : du mardi au vendredi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h ; le lundi de 14 h à 18 h ; le samedi de 9 h à 12 h ;
  - NANGIS : du lundi au vendredi inclus de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 ;
  - PROVINS : du lundi au vendredi inclus de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
  - VILLIERS-SAINT-GEORGES : le lundi, le mercredi et le vendredi de 8 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h 30 ; le mardi et le jeudi de 8 h 30 à 12 h ;
- à la direction régionale de l'Industrie et de la recherche d'Ille-de-France (152, rue de Picpus, PARIS 12) : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h.

DÉPARTEMENT DE L'AUBE

- à la préfecture de l'Aube (place de la Libération - TROYES) : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h ;
- à la sous-préfecture de NOGENT-SUR-SEINE (5, av. Jean-Casimir-Perier) : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- dans les mairies (Chef-lieux de cantons) de :
  - VILLENAUXE-LA-GRANDE : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ; le samedi matin de 9 h à 12 h ;
  - NOGENT-SUR-SEINE : du lundi au vendredi inclus de 8 h 15 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 45 ;
- à la direction régionale de l'Industrie et de la recherche de Picardie-Champagne-Ardenne (2, rue Grénet-Tellier, 51000 CHALONS-SUR-MARNE) : du lundi au vendredi inclus de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Le public pourra faire part de ses observations éventuelles sur un registre prévu à cet effet aux lieux sus-indiqués.



# AFFAIRES

## La réforme de l'assurance-vie permettra d'assurer la transparence des contrats et d'accroître la rentabilité des placements

Après avis du secrétariat d'Etat à la consommation, le ministre de l'économie, des finances et du budget va soumettre, le 9 avril prochain, au Conseil national des assurances, une série de dispositions visant à réformer l'assurance-vie. Avec 70 000 emplois (sur les 210 000 que compte l'ensemble du monde de l'assurance), ce secteur réalise un chiffre d'affaires de 44 milliards de francs (sur un total de 160 milliards en 1982). Un secteur bien portant, en expansion de plus de 21 % en 1982, qui contraste avec les difficultés rencontrées par l'assurance dans les autres branches d'activité, notamment le vol et les catastrophes naturelles, largement déficitaires.

Pour l'essentiel, ces dispositions nouvelles qui seront intégrées à deux projets de loi, quatre décrets et cinq arrêtés vont compléter les précédentes mesures de la loi de janvier 1981 sur l'assurance-vie dans la double perspective d'améliorer l'information de l'assuré pour ce type de contrat et d'accroître la rentabilité des produits d'assurance-vie, qui représentent quelque 160 milliards de francs en termes de placements financiers.

■ Amélioration de l'information de l'assuré : avant de souscrire un contrat d'assurance-vie, un certain nombre de renseignements complémentaires devront être fournis, notamment la valeur de rachat en cas de résiliation au cours des six premières années de son existence et la part de la prime qui, après prélèvement des frais de gestion (le « chargement » dans le langage des professionnels), est réellement épargnée, ouvrant droit à l'avantage fiscal de la réduction d'impôt (20 % selon la loi de finances 1984 et 25 % pour les primes payées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1984).

Par ailleurs, le délai de renonciation de trente jours au bénéfice de l'assuré, après le versement de la première prime, pourra être pro-

longé, en attendant la fourniture des conditions particulières du contrat.

De même, l'assuré devra recevoir chaque année une information complète sur les principaux éléments qui composent son contrat en fonction des résultats techniques et financiers obtenus, à savoir les valeurs nouvelles des capitaux garantis, des primes et de l'épargne constituée de façon à permettre au souscripteur de connaître l'impact réel des participations bénéficiaires qui lui ont été attribuées grâce aux placements financiers effectués avec l'épargne ainsi constituée.

Cette volonté d'obtenir une réelle transparence du contrat d'assurance-vie était réclamée depuis de nombreuses années par les associations de consommateurs, où l'on estimait que les taux de rentabilité « fantaisistes » affichés parfois par certaines compagnies (15 % à 16 % dans quelques cas) ne tenant pas compte des divers frais généraux et de gestion qui venaient grever ce rendement au nom de l'inévitable notion de risque (décès, invalidité...) attachée à ce type de contrat d'assurance-vie. A cet égard, la plupart des professionnels du secteur admettent qu'une « moralisation » était souhaitable, tout en mettant en avant l'alourdissement des coûts administratifs qui va inévitablement en résulter pour les compagnies qui avaient commencé à « digérer » les effets d'application de la loi de janvier 1981.

■ Accroître la rentabilité des produits d'assurance : les compagnies auront la possibilité de garantir aux assurés une rémunération annuelle voisine de celle que leur offrent actuellement les placements effectués sur les marchés financiers. De plus, les contrats d'assurance collective qui représentent la moitié du chiffre d'affaires total du secteur (45 % du total des

encassements effectués en 1982, derniers chiffres disponibles, soit près de 16 milliards de francs, en augmentation de 24 % environ sur l'année précédente) devront prévoir à l'avance une participation bénéficiaire au profit de l'assuré. Enfin, il est prévu que les pénalités appliquées jusqu'à présent aux souscripteurs de contrats d'assurance-vie en cas de cessation de ces derniers devront être réduites.

Les compagnies devront également procéder à un effort de clarification en ce qui concerne les conditions de l'assurance décès liée à des engagements immobiliers. Il est prévu de faciliter l'accès à ce type d'assurance, souvent nécessaire pour contracter un emprunt immobilier, pour les handicapés et les personnes âgées.

Autant de mesures qui doivent permettre d'améliorer la transparence et de diminuer les coûts d'intermédiation de ces contrats d'assurance-vie, qui constituent pour 40 % des Français une forme d'épargne à long terme.

SERGE MARTL

## LE MARCHÉ FRANÇAIS DE L'AUTOMOBILE RESTE DÉPRIMÉ

Après un mois de janvier morose, le marché français de l'automobile est resté déprimé en février, avec une baisse de 8,9 % des immatriculations par rapport à l'an passé, dont ont pâti toutes les marques nationales, à l'exception de Peugeot, les firmes étrangères étant parvenues à maintenir leurs ventes quasiment au niveau de l'an passé (- 0,8 %).

La chute la plus spectaculaire a été celle de Renault (- 25,2 %), qui ne couvre plus que 30,5 % du marché, suivi par Talbot (- 24,1 %) et Citroën (- 12,6 %). Peugeot, en revanche, a vu ses ventes augmenter de près d'un tiers (+ 29,6 %), avec 24 168 voitures vendues, soit 17,9 % du marché.

Les exportations ayant également diminué (- 12,4 %), la production française d'automobiles ne pouvait que se réduire : 232 723 voitures particulières sont sorties en février 84 des usines, soit 8,8 % de moins qu'il y a un an, la chute étant encore plus spectaculaire (- 44,1 %) pour les « petites collections », voitures expédiées en pièces détachées pour être montées à l'étranger.

## TEXACO RACHÈTE LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION PÉTROLIÈRE DE CHEVRON EN EUROPE

La compagnie américaine Texaco a annoncé, le 3 avril, qu'elle avait racheté le réseau de distribution de la Standard Oil of California (marque Chevron) dans six pays d'Europe - Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, Danemark, Grande-Bretagne, RFA - ainsi qu'une usine de traitement à Pernis, aux Pays-Bas. Cette acquisition, dont le coût atteindrait 250 millions de dollars (2 milliards de francs), portera à plus de six mille le nombre de points de vente de carburant contrôlés par Texaco en Europe, contre deux mille huit cents actuellement. Sa part du marché de l'essence devrait passer de 9 à 12 %, Texaco étant le premier distributeur en Belgique et le second aux Pays-Bas.

La compagnie américaine a précisé, en revanche, qu'elle n'était pas intéressée par le réseau de distribution et les unités de traitement de Gulf en Grande-Bretagne, dont la Standard Oil of California, en prenant le contrôle de la Gulf (Le Monde du 7 mars) est devenue propriétaire.

## LA PUBLICITÉ COMPARATIVE EN ACCUSATION

La publicité comparative vient d'être soumise à un nouveau revér. Réunis au sein du nouveau Conseil national de la consommation (CNC), consommateurs et pétroliers sont convenus que son lancement en France n'est pas « actuellement souhaitable ». Sur les quarante membres titulaires du CNC, trente-neuf se sont prononcés contre et deux se sont abstenus. Le directeur de l'Institut national de la consommation (INC) a jugé « faibles et défensifs » l'avis prononcé par le CNC.

De son côté, Carrefour devra cesser toute publicité comparative dans le Cher. Ainsi en a décidé le tribunal de commerce de Bourges, qui a statué sur une nouvelle plainte de la société Record, en procès avec Carrefour, déjà condamnée une première fois le 12 décembre dernier. Mais la cour d'appel avait confirmé, le 6 mars, la condamnation apparentant la publicité comparative à « trouble manifestement et doublement illicite, car il perturbe les rapports normaux des magasins de grande distribution » et « égaré une clientèle de consommateurs crédule en le détournant de son devoir de contrôler elle-même les prix ».

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### BTP BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

SIÈGE SOCIAL 253, BOULEVARD PIERRE 75052 PARIS (CEDEX 17) 17. 574.98.80

Le Conseil d'administration de la BTP s'est réuni le 29 mars 1984 sous la présidence d'Alain Treppoz.

Il a arrêté les comptes de l'exercice 1983, dont les principaux éléments se présentent comme suit :

- Le total du bilan s'élève à 4 307 millions de francs contre 3 867 millions au 31 décembre 1982, soit une augmentation de 11,4 % ;

- Les encours de crédit à la clientèle et de prêts participatifs ont progressé de 14 % pour atteindre le montant de 1 290 millions de francs en 1983. Cette progression a été rendue possible par l'émision, en avril 1983, d'un emprunt obligataire de 150 millions de francs.

Parmi ces crédits, a été enregistrée une très forte augmentation du « Prêt à l'habitat », crédit global d'exploitation spécialement conçu pour répondre aux besoins de financement à court terme des entreprises de Bâtiment et des Travaux Publics.

- Le produit net bancaire se monte à 153 millions de francs en 1983 contre 140 millions de francs en 1982, soit une progression de 9 %.

- Les frais généraux sont de 112 millions de francs en 1983 contre 121 millions de francs en 1982, soit une augmentation de 8 %. Cette évolution tra-

duit un effort important de productivité appuyé sur la poursuite du développement de l'informatique et de la bureautique.

Les provisions constituées sont comparables à celles de 1982.

- Le bénéfice net de l'exercice ressort à 8,9 millions de francs contre 7,4 millions de francs en 1982, soit une augmentation de 20 %. Ce résultat satisfaisant est obtenu, malgré l'effort fait pour réduire les taxes à la clientèle, grâce à la bonne maîtrise des risques et des frais généraux et grâce au développement de l'activité financière. Les fonds placés dans le SICAV et Fonds Communs de Placement ont en effet poursuivi la forte progression amorcée les années précédentes.

Le Président a informé le Conseil d'Administration du placement des titres participatifs, finis en février 1984. Ce placement s'est effectué dans de bonnes conditions et a été largement diffusé, notamment par la BTP, auprès d'une clientèle de particuliers.

Ce titre a été très demandé. Son cours a atteint le 23 mars 1.151 F, soit une progression de 15 % par rapport à son prix d'émission.

### AU PRINTEMPS SA

La société Au Printemps SA (société holding du groupe Printemps-Prunic) va prendre le contrôle majoritaire du groupe Disco.

Le groupe Disco exerce ses activités dans trois secteurs :

- la distribution alimentaire de gros, par la société Discogros, ses filiales et ses participations ; les entreprises de l'organisation livrent en particulier à plus de mille deux cents magasins indépendants adhérents, aux enseignes Bravo, Tinty et Cali ; Disco est de ce fait le premier franchisé français en distribution alimentaire ;
- la distribution de détail, de type supermarché, par la société Sodimag, qui exploite une chaîne d'une cinquantaine de Bravo et de Tinty ;
- l'approvisionnement de la restauration collective, par la société Sodimag, qui exploite une chaîne de produits alimentaires non périssables.

Au total, les magasins aux enseignes Bravo, Tinty et Cali réalisent un chiffre d'affaires de 8 milliards de francs ; le chiffre d'affaires hors taxe de Disco dépasse le milliard de francs.

Il convient de rappeler que, depuis plusieurs années, un certain nombre de magasins Prunic ont été approvisionnés en alimentation par des entreprises de l'organisation Disco. Cette collaboration a amené les actionnaires majoritaires de Disco à se tourner vers le groupe Printemps-Prunic lorsqu'ils ont souhaité conforter l'activité financière de Disco tout en préservant sa personnalité et son autonomie, indispensables à sa pérennité. De son côté, le groupe Printemps-Prunic a saisi l'occasion de renforcer de façon significative sa position dans le secteur du commerce alimentaire.

## IBM remporte un contrat concernant les télécommunications en Grande-Bretagne

IBM vient de remporter en Grande-Bretagne ce qui est sans doute son plus gros contrat jamais obtenu en matière de télécommunications. Le géant américain va fournir vingt-sept centraux téléphoniques au Post Office (la poste britannique) réseau à son réseau interne de téléphone de transmission de données et de fac-similé. Jusque-là, le Post Office utilisait le réseau public de British Telecom (BT, l'administration des télécommunications). Mais, depuis la « démonopolisation » des télécommunications en Grande-Bretagne, la poste entend s'organiser elle-même en plaçant des équipements de son choix sur les lignes « nues » simplement louées à BT.

Le contrat remporté par IBM devant les groupes britanniques GEC, Plessey, l'américain Harris et British Telecom (qui vend elle-même des centraux privés) se monte à plusieurs millions de livres. Le géant de l'informatique livrera des centraux de type 1750, développés à la fin des années 70 dans son laboratoire de La Gaudie, en France, qui sont d'une technologie (dite analogi-

que) aujourd'hui dépassée. IBM a d'ailleurs récemment pris une participation dans la société américaine de télécommunications Rolm pour acquérir la technologie actuelle (digitale). Le Post Office explique son choix en faisant savoir que seuls les 1750 correspondaient à ses besoins les plus immédiats.

Cette percée du groupe américain sur le marché des télécommunications européennes est à rapprocher des négociations en cours pour une prise de participation majoritaire de Pacific Telesis dans Mercury, la société privée britannique qui a obtenu le droit de bâtir un réseau concurrent de British Telecom dans le cadre de la démonopolisation. Pacific Telesis est une des sept compagnies régionales américaines nées du démantèlement d'ATT. Il est probable, selon le *Financial Times*, que le gouvernement britannique souhaite limiter l'entrée du groupe américain à une participation minoritaire. Mercury - dont l'avenir commercial n'est pas assuré depuis le retrait de la Banque Barclays, l'un de ses principaux actionnaires - a besoin d'argent.

## LES PROFESSIONNELS DU SECTEUR DES BIENS D'ÉQUIPEMENT MTPS CRAIGNENT UN EFFONDREMENT DE LEUR INDUSTRIE

Peu de secteurs industriels ont souffert en 1983 autant que celui des équipements lourds des MTPS (biens d'équipement de maintenance, de travaux publics et pour la sidérurgie). Le chiffre d'affaires de ce secteur a chuté en volume de 11,5 % par rapport à 1982. Sur les 28 200 emplois, 2 300 ont été supprimés. Encore faut-il noter que les équipements pour la sidérurgie (les ventes en France ont augmenté de 50 % avec le programme de modernisation de l'acier) cachent une chute des ventes de 31 % pour la maintenance, de 26 % pour les travaux publics et de 21 % pour les fours et équipements thermiques. L'exportation (8 milliards de francs) s'est mieux comportée avec la reprise entamée en RFA, en Grande-Bretagne et aux États-Unis.

« La France est à contre-courant », note M. Pierre Bataille, président de la Fédération MTPS, qui craint pour les deux ans à venir une perte de 8 000 à 10 000 emplois et un effondrement du solde commercial français (la balance deviendrait déficitaire de 2 milliards de francs contre un bénéfice de 5 milliards de francs en 1983). La profession a engagé des négociations avec les pouvoirs publics pour redresser ce secteur-clé de la mécanique.

## Les annulations budgétaires

### LE PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DES TRAVAUX PUBLICS PRÉVOIT UNE HÉCATOMBE D'ENTREPRISES

Le président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), M. Jean-Louis Giral, a envoyé mardi 3 avril, une lettre au premier ministre, M. Pierre Mauroy, pour protester contre les récentes annulations de crédits d'équipement.

La FNTP évalue à 1,5 milliard de francs (sur un total de 8,3 milliards de francs) pour les autorisations de programmes et à 524 millions de francs (sur un total de 2,7 milliards de francs) pour les crédits de paiement. L'annulation des crédits « destinés à financer l'équipement de la France ».

Dans sa lettre à M. Mauroy, M. Giral écrit que « peu de jours après que le président de la République eut manifesté son intention de soutenir l'activité des travaux publics et que le conseil des ministres eut annoncé la troisième tranche du Fonds spécial de « grands travaux », ces annulations de crédits font que « le Fonds spécial de grands travaux ne peut plus apparaître comme la consécration d'une volonté de soutien de l'activité de notre secteur, mais comme le camouflage érigé de la réalité ».

M. Giral conclut en prévoyant en 1984, une « hécatombe » au moins équivalente à celle de 1983 pour les entreprises de travaux publics.

## COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

Le conseil d'administration de la Compagnie générale des eaux, réuni le 30 mars 1984, a arrêté les comptes de l'exercice 1983.

Le chiffre d'affaires total (taxes comprises) s'élève à 7 131 milliards de francs, en hausse de 11,48 % par rapport à l'exercice précédent.

Le compte d'exploitation générale fait ressortir un résultat de 526,165 millions de francs, en progression de 10,56 % sur celui de l'année 1982.

Au compte de profits et pertes sont inscrits 101,525 millions de francs de plus-values à long terme, les provisions s'élèvent à 112,731 millions de francs (contre 65,741 millions de francs) et l'impôt sur les sociétés pour 209,587 millions de francs (contre 174,667 millions de francs).

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 234,017 millions de francs et la marge brute d'autofinancement est de 637,901 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires la mise en paiement d'un dividende de 17 francs (soit 25,50 francs pour le revenu global avec l'impôt fiscal) à chaque actionnaire s'abonnant ainsi à 191,241 millions de francs (contre 174,241 millions de francs).

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
**UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE**  
spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande

## UNE CROISSANCE RENTABLE

**EMPRUNT DE 176 118 000 F**  
à bon de souscription d'actions Unibail.  
Chèque de cession : Banque Worms et GPF.

**LES OBLIGATIONS :**  
Prix d'émission : 1 000 F  
Liquides : 27 avril 1984  
Intérêt annuel et rendement actualisé bon : 11 %  
Durée de l'emprunt : 10 ans  
Souscription :  
priorité des actionnaires du 2 au 13 avril 1984  
souscription du public du 16 au 27 avril 1984

**LES BONS DE SOUSCRIPTION :**  
Trois bons par obligation, donnant chacun le droit de souscrire une action Unibail de 100 F nominal.  
Souscriptions :  
du 1<sup>er</sup> janvier 1985  
au 30 sept. 1986, au prix de 555 F - bon n° 1  
au 30 sept. 1987, au prix de 580 F - bon n° 2  
au 30 sept. 1988, au prix de 625 F - bon n° 3  
Contes à la Banque de Paris  
Note d'information : voir CDB n° 84-70  
en date du 27 mars 1984  
Relo du 2 avril 1984

**unibail**  
L'IMMOBILIER, L'AVENIR

**L'ARGUS - BANQUE DE NEUFILZE SCHLUMBERGER, MALLET**

### Les Tables Rondes BANEXI-BNP très suivies à LYON

« Une entreprise a-t-elle intérêt à accueillir un grand partenaire à son capital ? » : « Quelles sont les réticences rencontrées à l'occasion d'une entrée en Bourse ? » : « Le développement d'une entreprise à l'étranger est-il une aventure difficile ? » : « Le financement des technologies de pointe et des innovations... » : Tels ont été quelques-uns des thèmes débattus lors des Tables Rondes organisées à Lyon le 29 mars par la BANEXI, banque d'affaires du groupe BNP et par la Direction régionale lyonnaise de la BNP.

A l'initiative de la BANEXI, que préside M. Jean PEYRUSSE, et de M. Bertrand GAUCHER-PIOLA, Directeur du réseau Rhône-Alpes, quatre-vingt industriels de la région ont participé à cette rencontre. La séance d'ouverture a été présidée par M. René THOMAS, Président de la BNP, qu'accompagnait M. Jacques MASSON, Directeur Général et M. Jean GAGNE, Directeur Général-Adjoint, « patron » des réseaux métropolitains de la Banque.

MARCHÉS FINANCIERS	
<p><b>BOURSE DE PARIS</b></p> <p>Le 4 avril 1984</p> <p>Indice Cote 1983 = 100</p> <p>Indice Cote 1984 = 100</p> <p>Indice Cote 1985 = 100</p> <p>Indice Cote 1986 = 100</p> <p>Indice Cote 1987 = 100</p> <p>Indice Cote 1988 = 100</p> <p>Indice Cote 1989 = 100</p> <p>Indice Cote 1990 = 100</p> <p>Indice Cote 1991 = 100</p> <p>Indice Cote 1992 = 100</p> <p>Indice Cote 1993 = 100</p> <p>Indice Cote 1994 = 100</p> <p>Indice Cote 1995 = 100</p> <p>Indice Cote 1996 = 100</p> <p>Indice Cote 1997 = 100</p> <p>Indice Cote 1998 = 100</p> <p>Indice Cote 1999 = 100</p> <p>Indice Cote 2000 = 100</p> <p>Indice Cote 2001 = 100</p> <p>Indice Cote 2002 = 100</p> <p>Indice Cote 2003 = 100</p> <p>Indice Cote 2004 = 100</p> <p>Indice Cote 2005 = 100</p> <p>Indice Cote 2006 = 100</p> <p>Indice Cote 2007 = 100</p> <p>Indice Cote 2008 = 100</p> <p>Indice Cote 2009 = 100</p> <p>Indice Cote 2010 = 100</p> <p>Indice Cote 2011 = 100</p> <p>Indice Cote 2012 = 100</p> <p>Indice Cote 2013 = 100</p> <p>Indice Cote 2014 = 100</p> <p>Indice Cote 2015 = 100</p> <p>Indice Cote 2016 = 100</p> <p>Indice Cote 2017 = 100</p> <p>Indice Cote 2018 = 100</p> <p>Indice Cote 2019 = 100</p> <p>Indice Cote 2020 = 100</p> <p>Indice Cote 2021 = 100</p> <p>Indice Cote 2022 = 100</p> <p>Indice Cote 2023 = 100</p> <p>Indice Cote 2024 = 100</p> <p>Indice Cote 2025 = 100</p> <p>Indice Cote 2026 = 100</p> <p>Indice Cote 2027 = 100</p> <p>Indice Cote 2028 = 100</p> <p>Indice Cote 2029 = 100</p> <p>Indice Cote 2030 = 100</p>	<p><b>BOURSE DE PARIS</b></p> <p>Le 4 avril 1984</p> <p>Indice Cote 1983 = 100</p> <p>Indice Cote 1984 = 100</p> <p>Indice Cote 1985 = 100</p> <p>Indice Cote 1986 = 100</p> <p>Indice Cote 1987 = 100</p> <p>Indice Cote 1988 = 100</p> <p>Indice Cote 1989 = 100</p> <p>Indice Cote 1990 = 100</p> <p>Indice Cote 1991 = 100</p> <p>Indice Cote 1992 = 100</p> <p>Indice Cote 1993 = 100</p> <p>Indice Cote 1994 = 100</p> <p>Indice Cote 1995 = 100</p> <p>Indice Cote 1996 = 100</p> <p>Indice Cote 1997 = 100</p> <p>Indice Cote 1998 = 100</p> <p>Indice Cote 1999 = 100</p> <p>Indice Cote 2000 = 100</p> <p>Indice Cote 2001 = 100</p> <p>Indice Cote 2002 = 100</p> <p>Indice Cote 2003 = 100</p> <p>Indice Cote 2004 = 100</p> <p>Indice Cote 2005 = 100</p> <p>Indice Cote 2006 = 100</p> <p>Indice Cote 2007 = 100</p> <p>Indice Cote 2008 = 100</p> <p>Indice Cote 2009 = 100</p> <p>Indice Cote 2010 = 100</p> <p>Indice Cote 2011 = 100</p> <p>Indice Cote 2012 = 100</p> <p>Indice Cote 2013 = 100</p> <p>Indice Cote 2014 = 100</p> <p>Indice Cote 2015 = 100</p> <p>Indice Cote 2016 = 100</p> <p>Indice Cote 2017 = 100</p> <p>Indice Cote 2018 = 100</p> <p>Indice Cote 2019 = 100</p> <p>Indice Cote 2020 = 100</p> <p>Indice Cote 2021 = 100</p> <p>Indice Cote 2022 = 100</p> <p>Indice Cote 2023 = 100</p> <p>Indice Cote 2024 = 100</p> <p>Indice Cote 2025 = 100</p> <p>Indice Cote 2026 = 100</p> <p>Indice Cote 2027 = 100</p> <p>Indice Cote 2028 = 100</p> <p>Indice Cote 2029 = 100</p> <p>Indice Cote 2030 = 100</p>







## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. DOCTRINE ET ACTION POLITIQUES : « L'héritage », par Philippe Bouchet ; « Les impasses de la diplomatie », par Jacques Elia ; « La deuxième gauche n'existe pas », par Michel Noir.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE : La situation en Guinée, après le coup d'État.

4. PROCHE-ORIENT : L'Irak dans la page de la guerre (II), par Jean Guéhenne.

5. AMÉRIQUES : L'IRAN : la rupture entre l'ancien président Bani Sadr et M. Massoud Radjani.

5. DIPLOMATIE

5. EUROPE

### POLITIQUE

7-8. LE PLAN DE RESTRUCTURATION DE LA SIDÉURGIE : les socialistes réclament des mesures d'accompagnement industriel.

8. Le projet de loi sur le foncier agricole.

### SOCIÉTÉ

10. M. Badier aux « Dossiers de l'écran ».

20. Échecs, Sports.

### ÉCONOMIE

23. ÉTRANGER.

24. AFFAIRES.

### LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES

11. Biquette, un film de Georges Rouquier.

12. Un entretien avec René Chateaux : « La vraie raison du succès de Biquette ».

13. Le film : « Huitième jour », de Peter Yates.

14. Les tableaux de Jacques Doucet.

14. Sélection.

Programmes des expositions.

### RADIO-TÉLÉVISION (19)

Jeunes : « Journal officiel » ; « Météorologie » ; « Mots croisés ».

Années classées (21-22) ; Carnet (22) ; Programmes des spectacles (15 à 18) ; Marchés financiers (25).

### VERS UN 1<sup>er</sup> MAI EN ORDRE DISPERSÉ

Coup sur coup, la CFDT qui FO viennent de rejeter, le mardi 3 avril, l'offre de la CGT - adressée à l'ensemble des centrales syndicales nationales - d'organiser comme l'an dernier un 1<sup>er</sup> mai unitaire. A Paris, auront donc lieu des manifestations séparées. La CFDT a annoncé un rassemblement, de 14 heures à 18 heures au parc de la Villette. FO organise un cortège à 10 heures de la place de la Bastille à l'Hôtel de Ville. La CGT n'a pas encore pris de décision sur la forme, l'heure et le lieu de sa propre manifestation. La FEN, pour sa part, « continue de multiplier les contacts pour une manifestation unitaire, mais n'envisage pas, en tout état de cause, une manifestation qui se limiterait à deux organisations syndicales ».

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1984 a été tiré à 428 981 exemplaires.

### ESSAYEZ-LE !

Grand Vin de Garde

Château de la Bégude

COTE DE PROVENCE AOC

En vente dans les restaurants de qualité.

TARRES SUR DEMANDE

LEFEBVRE, vigneron au Château de la Bégude

13790 ROUSSET

VISITEZ NOTRE CHÂTEAU

A B C D E F G

## Au conseil des ministres

### UNE LOI SUR MESURE POUR LES MONTAGNARDS

Le conseil des ministres du mercredi 4 avril a adopté un projet de loi sur le développement et la protection de la montagne. Ce texte, que les montagnards attendaient depuis quatorze ans - on leur avait promis en 1972 - a été difficile à mettre au point. S'appliquant à un territoire défini uniquement par le critère de l'altitude, il constitue une nouveauté juridique. Essayant de concilier l'économie et l'écologie, il est aussi la première loi véritable d'aménagement global du territoire. Enfin, en reconnaissant que les hautes terres ont besoin d'aides spécifiques pour compenser leur handicap, mais aussi que les collectivités locales doivent bénéficier de davantage de liberté - décentralisation oblige - ce texte tente un délicat exercice d'équilibre administratif et politique.

Il prévoit que chacun des six massifs qui compte l'hexagone est doté d'un « comité » qui, pour n'être que consultatif, a, néanmoins, pour tâche de répartir les crédits d'un fonds spécial alimenté par le budget de l'État. De plus la loi contient nombre de dispositions qui tendent à favoriser l'équipement des stations de sport de neige, qui généralisent les réductions sur les remontées mécaniques et le ski de fond, et qui permettent aux communes de construire davantage de micro-centrales.

D'autres mesures visent à faciliter la vie et le travail des éleveurs, notamment en leur permettant de récupérer les terres en friche. Enfin, en rappelant un certain nombre d'interdictions, la loi s'efforce de protéger le milieu naturel.

## LES NOUVELLES

### ORIENTATIONS DE L'AFPA

M. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, a fait, ce mercredi 4 avril, au conseil des ministres, une communication sur les nouvelles orientations de l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA). Cet exposé reprend les perspectives évoquées par M. Rigout et par la direction de l'AFPA lors de la réunion du conseil d'administration de cet organisme, le 8 décembre dernier. L'AFPA doit être un organisme privilégié dans la maîtrise des mutations technologiques en développant les formations de techniciens supérieurs (niveau III), mais aussi en renouvelant les formations d'ouvriers qualifiés (niveau V), qui représentent, actuellement, l'essentiel de son activité, en les orientant vers des spécialités « modernes » - politique émise par l'AFPA en 1983 (le Monde du 8 décembre). Ainsi pourra-t-elle avoir un rôle « préventif », tout en prenant toujours en charge les chômeurs, les jeunes et les femmes, comme par le passé.

D'autre part, M. Rigout souhaite que l'AFPA développe son « budget annexé » en passant des conventions avec des entreprises, où elle concevrait des formations et les soutiendrait, mais pourrait utiliser les locaux et les formations d'entreprises et même d'autres organismes de formation. Elle devrait, compte tenu de son expérience, pouvoir ainsi jouer un rôle d'« expert » auprès des régions ou des entreprises.

● M<sup>me</sup> Nicole Questiaux à la tête du CERC. - M<sup>me</sup> Nicole Questiaux, ancien ministre de la solidarité nationale, a été nommée, au conseil des ministres du 4 avril, président du conseil du Centre d'études des revenus et des coûts (CERC).

● Occupation de l'usine Vallourec à Decazeville. - Pour protester contre le non-renouvellement de vingt-cinq intérimaires et la mise en préretraite de trente et un salariés, l'intersyndicale CGT-CFDT de l'usine de Vallourec (tubes d'acier) de Decazeville (Aveyron) a organisé un vote à bulletins secrets sur l'occupation des locaux dans la matinée du 4 avril. Sur 325 salariés, 174 ont participé au vote, 150 ont voté pour la grève et 24 contre ce mouvement. Le directeur de l'usine avait été retenu pendant toute la nuit dans son bureau.

● Coiffeurs : tarifs augmentés de 4 % en deux étapes. - Réuni le 4 avril le comité national des prix a été consulté sur des projets d'arrêtés entraînant des accords de régulation conclus avec des prestataires de services. Ces accords concernent, en particulier, les prix des coiffeurs qui pourront être augmentés de 4 % en deux étapes et ceux des campings qui pourront être majorés de 4,25 % par rapport à ceux de la saison précédente.

## A PARTIR DU 11 AVRIL

### 6 centimes d'augmentation sur le super

Les prix des carburants augmenteront sensiblement le mercredi 11 avril. Selon les chiffres définitifs arrêtés, mercredi 4, par le comité des prix, le prix du supercarburant, en région parisienne augmentera de 6 centimes par litre (de 5,02 F à 5,08 F), celui de l'essence ordinaire de 8 centimes (de 4,69 F à 4,77 F) et celui du gazole de 1 centime par litre (de 3,87 F à 3,88 F). En revanche, le fuel domestique verra ses tarifs diminuer de 3,5 francs par hectolitre (de 271,40 F à 267,90 F/hectolitre).

Ces hausses s'expliquent, pour l'essentiel, par l'augmentation prévue par la loi de finances de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIIPP), la seconde depuis le début de l'année, relevée de 9,9 centimes/litre (taxe comprise) pour le super, de 9,32 centimes par litre pour l'ordinaire, de 5,24 centimes par litre pour le gazole et de 85 centimes par hectolitre pour le fuel domestique.

En outre, ont été revalorisées les marges de gros (de 0,20 à 0,25 centime par litre selon les produits), les frais pour stocks de réserve (de 0,10 centime par litre), ainsi que la taxe pour le financement de l'Institut français du pétrole (de 0,13 centime par litre pour le carburant).

Le jeu de la formule de calcul des prix pétroliers aurait donc, sans ces relèvements, une diminution des prix des carburants de 2 à 4 centimes par litre, selon les cas, du fait

de la baisse du cours moyen du dollar (8 F en mars, contre 8,32 F en février), principal paramètre de la formule.

Le comité des prix a également fait le point des négociations engagées, par les pouvoirs publics envers les organisations représentatives des géomètres de stations-services (qui ont été reçues, mardi 3 avril, quai Branly). Trois sujets ont été examinés : d'une part, l'application des règles limitant les rabais maxima pouvant être consentis sur l'essence à 17 centimes par litre pour le super, règles qui continuent d'être régulièrement enfreintes par les grandes surfaces, provoquant la colère des pompistes.

« Les pouvoirs publics continueront à exercer leurs pouvoirs de contrôle pour éviter que des rabais illicites que les discriminations de certains fournisseurs à leurs clients », indique le ministre de l'économie et des finances.

D'autre part, le projet d'un fonds de modernisation du réseau de distribution de carburant, qui serait doté de 50 millions de francs par an, alimenté par une nouvelle taxe parafiscale, et sera géré par l'administration. Enfin, un avant-projet de décret, examiné, mercredi, par le comité des prix, a été élaboré et vise à améliorer la transparence des conditions de vente des produits pétroliers afin d'éviter toute discrimination entre les points de vente.

## A PROPOS D'UNE PETITE ANNONCE PARUE DANS « LE MONDE »

### Le pantouflage à l'ENA

Les élèves de l'ENA qui préparent consciencieusement l'examen de la fonction publique avec les avantages - notamment de traitement - et les services - notamment l'obligation de réserve - qui s'attachent à cette qualité.

En sortant de l'école, les élèves signent un engagement de servir l'État pendant dix ans. S'ils décident d'interrompre cet engagement ils doivent, en principe, rembourser un dédit à l'État, qui acquitte généralement l'entreprise qui embauche l'ancien élève. Ce dédit s'élève actuellement à 190 000 francs, correspondant au traitement de 6 500 francs environ que perçoit à l'école pendant vingt-neuf mois un élève issu du concours étudiant.

L'initiative de vingt-cinq élèves de la promotion Louise-Michel n'a pas été appréciée par la direction de l'ENA qui « ne la trouve pas très satisfaisante » et qui a tout d'abord cru qu'il s'agissait d'un canular.

Elle a été considérée, par la direction, comme choquante au regard des principes puisqu'on voit une sorte de détournement de la finalité de l'école et qu'on la juge contraire à la déontologie de la haute fonction publique à laquelle prépare l'ENA. On se demande aussi si des entreprises ou des collectivités locales ne préféreraient pas recruter des anciens élèves ayant déjà une expérience administrative et dont le prix sera moins élevé. Elle risque aussi de perturber le bon recrutement de l'administration puisque elle privera celle-ci d'autant de fonctionnaires dont les emplois avaient été budgétellement prévus et qui correspondraient aux besoins des ministères.

ANDRÉ PASSERON.

## M<sup>gr</sup> VILNET

### SE RENDRA À CUBA

#### LE MOIS PROCHAIN

M<sup>gr</sup> Jean Vilnet, évêque de Lille et président de la conférence épiscopale française se rendra à Cuba au début de mai. « Ce voyage », déclare un communiqué de l'épiscopat, effectué en réponse à la visite rendue par M<sup>gr</sup> Jaime Ortega, archevêque de La Havane, à la conférence épiscopale française en juin 1983, entre dans le cadre des contacts habituels entre divers conférences épiscopales. Il donnera ainsi à M<sup>gr</sup> Vilnet l'occasion de manifester la communion qui existe entre l'Eglise en France et l'Eglise à Cuba, et d'intensifier les liens fraternels qui sont déjà vivants entre les deux Eglises locales (dépêches de presse, notes, des prêtres français sont au service de l'Eglise Cubaine).

M<sup>gr</sup> Vilnet sera reçu par l'archevêque de La Havane et rendra visite à plusieurs des diocèses de Cuba, en particulier à celui de Camagney, diocèse du président de la conférence épiscopale, M<sup>gr</sup> Adolfo Rodríguez.

(Publicité)

Un vin de grande table

CRANOISAY

toujours à sa place

## Sur le vif

### Deniers publics

Regan a des ennemis. Pas Reagan, l'acteur, Regan, le secrétaire au Trésor. Sa femme s'est fait copier à son club, chez le coiffeur, au restaurant et à l'aéroport par un chauffeur du ministère, le ministre des deniers publics précédemment. Dans une voiture de fonction. Les Américains l'ont appris. C'est le Washington Post qui le leur a dit. Vous les connaissez, les Américains, ils ont la grosse tête. Ils s'imaginent que cette limousine est à eux. Et ils sont très mécontents. D'autant que ce s'est produit souvent. Très exactement soixante-quinze fois en vingt mois.

Sommé de s'expliquer, Regan a été obligé de réunir une conférence de presse. Et il a osé prétendre que ces courses relevaient de l'intimité de la maison. Résultat : on lui a coté une commission d'enquête aux fausses charges de jeter toute la lumière sur cette indélicatesse.

J'en conviens ici qui feraient bien d'en prendre de la graine. Quand un chauffeur rencontre un autre chauffeur à la porte d'un palais ministériel, à l'occasion de je ne sais quel rassemblement, qu'est-ce qu'il se raconte ? Des histoires de chauffeurs obligés de conduire ces dames, et souvent les enfants de

ces dames, chez les couturiers, dans les grands magasins, chez le dentiste, à l'école élyséenne ou au Cours Hermier.

Ils paient. Et dans les salles de rédaction, on jase. On sait qui sous l'ancien régime, qui sous le nouveau, pourrait se sentir concerné par ces... appelons ça des ragots. Aux États-Unis, on considère que c'est de l'information. En Grande-Bretagne aussi. L'Observer et le Sunday Times, journaux sérieux, ne se gênent pas pour signaler aux Anglais les... appelons ça les ragots de la presse Thatcher. Et pour noter qu'à trente ans passés il avait encore, jusqu'à la semaine dernière, le gîte et le couvert au 10 Downing Street.

Au lieu de s'incliner devant les gens en place, les Français pourraient se persuader enfin que ce sont eux qui les y mettent. Et leur demander plus souvent des comptes. Ils seraient surpris de voir où passe aujourd'hui, où passent hier, leur argent. Vous me direz : on ne va pas faire tout un tirage pour une bagatelle empruntée de façon un peu cavalière. Désolée. C'est une question de principe. Le principe de la démocratie.

CLAUDE SARRAUTE.

## Au Maroc

### POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1962

### Des bahaïs ont été condamnés à cause de leur foi

Un rapport de mission, que vient de publier la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), indique que seize bahaïs ont été condamnés par la justice marocaine, au cours de procès pénaux, à des peines allant de trois à cinq ans de prison. Les jugements ont été prononcés à huis clos à Mohammadia, en décembre 1983, et à Casablanca, en février dernier. Ces affaires doivent être examinées en appel à Casablanca, respectivement le 19 et le 12 avril.

Les bahaïs jugés, qui sont tous des sujets chérifiens à l'exception de quatre iraniens établis au Maroc, ont été reconnus coupables d'« ébranlement de la foi de musulmans et de troubles de l'ordre public ». En revanche, la FIDH - dont un représentant, M<sup>me</sup> Alain Weber, avocat à la cour d'appel de Paris, a pu enquêter sur place (au autre élément marocain, M<sup>me</sup> Françoise Gibault, avait été constituée non plaignant lors du procès casablancais) - estime que les condamnés « font l'objet d'une véritable persécution religieuse ».

Il n'y aurait dans les dossiers, « aucun élément constatant la matérialité des faits reprochés aux bahaïs », si ce n'est leurs propres « aveux ». Trois bahaïs de Casablanca, qui avaient abjuré leur foi lors des interrogatoires de police, n'ont pas été poursuivis, ce qui semble confirmer la nature avant tout religieuse de ces affaires.

Parmi les condamnés, on relève la présence d'un homme marié, dont l'une, M<sup>me</sup> Nafise Chabbi, est enceinte de six mois. M. Soufian Frouz, commerçant, et sa femme, M<sup>me</sup> Bella Perez, sont des juifs convertis au bahaïsme, tandis que la plupart des autres condamnés sont des bahaïs de naissance (iranien) ou d'origine musulmane (marocains), tels M<sup>me</sup> Mohamed Alaoui, steward à Royal Air Maroc, Mehdi Ismaili, technicien des postes, Ahmed Idrissi, agent des chemins de fer, etc. Les condamnés les plus en vue au Maroc sont le docteur Nostratollah Mayoud et son épouse Malhed, née Chabani, tous deux d'origine persane.

## Le procès de Nador

Le bahaïsme est une croyance née de l'islam chérifien, au Iran, au milieu du dix-neuvième siècle, dans le but de « moderniser » la religion musulmane. Ainsi les bahaïs sont favorables à l'égalité entre les religions et les sexes. Bien qu'ils reconnaissent la « prophétie » de Mahomet, ils ont été déclarés « hérétiques » et pourchassés dans la plupart des États musulmans (à de notables exceptions près comme le Liban et la Jordanie), car ils considèrent que leur « prophète », Mirzaï Bahaoullah (1817-1892), l'emporte désormais sur Mahomet, Jésus, Moïse, Krishna, Bouddha, etc., en dépit de la « valeur universelle » des enseignements de ces derniers.

Lors de la publication dans le Monde des 15, 16 et 17 septembre 1982 d'une enquête générale sur les bahaïs (ils seraient environ cinq millions répartis sur les cinq continents), des bahaïs du Maroc nous avaient écrit pour nous remercier de ne pas avoir souligné la « large tolérance » dont ils bénéficiaient, à l'instar des juifs et des chrétiens, sous la « houlette paternelle » du roi Hassan II.

Il n'en avait pourtant pas toujours été ainsi : en décembre 1962, la condamnation à mort, par le tribunal de Nador (Nord du Maroc), de trois « hérétiques » (bahaïs) avait défrayé la chronique. Après de vives réactions nationalistes marocaines, devant la désapprobation du monde extérieur, la Cour suprême de Rabat avait finalement pris la sage décision de « casser sans renvoi » le jugement de Nador.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

## LÉGÈRE HAUSSE DU DOLLAR

Poursuivant sa remontée, le dollar était en légère hausse mercredi 4 avril sur l'ensemble des marchés européens. A Paris, le billet vert s'est négocié sans abatements de 8,07 F en fin de séance, contre 8,0295 F la veille. L'écart officiel, tandis que le mark allemand se vendait contre 3,0790 contre 3,0791 mercredi. A Francfort, le nouveau certificat de change a été coté à 2,6190 contre 2,6180 DM la veille.

Communiqué par BNL Air

## Brit air... y'a du nouveau dans l'air

25 mars. Brit air passe à l'heure d'été. Nouveaux horaires, nouvelles lignes, et bien sûr un nouvel indicateur qui vous permet d'être au courant de vos vols, de votre agence de voyages.

Avec lui, découvrez les différentes lignes couvrant une partie importante de l'Europe, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, de la France à l'étranger, de la France à l'étranger, de la France à l'étranger.

Chaque jour de la semaine Brit air vous propose une politique commerciale attractive : c'est la grande compagnie à bas prix de l'Europe. Pour toute information, consultez les agences de voyages ou appelez le 06 82 10 22.

**Criquet de steiner**

REMISE -15%

JUSQU'AU 30 AVRIL

EN 140 x 180, pour les petits coussins

PROX. NORMAL 850 F

AVEC REMISE 7.320 F

CONVERTIBLE

à sommer à lattes de bois

coussin 80 x 130, 140 x 150, 160 x 180

Tissu Berra Marina rouge/bleu

CAPÉLOU

DISTRIBUTEUR 37, av. de la République

75011 PARIS - TÉL. 357.46.35 - Métro Parmentier

avez toujours dans votre réfrigérateur

**KRITER Brut de Brut**

un ami peut arriver, il aimera Kriter bien glacé

مكة من المصل